

Université Panthéon-Assas

Institut Français de Presse (IFP)

Mémoire de Master 2 Médias et Mondialisation
dirigé par Fabrice d'Almeida

**La gestion de la crise grecque par les
médias français et grecs et les enjeux
européens**



Université Panthéon-Assas

Auteur Nikoletta Roussou

Sous la direction de Valérie Devillard
Date de dépôt :05 Septembre 2016

Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Résumé (Veillez à être proche de 1700 caractères) :

Mots clés : crise grecque

La présentation du mémoire de M2 “Médias et Mondialisation”

La thématique du mémoire est “*La gestion de la crise grecque par les médias français et grecs et les enjeux européens*”. L’hypothèse est “*La crise grecque a fait révéler les faiblesses structurelles de l’U.E. et de la zone euro, sans que les dirigeants et les journalistes puissent estimer les vraies dimensions du problème*”. La problématique est “***La crise grecque présente-elle une opportunité pour les pays de l’U.E. d’établir une intégration politique et sociale, afin de construire une Union plus équilibrée et égale?*** Notre analyse est basée sur le corpus médiatique et la lecture de la bibliographie. Le corpus de la recherche est constitué de deux articles de journaux français en ligne : *Le Monde* et *Le Figaro* et de deux articles de journaux grecs en ligne *To Vima* (Το Βήμα) et *Kathimerini* (Καθημερινή) ainsi que les journaux télévisés de deux grandes chaînes l’une française : *TF1* et l’autre grecque : *Mega*. La période examinée est juin-juillet 2015 où le referendum annoncé par le premier ministre Alexis Tsipras a provoqué de sérieux bouleversements économiques et politiques tant au niveau national qu’européen. Dans la première partie du mémoire nous allons essayer d’analyser les biais spécifiques des journalistes, en se reposant sur les statistiques et la théorie du cadrage, c’est-à-dire, l’*agenda journalistique*. Dans la deuxième partie, nous allons essayer de préciser le rôle des dirigeants (la France, l’Allemagne, et les E.U.) dans cette période cruciale, en soulevant les enjeux et les motivations des autres Etats. Dans la troisième partie, nous allons examiner l’U.E. comme un espace contradictoire, en mettant en avant les faiblesses structurelles de la communauté et la crise de l’identité européenne. La crise grecque et dans le cas examiné le referendum ont remis en cause les valeurs européennes d’une union hétéroclite et divisée, qui reflète des inégalités et des déséquilibres tant au niveau économique que politique.

Introduction

La thématique du mémoire est “*La gestion de la crise grecque par les médias français et grecs et les enjeux européens.*” L’hypothèse est “*La crise grecque a fait révéler les faiblesses structurelles de l’U.E. et de la zone euro, sans que les dirigeants et les journalistes puissent estimer les vraies dimensions du problème.*” La problématique est “*La crise grecque présente-elle une opportunité pour les pays de l’U.E. d’établir une intégration politique et sociale, afin de construire une Union plus équilibrée et égale?*” Notre analyse est basée sur le corpus médiatique et la lecture de la bibliographie.

Le corpus de la recherche est constitué de deux journaux français en ligne : *Le Monde* et *Le Figaro* et de deux journaux grecs en ligne *To Vima* (Το Βήμα) et *Kathimerini* (Καθημερινή) ainsi que les journaux télévisés de deux grandes chaînes l’une française : *TF1* et l’autre grecque : *Mega*. Le choix de ces journaux s’appuie sur la qualité de leur travail. Les journaux choisis se distinguent par leur prestige, leur crédibilité mais aussi pour le haut niveau professionnel de leurs journalistes. Les journalistes sont bien qualifiés et reconnus dans les pays de publication des journaux du fait de la profondeur de leurs analyses. Ayant une histoire importante et longue, les quatre journaux ont couvert les événements historiques de leurs pays. De plus, il faut préciser que *Le Monde* et *le To Vima* ont une ligne politique similaire puisque la ligne éditoriale du *Monde* est de centre gauche et celle de *To Vima* est du centre tandis que *Le Figaro* et *Kathimerini* sont de droite. Par conséquent, la comparaison des articles était viable. Quant aux chaînes télévisées, *TF1* et *Mega* sont deux grandes chaînes privées. Du fait que leurs audiences sont très larges, leur influence sur l’opinion publique est importante dans les pays où elles émettent. La base de données est constituée des sites de quatre journaux en utilisant comme mot clé : *crise grecque*, ainsi que les journaux télévisés des deux chaînes.

La période examinée est juin-juillet 2015 où le référendum annoncé par le premier ministre Alexis Tsipras a provoqué de sérieux bouleversements économiques et politiques tant au niveau national qu’europpéen. Cette période est intéressante à analyser. Du fait de l’actualité, la couverture médiatique est plus vaste et intense.

Après plusieurs mois de discussions, les négociations entre Athènes et ses créanciers se

détériorent alors que s'approche l'échéance cruciale du 30 juin, date à laquelle la Grèce doit faire face à un remboursement au FMI sous peine de se retrouver en défaut de paiement. Les négociations entre les parties semblaient continuer, “la porte restait ouverte” pour Angela Merkel et la question de la restructuration de la dette était sur la table¹ tandis que le pays se trouvait en défaut de paiement vis à vis du FMI² et sous contrôle de capitaux³.

Alors que le gouvernement Tsipras refuse toujours les conditions proposées, les Européens lui fixent un ultimatum. Le premier ministre grec décide de convoquer un référendum le 5 juillet pour que le peuple se prononce sur la proposition européenne, en faisant une campagne en faveur du “non” à la proposition en question. Le gouvernement ferme temporairement les banques pour éviter une fuite massive des capitaux⁴. Le 2 juillet, François Hollande déclare que si le “oui” l'emporte, “la négociation peut très facilement s'engager. Si c'est le “non”, on rentre dans une forme d'inconnu. C'est aux Grecs de répondre⁵.”

La question posée aux grecs était : “Acceptez-vous le projet d'accord soumis par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international lors de l'Eurogroupe du 25 juin 2015 et composé de deux parties, qui constitue leur proposition unifiée?” Le premier document est intitulé “Réformes pour la réussite du programme actuel et au-delà”, le second “Analyse préliminaire de la soutenabilité de la dette”. Les électeurs ont eu deux choix de réponses : “N'est pas accepté/Non” et “Est accepté/Oui”. Appelés à se prononcer sur le plan proposé par leurs créanciers, les Grecs suivent les recommandations de leur premier ministre en votant à 61,31% des suffrages “non”.

¹ Maria, Malagardis, “Le feuilleton grec continue”, *liberation.fr*, 30/06/2015, disponible en ligne, http://www.liberation.fr/planete/2015/06/30/le-feuilleton-grec-continue_1340398, consulté le 20/08/2016

² “Crise grecque : Athènes n'a pas remboursé le FMI”, *Le monde.fr*, 01/07/2015 disponible en ligne, http://www.lemonde.fr/crise-de-l-euro/article/2015/07/01/crise-grecque-athenes-n-a-pas-rembourse-le-fmi_4665253_1656955.html, consulté le 20/08/2016

³ Stefanos, Rapanis, “La Grèce annonce la fermeture des banques et un contrôle des capitaux”, *Reuters et RFI*, disponible en ligne, www.rfi.fr/europe/20150629-grece-annonce-tsipras-fermeture-banques-contrôle-capitaux/ 29/06/2015, consulté le 20/08/2016

⁴ Alexandre, Pouchard, Maxime, Vaudano et Pierre, Breteau, “Grèce : un an après le référendum, chronologie d'une crise économique et politique”, *Le monde.fr*, 13/07/2016, disponible en ligne, http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/07/13/grece-un-an-apres-le-referendum-chronologie-d-une-crise-economique-et-politique_4968930_4355770.html#g5SUEHp44aQV6j26.99, consulté le 20/08/2016

⁵ Challenges.fr, “Grèce: Hollande prédit « l'inconnu » en cas de “non” au référendum” *challenges.fr*, 01/07/2015, disponible en ligne, www.challenges.fr/economie/20150701.CHA7468/la-grece-en-defaut-de-paiement-et-maintenant.html, consulté le 20/08/2016

Le 13 juillet, après une nuit de tractations, les dix-neuf dirigeants de la zone euro se sont mis d'accord pour négocier un troisième programme d'aide à la Grèce. En contrepartie de ce soutien financier, la Grèce doit s'engager à mener des “réformes sérieuses”, selon le président du Conseil européen, Donald Tusk. Ce nouveau programme de rigueur contient notamment : une réforme de la TVA pour la “rationaliser”, des mesures pour améliorer la “durabilité” du système des retraites en vue d’une plus vaste réforme de ce dernier, la mise en place de mesures de coupes quasi automatiques dans les dépenses en cas d'excès budgétaire. Trois jours plus tard, le Parlement grec vote un neuvième plan d'austérité. Le parti Syriza lui-même, auquel appartient le premier ministre, s'était prononcé contre ce plan⁶.

Dans la première partie du mémoire nous allons essayer d’analyser les points de vue spécifiques des journalistes en se reposant sur la théorie du cadrage. A partir de l’analyse du corpus, nous allons examiner la manière dont les journalistes ont traité les sujets en introduisant le terme d’*agenda journalistique*. Enfin, nous allons critiquer la gestion de la crise par les journalistes. Autrement dit, nous allons examiner la manière dont la manifestation de l’opinion publique (e.x les sondages) a impacté l’analyse journalistique. De plus, cette critique vise à mettre en lumière la question de savoir dans quelle mesure l’actualité et les positions des dirigeants ont impacté la gestion journalistique de la crise grecque.

Les rédacteurs du *Monde* présentent la confusion et les divergences des dirigeants face au problème comme une faiblesse de l’Union européenne (U.E) puisque ses leaders se trouvent incapables d'agir méthodiquement et efficacement. La politique d’austérité, l'un des sujets récurrents de ces articles, est caractérisée comme une politique insupportable qui mène à l’impasse. Les journalistes accentuent l’importance des valeurs européennes en exprimant leur méfiance face à la politique des dirigeants (Troïka – Commission, Banque Centrale Européenne, FMI et les leaders européens). De plus, les journalistes remettent en cause la politique d'Alexis Tsipras, caractérisé d’homme politique confus mettant en danger l’avenir de l’U.E.

⁶ Alexandre, Pouchard, Maxime, Vaudano et Pierre, Breteau, *ibid*

Contrairement à la position des rédacteurs du *Monde*, les journalistes du *Figaro*, se sont focalisés sur le bouleversement de l'état politique en France sans mettre en avant les enjeux politiques et économiques qui ont émergé au niveau européen. En fait, ils ont accentué les positions et la prise de parole des hommes politiques français en analysant les changements provoqués sur la scène politique française. Les journalistes ont cité plusieurs articles qui soulignaient la méfiance des français envers la politique des socialistes en précisant que le gouvernement français était incapable de gérer la crise grecque et d'éviter la contagion de la crise au reste de l'Europe. Ils ont exprimé leur embarras face à la décision du premier ministre grec.

Les journalistes de Kathimerini ont favorisé le “oui” en expliquant que la tactique du premier grec était populiste et mettait en péril la démocratie grecque. Par conséquent, les journalistes ont expliqué que Mr Tsipras cherchait à mettre la pression sur les dirigeants européens et les créanciers du pays, position politique qui abîmait l'image du pays à l'étranger. En outre, les journalistes de *Kathimerini* ont remis en question les intentions du président Tsipras dont le but n'aurait pas été de donner la parole au peuple mais d'abdiquer sa responsabilité dans l'application des mesures sévères proposées par les dirigeants européens. Les décisions politiques ont, comme conséquence, la remise en question de la souveraineté et de la crédibilité de l'Etat grec. Le journal *To Vima* (Το Βήμα) a utilisé une autre approche de la gestion de cette crise. Les journalistes ont souligné les répercussions dramatiques et catastrophiques de la décision du premier ministre grec en mettant en avant le fait que le référendum n'était ni légitime ni légal. Les analyses ainsi que les interviews des experts analysées dans ce corpus soulignent les conséquences graves dans le cas où le “non” prévaudrait. Autrement dit, les journalistes ont ouvertement favorisé le “oui” sans donner la parole aux intellectuels ou aux analystes étant en faveur du “non”.

Par rapport aux documents audiovisuels, les journalistes français ont un style plus formel et standardisé car ils utilisent un vocabulaire précis et clair. Ils ont couvert les événements en prenant leurs distances et en gardant leur sang froid. Ils ont cité des reportages sur les déclarations des dirigeants et ont exprimé leur inquiétude d'une manière modérée. A l'inverse, les journalistes grecs ont ouvertement soutenu le “oui” en donnant la parole aux hommes politiques de l'opposition. Cela a eu comme conséquence que les dirigeants ainsi

que les citoyens en faveur du “*non*” ont été peu représentés. Les journalistes ont condamné la position du gouvernement en méprisant le premier ministre. D’un style plus libre, les journalistes grecs sont plus émotifs et ironiques puisqu’ils utilisent plus de mots argotiques et d’expressions du langage quotidien.

Dans la deuxième partie, nous allons essayer de préciser le rôle des dirigeants (la France, l’Allemagne, et les E.U.) dans cette période cruciale en soulevant les enjeux et les motivations des autres Etats. Nous verrons aussi le choc de l’U.E. face à la décision controversée de la Grèce. Les dirigeants français ont joué le rôle de médiateur entre la Grèce et l’Allemagne en gardant une position plus amicale envers la Grèce. Ils ont mis l’accent sur les valeurs européennes en péril ainsi que sur l’importance de la civilisation grecque. Le gouvernement français estime qu’il faudra bien se remettre autour de la table et reprendre les discussions quel que soit le résultat de ce vote. François Hollande a mis l’accent sur le fait que la Grèce doit rester dans la zone euro car la sortie du pays de la zone monétaire constituerait un échec européen. L’objectif du gouvernement français était de définir une ligne commune à Paris et Berlin alors que l’ensemble des observateurs se délectait à analyser les “fissures” du couple franco-allemand. Autrement dit, les hommes politiques français visaient l’unité de l’Union européenne et le renforcement de la solidarité entre les Etats-membres.

Au contraire, les dirigeants allemands ont pris une position plus stricte concernant l’avenir de la Grèce dans la zone euro après l’annonce du référendum, puisqu’ils ont proposé des mesures dures qui mettent en jeu la stabilité économique et politique du pays et dans une certaine mesure l’avenir de la zone euro. La mise en avant du Grexit comme solution valable démontre la position intransigeante du gouvernement allemand qui a eu tendance à emporter, de manière despotique, les négociations d’une manière despotique. Le gouvernement allemand a insisté sur l’imposition des valeurs allemandes au reste de l’Europe comme : la discipline et l’austérité, sans prendre en compte que les répercussions d’une telle position seraient graves tant au niveau européen qu’international.

Le gouvernement américain a montré son soutien aux Grecs, en mettant l’accent sur la nécessité de la Grèce de rester dans la zone euro. Dans une interview diffusée sur CNN le président américain, Barack Obama, a déclaré : “À un moment donné, il faut une stratégie

de croissance pour pouvoir rembourser ses dettes⁷.” Le président américain a reconnu que la Grèce avait un terrible besoin de réformes mais qu’il était très difficile d’initier ces changements étant donné que le niveau de vie de la population a chuté de 25 %. “À la longue, le système politique, la société ne peut pas le supporter⁸.”

Dans la troisième partie, nous allons examiner l’U.E. comme espace contradictoire en mettant en avant les faiblesses structurelles de la communauté et la crise de l’identité européenne. La crise grecque et, dans le cas examiné, le référendum ont remis en cause les valeurs européennes, d’une union hétéroclite et divisée, qui reflète des inégalités et des déséquilibres tant au niveau économique que politique. Malgré les différences de point de vue entre l’Allemagne et la France sur le référendum grec, les deux leaders, François Hollande et Angela Merkel, ont essayé d’entretenir l’unité et la cohérence de l’U.E et de la zone euro. En fait, la chancelière allemande et le président français, en restant sur la retenue, ont demandé la convocation d’un sommet de la zone euro. Ils se sont dits “*tous deux d’accord sur le fait que le vote des citoyens grecs doit être respecté*⁹.” Nous étudierons néanmoins le rapport de force entre les deux pays leaders.

La victoire du “*non*” aux propositions des créanciers a suscité de vives réactions au sein de l’Eurogroupe et de la Commission européenne. Les dirigeants européens ont encouragé les grecs à voter “*oui*” au référendum puisque les répercussions du “*non*” seraient inconnues. La ligne directrice de l’U.E. sur le référendum se reflète sur la position de Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, qui a demandé aux Grecs “de voter oui”. Étant donné l’incertitude des marchés financiers, et le fait que les investisseurs redoutent une sortie de la Grèce de la zone euro, la diplomatie européenne enchaîne les déclarations pour tenter de convaincre Athènes de revenir à la table des négociations pour éviter un défaut de paiement¹⁰.

⁷ Le Point, “Le soutien inattendu de Barack Obama à Alexis Tsipras”, 02/02/2015, disponible en ligne, http://www.lepoint.fr/monde/grece-le-soutien-inattendu-de-barack-obama-a-alexis-tsipras-02-02-2015-1901550_24.php, consulté le 15/12/2015

⁸ *ibid*

⁹ “Les Echos “Referendum: La Grèce a dit non”, paru le 05/07/2015

¹⁰ France info, “Crise grecque : Juncker se sent “trahi”, Obama et Hollande mobilisés”, *France info.fr*, 29/06/2015, disponible en ligne, <http://www.franceinfo.fr/actu/economie/article/crise-grecque-juncker-se-sent-trahi-obama-et-hollande-mobilises-698254>, consulté le 12/12/2015.

Le référendum grec a mis à l'épreuve l'Europe, la cohésion d'une union de nature principalement économique en testant les limites de la solidarité de ses Etats-membres. Face à la crise financière en Grèce, l'Union européenne a dû envisager pour la première fois le danger de l'effondrement économique d'un de ses membres et, plus important encore, de l'un des membres de la zone euro. La réponse de l'Union européenne n'a été que temporaire étant donné qu'elle n'a pas aboutie à une solution durable. Néanmoins, nous pouvons dire que la crise actuelle présente une opportunité pour les pays européens d'établir une union politique et sociale. La situation actuelle montre qu'une zone monétaire comme la zone euro ne peut survivre sans un pouvoir politique fort.

Patrie I- L'analyse journalistique du corpus

Dans cette première partie, nous allons introduire l'analyse du corpus journalistique. Il se base sur un cadre théorique spécifique qui va orienter les thématiques abordées. Le corpus

choisi et analysé constitue une base solide pour pour analyser la crise grecque pendant la période du référendum de l'été 2015, et et pour mettre en lumière les enjeux européens qui ont émergés. Autrement dit, nous allons essayer de mettre en avant la gestion de la crise par les journalistes français et grecs afin de mettre en évidence le rôle des médias dans l'évolution de la crise. Etant donné que les journalistes sont les médiateurs entre les hommes politiques et le public, il est important d'examiner leur agenda, concept que nous allons étudier par la suite, ainsi que les biais et le cadrage qu'ils ont appliqué dans leur analyse. De fait, nous pourrons vérifier le degré d'influence des journalistes sur le public. Nous remettrons en cause des concepts comme le "quatrième pouvoir" qui mettent en valeur la dominance médiatique.

I.A Le cadre théorique du rôle des médias

Dans ce chapitre nous allons citer et analyser des concepts sur le rôle des médias en se basant sur les théories et les analyses des intellectuels et des spécialistes. De fait, nous définissons le cadre au sein duquel nous aborderons l'analyse, tout en essayent de relativiser des convictions établies sur la prédominance médiatique.

Francis Balle, professeur de sciences politiques à l'Université de Paris II Panthéon-Assas, reprend les définitions établies par des intellectuels et des journalistes pour définir le concept de 'quatrième pouvoir cours de l'histoire. L'expression "quatrième pouvoir" se réfère à la puissance des médias, elle est attribuée à Edmund Burke, homme politique et écrivain britannique. Il l'a utilisée pour la première fois afin de condamner, en 1790, la Révolution française. En 1840, Balzac lancé sa célèbre diatribe dans *La Revue parisienne* : "Si la presse n'existait pas, il ne faudrait pas l'inventer..." En juin 1978, Alexandre Soljenitsyne, écrivain, a mis en avant le pouvoir de la presse en disant que "la presse est devenue la force la plus importante des États-Unis ; elle dépasse, en puissance, les trois autres pouvoirs¹¹."

Francis Balle cite le cas de François-Henri de Virieu, journaliste français, qui, en 1984, a publié un livre intitulé *La Médiacratie*. Ce dernier favorise un régime où un bon démocrate

¹¹ Francis Balle, *Les médias : un quatrième pouvoir ?*, Les médias "Que sais-je ?", Presses Universitaires de France, Paris, 2012

est celui qui devrait condamner : “celui dont le pouvoir, son organisation et son fonctionnement, est sous l’empire exclusif des grands organes d’information, et notamment de la télévision¹².” Le mot *mediaklatura* est utilisé, à la même époque, pour dénoncer ceux qui utilisent les médias, c’est-à-dire les dirigeants et les journalistes, pour influencer l’opinion publique ou pour téléguider les pouvoirs établis, à l’instar de la *nomenklatura* de l’Union soviétique¹³. Quinze ans plus tard, Serge Halimi, disciple du sociologue Pierre Bourdieu, accuse les journalistes d’être “complices des puissants et [de] leurs propagandistes zélés en les assimilant à de nouveaux chiens de garde¹⁴.”

“Les accusations se nourrissent d’abord d’une surestimation du “pouvoir” des médias, de leur capacité à persuader les gens, à les faire changer d’avis, à les faire agir autrement qu’ils le voudraient. Les citoyens sont en réalité moins désarmés qu’on ne le croit, moins crédules qu’on ne l’imagine. Les accusations semblent également résulter de l’ignorance de la véritable influence des médias et de la méconnaissance, souvent, du rôle qui devrait être le leur, dans une démocratie digne de ce nom¹⁵.” explique Francis Balle.

Afin de comprendre les pratiques journalistiques, il faut que nous expliquions quelques concepts importants qui imprègnent l’analyse journalistique. Le concept d’agenda renvoie à l’ensemble des enjeux qui seront parvenus à pénétrer une arène publique pour être traités. Selon François-Bernard Huyghe, spécialiste français de l’information et de la stratégie :

“Les médias contribuent à la construction de la réalité. D’une part ils décident de ce qui va être qualifié comme significatif ou urgent, enclenchant une spirale de l’attention, tactique qui suppose également une spirale du silence ou s’enfoncent des événements, des courants, des opinions ainsi laissés dans l’ombre... Structurer et diriger l’attention du public, lui dire “a quoi penser”, serait une des fonctions principales des médias¹⁶.”

Le premier grand usage du concept d’agenda est celui d’ “*agenda setting*”, qui est basé sur la conviction que les médias sont porteurs d’une certaine légitimation, c’est-à-dire qu’ils mettent en avant les sujets sur lesquels il est légitime de donner un avis, en alimentant en

¹² Francis, Balle, *Les médias : un quatrième pouvoir ?*, Ibid

¹³ Francis, Balle, *Les médias : un quatrième pouvoir ?*, Ibid

¹⁴ Francis, Balle, *Les médias : un quatrième pouvoir ?*, Ibid

¹⁵ Francis, Balle, *Les médias : un quatrième pouvoir ?*, Ibid

¹⁶ François-Bernard, Huyghe, *Comprendre le pouvoir stratégique des médias*, Paris, Eyrolles, 2005, p 4-5

même temps les conversations ordinaires. Selon cette théorie présentée par Grégory Derville, maître de conférences en sciences politiques, les médias, notamment les médias d'information, définissent la façon dont les priorités et les préoccupations des citoyens sont structurées. Autrement dit, les citoyens ont tendance à tirer la majeure partie de leurs informations par rapport aux domaines qu'ils ne connaissent pas bien via les médias d'information. Or, ces médias n'accordent pas une importance égale à tous les sujets, ils mettent en valeur certains sujets plutôt que d'autres¹⁷.

Grégory Derville introduit une citation de McCombs et Shaw (1972, p.177): "La presse ne réussit pas peut-être, la plupart du temps, à dire ce qu'il faut penser, mais elle est extrêmement efficace pour dire à quoi il faut penser." Les médias sont considérés comme des acteurs importants dans le façonnement de l'opinion publique car elle oriente l'attention sur un nombre restreint d'enjeux et de sujets. "La hiérarchie des priorités qu'ils établissent est censée devenir aussi celle du public; les problèmes, qu'ils évoquent en priorité tendent à devenir aussi les problèmes prioritaires dans l'esprit des citoyens"¹⁸.

Cependant, l'hypothèse d'agenda setting tend à négliger certains paramètres qui remettent en cause la puissance des médias en tant qu'acteurs politiques. Dans un premier temps, les médias constituent un univers peu homogène dans le sens où chaque média peut transmettre des messages variés et ce de différentes manières. Dans un deuxième temps, l'efficacité de cette séduction des médias varie selon le public auquel ils s'adressent: "Les effets d'agenda se heurtent en réalité aux centres d'intérêt qui préexistent chez les récepteurs et qui sont peu malléables"¹⁹. Dans un troisième temps, nous ne pouvons pas mettre à l'écart l'influence du public sur les médias. De la cause à effet de cette relation entre le public et les médias est posée par Grégory Derville:

¹⁷ Grégory, Derville, *Le pouvoir des médias*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, Coll. « Politique en plus », nouvelle édition, 2013, p. 43

¹⁸ Grégory, Derville, *Le pouvoir des médias*, *Ibid*, p.43

¹⁹ Grégory, Derville, *Le pouvoir des médias*, *Ibid*, p 44

“Est-ce que les médias jouent un rôle de vigie en attirant l’attention du public sur certains thèmes, et sont donc à l’origine de l’évolution des préoccupations de l’opinion? Ou est-ce qu’au contraire, les médias se contentent de suivre et traiter les sujets qui passionnent les gens?²⁰” .

En conséquence, les préoccupations du public et celles des médias s’influencent mutuellement.

Le deuxième grand usage du terme d’agenda est celui d’*agenda building*. Il s’agit d’une co-construction d’agenda politique, médiatique et public ; d’une influence mutuelle des toutes ces catégories. Nadège Broustau, professeur de communication sociale et publique, reprend l’analyse de James W. Dearing et Everett Rogers qui soutient que “Les agendas politiques des élites sont influencés par une variété de facteurs, incluant les agendas des médias et les agendas du public.” Autrement dit, l’aspect collectif de la construction de l’agenda renvoie à une prise plus globale sur la diversité des échanges actualisés dans la communication politique²¹. Nadège Broustau estime :

“L’agenda des médias, formé à partir des habitudes journalistiques, des sondages d’opinion, des médias influents et de l’idéologie, se trouve dans une relation complexe, transactionnelle, avec l’agenda public et l’agenda politique. Les relations d’influence entre les trois varient selon la nature des enjeux et les situations. Contrairement à ce que pourrait laisser croire le concept d’agenda-setting, l’agenda-building pose qu’une couverture médiatique même très soutenue n’est pas suffisante pour qu’une question prenne la priorité dans l’agenda des élites... Par ailleurs, les médias reflètent souvent les agendas prévus par les politiques. Il arrive aussi qu’ils travaillent avec les politiques, directement ou non, pour construire l’agenda. L’agenda médiatique ne se donne pas en un exemplaire unique, il est multiple, opérant comme fonction pour l’enjeu, le média et la dynamique de la situation politique²².”

En examinant la notion de l’agenda, il faut aborder et analyser l’*effet de cadrage (Framing effect)*, soit l’idée que le traitement médiatique des enjeux politiques influence les critères

²⁰ Grégory, Derville, *Le pouvoir des médias*, *Ibid*, p. 45

²¹ Nadège, Broustau, *Collection Mémoires et thèses électroniques, Chapitre 3 Cadre théorique*, Université Laval, 2007, disponible sur: <http://archimede.bibl.ulaval.ca/archimede/fichiers/24742/ch06.html#ftn.ftn58>, consulté le 17/07/2016,

²² Nadège, Broustau, *Collection Mémoires et thèses électroniques, Chapitre 3 Cadre théorique, Ibid*.

de jugement du public et surtout leurs critères imputant leurs responsabilités. Ioannis Panagiotopoulos explique la notion du cadrage dans son mémoire en abordant plusieurs définitions émises par des intellectuels des médias et des sciences sociales²³. Selon la définition du cadrage introduite dans les sciences sociales par Erving Goffman en 1974, les cadres sont “des schémas d’interprétation (shemata of interpretation) qui donnent la possibilité à l’individu de repérer, d’appréhender, d’identifier et de catégoriser des incidents ayant lieu dans leur propre vie ou dans le monde²⁴”. La définition d’Erving Goffman relativise la puissance du cadrage car il utilise le mot possibilité qui renvoie à une sorte de volonté de la part du sujet parlant d’employer ou pas des cadres²⁵. En revanche, Ioannis Panagiotopoulos cite Todd Gitlin qui favorise l’omniprésence des cadres médiatiques dans toute tentative de compréhension et de représentation de la réalité perçue : “des cadres sont des principes de sélection, d’emphase et de présentation composés de petites théories tacites qui définissent ce qui existe ou pas, ce qui se réalise ou pas et ce qui est important²⁶.”

Ioannis Panagiotopoulos soutient que la définition telle que présentée par Robert M. Entman se réfère à l’omniprésence du cadrage mais aussi à la participation active du sujet parlant au processus du cadrage. Pour lui, le cadrage est “un processus lors duquel on compose une narration²⁷”. Selon Ioannis Panagiotopoulos, Entman précise que les cadres entièrement développés influent sur le jugement politique des citoyens d’une manière bien particulière : “Ils définissent le problème, ils analysent ses causes, ils fournissent un jugement moral et proposent une solution²⁸.”

²³ Ioannis, Panagiotopoulos, *La crise grecque dans la presse de qualité française*, Hal archives-ouvertes.fr, Archives-ouvertes.fr, domain shs.info.comm. 2013. <mem 00982978>, disponible en ligne, http://memic.ccsd.cnrs.fr/mem_00982978/document, consulté le 17/07/2016

²⁴ Erving, Goffman, ““Frame Analysis””, Harvard University Press, Cambridge, 1974 in SNOW, D.A. et alli. *Frame Alignment Processes, micromobilization and movement participation*”, American Sociological Review, vol.51, no. 4 (Aug. 1986), pp.464-481, disponible en ligne : <http://www.jstor.org/stable/2095581>, consulté le 17/07/2016.

²⁵ Ioannis, Panagiotopoulos, , *La crise grecque dans la presse de qualité française*, Ibid.

²⁶ Todd, Gitlin, *The Whole World Is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley, CA, Los Angeles, CA & London, U.K.: University of California Press, 1980. Citation trouvée dans l’ouvrage de KOENIG,T. *On frames and framing*, présenté lors de la session PCR13 – Methods, Research, Concepts, IAMCR Annual Meeting, Porto Alegre, 25-30 juillet 2004. disponible en ligne, http://memic.ccsd.cnrs.fr/mem_00982978/document, , traduction de Ioannis Panagiotopoulos

²⁷ Robert.M, Entman, *Framing Bias: Media in the Distribution of Power. Journal of Communication*, 57: 163–173. doi: 10.1111/j.1460-2466.2006.00336.x, 2007, disponible en ligne, <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1460-2466.2006.00336.x/abstract>, consulté le 19/07/2016. Traduction de Ioannis Panagiotopoulos

²⁸ Ioannis, Panagiotopoulos, *La crise grecque dans la presse de qualité française*, Ibid.

Selon Grégory Derville, les journalistes tentent de traiter le sujet de façon à inciter les récepteurs à embrasser leurs points de vue. A partir des tactiques journalistiques spécifiques, soit l'usage de certains mots ou de certaines images et de métaphores, les journalistes parviennent à cadrer la meilleure façon d'aborder un sujet. De fait, cette pratique mène le public à être plus enclin vers telle ou telle interprétation, et vers telle ou telle solution. De cette manière, les journalistes arrivent à orienter le jugement du public et à l'encourager à adopter un certain comportement ou une certaine opinion²⁹.

Il y a deux catégories de cadrage qui contribuent au façonnement des critères imputant leurs responsabilités. Grégory Derville explique que le *cadrage épisodique*, soit la tendance des journalistes à rencontrer des histoires individuelles, et le *cadrage thématique*, soit la contextualisation du problème, constituent les deux catégories de cadrage. Le cadrage épisodique favorise plutôt l'imputation individuelle. Le choix d'un cadrage spécifique implique ainsi des références politiques. Le cadrage épisodique favorise les courants idéologiques et politiques libéraux alors que le cadrage thématique, qui implique des paramètres d'ordre social, économique ou culturel, favorise les courants de gauche³⁰.

La notion d'*effet d'amorçage* renvoie à un rôle prescripteur des médias. Grégory Derville analyse :

“L'effet d'amorçage (priming effect), mis en avant par Iyengar & Kinder (1987), pèse sur les critères de jugement utilisés par le public (Gerstlé, 1996, p.740). En se focalisant et en attirant l'attention publique sur certains faits ou enjeux, les médias accroissent la probabilité que ces faits ou ces enjeux soient utilisés par le public pour évaluer les situations et les acteurs du champ politique.”

Ioannis Panagiotopoulos soutient que la production du récit médiatique est toujours imprégnée par le cadrage qui constitue un processus dynamique et interactif. Claes H. de Vreese introduit le concept de “processus de construction du cadrage (framing building pro-

²⁹ Grégory, Derville, *Le pouvoir des médias*, *Ibid* p. 47

³⁰ Grégory, Derville, *Le pouvoir des médias*, *Ibid* p 47-48

cess).³¹” “Plusieurs facteurs issus à la fois de l’intérieur et de l’extérieur des institutions médiatiques interviennent lors de ce processus dont le fruit est le discours médiatique publié³².”

Ioannis Panagiotopoulos introduit également l’analyse de Jesper Strömbäck et Daniela V. Dimitrova, selon laquelle l’usage de tel ou tel cadre dépend d’un ensemble de facteurs, comme le degré de dépendance des médias par rapport au marché, la manière dont le système politique fonctionne et interagit avec les citoyens, ainsi que par les valeurs et les idées qui imprègnent la culture politique du pays³³. Parallèlement, les caractéristiques du métier journalistique (support professionnel, rôles professionnels, déontologie journalistique, valeurs et convictions personnelles), les normes sociales, les pressions organisatrices, les restrictions ainsi que les orientations idéologiques et politiques de l’organisme définissent aussi le choix de cadres³⁴.

Autrement dit, il y a une influence réciproque des agendas médiatiques et politiques. Les autorités politiques agissent en fonction des préoccupations médiatiques alors que les journalistes ajustent leurs préoccupations à celles des politiques. Par conséquent, les champs politiques et médiatiques sont inter-perméables, ils ne formeraient même plus qu’un seul champ, le champ médiatico-politique. Les interdépendances entre ces deux champs sont pourtant complexes, et leurs préoccupations sont différentes en fonction de leurs propres enjeux, les politiques et journalistes forment un univers de plus en plus homogène – les mêmes références, les mêmes auteurs.

Nous pouvons aussi parler d’un système politique médiatisé puisque les logiques médiatiques ont gagné en importance dans le champ politique. Le concept d’agenda est utile car il rend visible certains aspects des champs médiatiques et politiques et il permet notamment de collecter des indices concernant leur degré de coopération. Dans le cas où un sujet est inscrit en haut des différents agendas, il va immédiatement peser dans le débat public.

³¹ Claes H., de Vreese, *News Framing: Theory and typology*. Information Design Journal + Document Design, John Benjamin Publishing Company, 2005, p. 52

³² Claes H., de Vreese, *News Framing: Theory and typology*, *ibid*, p. 52

³³ Jesper, Strömbäck et Daniela V., Dimitrova, *Political and Media Systems Matter. A Comparison of Election News Coverage in Sweden and the United States*, The Harvard International Journal of Press/Politics, 131-147, 2006. p.135. Disponible en ligne sur <http://hij.sagepub.com/content/11/4/131.short>, consulté le 17/07/2016

³⁴ Ioannis, Panagiotopoulos, , *La crise grecque dans la presse de qualité française*, *Ibid*.

Pourtant, il faut prendre en compte que les agendas ne nous donne que des traces, des indices, des expressions symboliques des logiques sociales qui démontrent l'interactivité variable de ces 2 agendas.

La théorie de la manipulation du public est basée sur des simplifications. François-Bernard Huyghe remarque que le public n'est pas aussi réceptif aux stratégies des médias qu'on le croit. L'idée selon laquelle la dominance informationnelle (infodominance), la culture de masse et les stratégies d'informations des médias forment le jugement du public, s'avère naïve. L'efficacité des pratiques d'influence des médias dépend des intérêts et des présuppositions du public, tandis que la manière de les interpréter est influencée par d'autres facteurs comme le milieu social ou le niveau d'étude³⁵.

Selon Nadège Broustau, le public étant au courant des pratiques journalistiques, il a les connaissances nécessaires pour nuancer les propos des médias et pour développer des résistances. Nadège Broustau introduit "le concept de *réflexivité* qui renvoie à la connaissance que le public (lecteur, auditeur, téléspectateur) a des médias et à sa capacité d'analyser de manière critique consciente les "*ficelles*" de ces médias (certaines règles professionnelles)³⁶." En citant l'exemple du lecteur de journal, elle soutient que ce dernier lit, plus ou moins consciemment, différemment un éditorial et un article type compte rendu car il sait que l'éditorial constitue la prise de position officielle du journal alors que l'article de compte rendu est rédigé par un journaliste particulier et vise à donner un rapport exhaustif d'informations. Par usage ou par habitude, l'utilisateur se familiarise avec les médias et il développe une compétence à leur égard. Cette compétence lui permet d'analyser les informations reçues avec une distance critique, elle contribue à délimiter l'influence des médias sur l'opinion publique³⁷.

François-Bernard Huyghe démontre que le pouvoir des médias n'a pas une signification précise. A cause des multiples effets des médias, la question de leur influence est marquée par une certaine incertitude. Les nouvelles formes d'influence des médias apparaissent variables, indirectes et moins mesurables. Les effets de la séduction médiatique ne sont pas

³⁵ François-Bernard, Huyghe, *Comprendre le pouvoir stratégique des médias*, Paris, Eyrolles, 2005, p 62-63

³⁶ Nadège, Broustau, *Collection Mémoires et thèses électroniques Chapitre 3 Cadre théorique*, *Ibid.*

³⁷ Nadège, Broustau, *Collection Mémoires et thèses électroniques Chapitre 3 Cadre théorique*, *Ibid.*

toujours massifs et durables mais éphémères et limités. Malgré le fait que la dynamique des médias est indéniablement considérable, elle ne peut être analysée de façon globale, car elle varie selon les circonstances, le type de médias et les individus impliqués³⁸. Par ailleurs,

“Les effets d’agenda ne sont sans doute susceptibles de se produire que pour certains sujets, sur certains segments du public et dans certaines circonstances... S’il est vrai que les médias jouent un rôle de vigie et structurent les préoccupations du public, ce n’est pas toujours le cas. L’univers des médias demeure, une fois encore, opaque aux yeux des chercheurs en communication de masse” estime Grégory Derville³⁹.

Francis Balle soutient que le “pouvoir” des médias se heurte à la “résistance” durable des individus. Il parle de l’influence des médias sur l’opinion publique comme d’une sorte de séduction subtile. Autrement dit, il parle “d’une inculcation clandestine de ce pouvoir qui s’exerce subrepticement, moins par l’imposition directe d’une opinion que par l’inculcation clandestine de faits ou d’idées qui en favorisent l’adoption⁴⁰.” Francis Balle soulève un malentendu sur le “quatrième pouvoir.” Il ne faut pas confondre un pouvoir d’influence, même s’il est assez puissant, avec les pouvoirs d’État, bien que chacun dispose d’une puissance contraignante pour faire exécuter leurs décisions. L’invocation d’un “quatrième pouvoir” est également dangereuse pour les libertés lorsqu’elle confère un alibi à ceux qui visent, au nom des libertés, à soumettre les médias à des lois comparables à celles qui visent l’organisation et le fonctionnement de l’État⁴¹.

Bien que les médias ne puissent pas exercer leur pouvoir dans le cadre juridique, à l’inverse des trois premiers ils constituent un des axes principaux de la vie politique et sociale. Cependant, François-Bernard, Huyghe soutient que le pouvoir des médias s’appuie

³⁸ François-Bernard, Huyghe, *Comprendre le pouvoir stratégique des médias*, *Ibid.* p. 62-63

³⁹ Grégory, Derville, *Le pouvoir des médias*, *Ibid.* p 46

⁴⁰ Francis, Balle, *Les médias : un quatrième pouvoir ?*, *Ibid.*

⁴¹ Francis, Balle, *Les médias : un quatrième pouvoir ?*, *Ibid.*

sur les croyances que le public a en lui. Il n'y a aucune preuve scientifique qui démontre la prédominance des médias dans la formation des jugements et des croyances du public⁴².

Tant que nous avons l'autonomie de penser librement et de choisir le contenu que nous allons consommer, nous pouvons développer les résistances adéquates aux techniques de manipulation des médias. De fait, la notion de pouvoir ne fonctionne pas. Au contraire, nous pouvons utiliser le terme d'influence, c'est-à-dire la capacité de séduction des médias sur leurs publics qui les incite parfois à adopter un certain mode de comportement. L'auteur ne fait aucune mention du caractère subtil de l'impact des médias dont les résultats à long terme sont encore flous⁴³.

François-Bernard Huyghe s'oppose également à l'idée prédominante selon laquelle les téléspectateurs ou les lecteurs sont passifs et complètement affectés par les tactiques de séduction des médias. Il remet en cause le quatrième pouvoir des médias. Autrement dit, l'influence des contenus médiatiques ne fonctionne que dans un certain contexte et pour des publics spécifiques⁴⁴.

I.B L'agenda journalistique

Dans ce chapitre, nous allons examiner l'agenda de quatre journaux (deux français, *Le Monde* et *Le Figaro* et deux grecs, *Kathimerini* et *To Vima*) et de deux chaînes (une française *TF1* et une grecque *Mega*), c'est-à-dire, les sujets et les thématiques mis en lumière par les derniers. De plus, nous allons nous comparer l'agenda journalistique de ces médias, en mettant en avant les différentes approches des journalistes qui reflètent également la ligne politique des journaux et des chaînes.

Les rédacteurs du *Monde* se sont focalisés sur les enjeux européens qui ont émergé avec la crise grecque, en soulevant les problèmes structurels de la communauté européenne et ceux de la zone euro. Les spécialistes politiques et économiques ont mis en évidence la structure déséquilibrée de l'union. De fait, ils ont démontré que ce dysfonctionnement a

⁴² François-Bernard, Huyghe, *Comprendre le pouvoir stratégique des médias*, *Ibid.* p 96-97

⁴³ François-Bernard, Huyghe, *Comprendre le pouvoir stratégique des médias*, *Ibid.* p 96-97

⁴⁴ François-Bernard, Huyghe, *Comprendre le pouvoir stratégique des médias*, *Ibid.* p 96-97

constitué un facteur important dans l'incapacité des pays économiquement faibles à correspondre aux exigences des dirigeants européens.

Autrement dit, des pays comme la Grèce, dont l'infrastructure et le mécanisme étatique ne sont pas aussi modernisés que dans d'autres pays, ont été obligés de suivre un modèle économique nocif à leur développement économique. Les spécialistes ont dénoncé le fait que les dirigeants des états du nord aient mis à l'écart les besoins des pays du sud. Ils ont remarqué que les hommes politiques des pays forts n'ont pas tenu compte des repères historiques et culturelles des pays faibles uniquement parce que ces derniers n'arrivaient pas à appliquer les plans de sauvetage proposés.

Selon Jean Tirole, économiste français, la zone euro est construite et organisée selon le traité de Maastricht de 1992. Cette approche maastrichtienne a jusqu'à maintenant échoué car il y a quatre obstacles auxquels elle est confrontée : l'uniformité, la complexité, l'applicabilité et la solidarité limitée⁴⁵.

“Craignant d'être accusée de discrimination, l'Europe a choisi les mêmes contraintes sur la dette et le déficit budgétaire pour tous les pays (les fameux 60 % et 3 % du produit intérieur brut pour simplifier), comme s'il existait un nombre magique pour garantir la viabilité d'une dette souveraine. Cependant, l'*uniformité* n'est basée sur aucun fondement théorique à l'exclusion de sa transparence vis-à-vis des citoyens européens : une dette de 40 % peut être insoutenable pour un pays, alors qu'un autre pays peut supporter une dette de 120 %⁴⁶.”

Le sujet de la *complexité*, réside dans la difficulté de mesurer l'endettement réel d'un pays. Quant à l'*applicabilité*, les ministres des finances européens ne sont pas parvenus à contrôler et sanctionner les multiples violations du Pacte de stabilité et de croissance, comme celles de l'Allemagne et de la France vers 2003. Enfin, l'attitude des dirigeants reflète l'intransigeance et le refus de la prise des décisions communes, immédiates et durables, et est révélatrice du manque de solidarité européenne. “La *solidarité* entre voisins

⁴⁵ Jean, Tirole, “Pour un fédéralisme européen”, *Le Monde.fr*, 23/06/2015, disponible en ligne, [http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/06/23/quel-avenir-pour-le-federalisme-europeen_4660181_3232.html?xtmc=la crise grecque&xtr=253](http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/06/23/quel-avenir-pour-le-federalisme-europeen_4660181_3232.html?xtmc=la%20crise%20grecque&xtr=253), consulté le 25/07/2016

⁴⁶ Jean, Tirole, “Pour un fédéralisme européen”, *Ibid.*

a ses limites, surtout une fois qu'une maison a pris feu et qu'il s'agit de payer pour sa reconstruction⁴⁷.”

Les rédacteurs du Monde ont mis en avant le degré d'impact de la crise grecque sur le couple franco allemand, tout en relevant la position différente des dirigeants des deux états vis-à-vis de la Grèce pendant la période du référendum. Les rédacteurs du journal ont mis l'accent sur les différentes approches de M. Hollande et de Mme Merkel qui reflètent les différences historiques entre les deux pays tant au niveau politique qu'économique. Le rôle de M.Hollande en tant que médiateur a été approuvé par les journalistes du Monde soutenant que le président français avait visé un accord qui préserverait la stabilité de la zone et le maintien de la Grèce dans la zone euro. Les journalistes ont précisé que M. Hollande s'était opposé à la position intransigeante des allemands en protégeant les idéaux européens.

Les rédacteurs du Monde attribuent la raison de l'abandon de souveraineté imposé aux Grecs à la perte de confiance des Européens envers le gouvernement d'Alexis Tsipras. Cette défiance a été accentuée lors de l'annonce du référendum contre le programme de sauvetage et la campagne de Syriza pour le non. “La consultation a brisé net une négociation sur le point d'arriver à son terme, qui aurait pu aboutir à un accord plus favorable à Athènes et moins coûteux pour ses bailleurs de fonds⁴⁸”, précisent les journalistes du service international.

De plus, les journalistes ont fait remarquer les erreurs commises par les dirigeants européens sur le sujet en mettant en lumière un problème profond de méthode de la gestion de crises au sein de la zone euro. Faute d'une gouvernance politique et économique et d'un mécanisme de sauvetage au sein de la zone euro, cette dernière n'avait à sa disposition ni fonds de secours, ni procédures d'urgence. Etant donné que la prise de décisions repose sur l'unanimité, les leaders européens ont eu besoin de convaincre l'opinion publique de leurs décisions. Selon Sylvie Goulard, députée européenne (ALDE), “il était moins important de

⁴⁷ Jean, Tirole, “Pour un fédéralisme européen”, *Ibid.*

⁴⁸ Le monde, “Une perte de souveraineté inédite en Europe”, *Le monde.fr*, disponible en ligne, [http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2015/07/16/une-perte-de-souverainete-inedite-en-europe_4685557_3234.html?xtmc=la crise grecque&xtcr=51](http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2015/07/16/une-perte-de-souverainete-inedite-en-europe_4685557_3234.html?xtmc=la%20crise%20grecque&xtcr=51), consulté le 20/07/2016

trouver des solutions pour l'ensemble de la zone euro que, pour chaque dirigeant national, de satisfaire sa propre clientèle⁴⁹.”

En revanche, les journalistes ont décelé le problème du dysfonctionnement de la zone euro dans l'absence d'une gouvernance politique solide. Autrement dit, pour certains analystes, préserver l'euro sans davantage d'intégration politique aboutira soit à une implosion, soit à de nouveaux transferts financiers considérables afin d' "équilibrer artificiellement un système politique structurellement déséquilibré⁵⁰", estime Jan Techau, du groupe de réflexion Carnegie Europe. " L'U.E. survivrait peut-être à la fin de l'euro mais elle ne survivrait sans doute pas à son incapacité à s'unir face aux menaces et aux défis globaux⁵¹", analyse M. Techau.

Par conséquent, deux thèses s'affrontent aujourd'hui : l'une affirme que l'euro finira par tuer l'Europe et n'est qu'un instrument de l'hégémonie économique et politique allemande, l'autre soutient que la monnaie unique protège les pays qui l'ont adoptée et leurs peuples. Certains défendent une zone euro, renforcée par un nouveau traité, qui préserverait l'harmonie au sein de la zone tout en évitant le spectre d'une "Europe fédérale" qui provoque la peur⁵². Cependant, une partie des analystes ont confirmé que la crise grecque a permis de révéler que le fédéralisme constituait une solution durable pour l'avenir de la zone euro afin que les dirigeants y établissent une stabilité politique et un projet de développement économique fiable.

De fait, ils ont essayé de prouver que la crise grecque en révélant les inégalités de l'union européenne et de la zone euro, constituait une opportunité pour la reconstruction d'une communauté plus démocratique et équilibrée. Etant donné que la zone euro est dans une impasse, il est urgent que le modèle de son fonctionnement se modifie. Autrement dit, les analyses d'experts ont démontré qu'il y a des solutions : soit que la zone euro avance vers

⁴⁹ Sylvie, Goulard, "Grèce : "Un problème de méthode pour l'Europe", *Le Monde.fr*, 08.07.2015, disponible en ligne sur, http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/07/08/grece-un-probleme-de-methode-pour-l-europe_4675028_3232.html?xtmc=la_crise_grecque&xtr=125, consulté le 25/07/2016

⁵⁰ Le monde, "Une perte de souveraineté inédite en Europe", *Le monde.fr*, disponible en ligne, http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2015/07/16/une-perde-de-souverainete-inedite-en-europe_4685557_3234.html?xtmc=la_crise_grecque&xtr=51, consulté le 20/07/2016

⁵¹ Le monde, "Une perte de souveraineté inédite en Europe", *ibid*

⁵² Le monde, "Une perte de souveraineté inédite en Europe", *Le monde.fr*, *ibid*.

le fédéralisme, soit qu'elle fonctionne en tant qu'espace de transactions économiques libres sans règlements compliqués.

En revanche, *Le Figaro* a adopté une approche différente de la crise grecque. Les rédacteurs se sont focalisés sur les dangers engendrés par la crise grecque tant au niveau européen que français. Contrairement aux rédacteurs du Monde qui ont déployé les thématiques d'une manière quasiment académique, les journalistes du Figaro se sont concentrés sur les conséquences de la crise et d'un éventuel grexit d'une manière parfois alarmiste. Autrement dit, bien que les journalistes du Monde expliquent le fonctionnement des institutions européennes et donnent leurs avis sur l'avenir de la zone euro, l'agenda des rédacteurs du Figaro s'est plutôt focalisé sur la gestion de la crise par les dirigeants français, l'impact du grexit sur l'économie française et européenne et la dominance de l'Allemagne qui déstabilise la communauté européenne.

Ils ont d'abord présenté la gestion de la crise grecque par le gouvernement français pendant la période du référendum, comme révélateur de son incapacité à trouver une solution viable. Les rédacteurs du journal ont critiqué les pratiques de M. Hollande, le jugeant trop passif. Son attitude remettrait en cause la dynamique de la France en tant que puissance politique. Autrement dit, les dirigeants français ne sont pas parvenus à donner le stigma de la politique française car ils n'ont pas fourni de propositions crédibles. Ils dénoncent l'absence de la France sur la scène politique européenne car le gouvernement français a adopté une position assez suiviste qui ne correspond pas au profil du pays en tant que puissance politique importante. Selon Charles Wyplosz, économiste français:

“Mais où est la France, qui aime se croire coresponsable de l'Europe avec l'Allemagne? Le silence de François Hollande est assourdissant. Quelques déclarations mièvres, et c'est tout. Comme les autres, il compte ses sous et redoute d'avoir à avouer aux Français qu'ils ne seront pas remboursés⁵³.”

De plus, les rédacteurs du Figaro apparaissent assez pessimistes par rapport à l'avenir de la zone euro tout en méprisant le rôle de la France réduite à un pays suiviste qui a perdu sa

⁵³ Charles, Wyplosz, “Crise grecque : mais où est François Hollande?”, *Le figaro.fr*, 23/06/2015, disponible en ligne, <http://premium.lefigaro.fr/vox/economie/2015/06/23/31007-20150623ARTFIG00109-crise-grecque-mais-o-est-francois-hollande.php>, consulté le 24/07/2016

dynamique. Autrement dit, ils soutiennent que la crise grecque contribue à la dégradation continue de l'économie française mais aussi à la déstabilisation politique de la communauté française. Nicolas Baverez, juriste et docteur en histoire, démontre que le Grexit est révélateur de la fragmentation, l'affaiblissement des États et des institutions démocratiques et la propagation des doutes identitaires qui ouvrent de vastes espaces aux démagogues. Nicolas Baverez explique que faute d'un projet commun et d'une vision globale des problèmes européens, les dirigeants européens sont incapables de résoudre les problèmes émergents dont la gravité est inquiétante⁵⁴.

“Longtemps, il a été affirmé que l'Europe ne progressait que par la crise. Aujourd'hui, l'Europe est menacée de disparaître du fait du cumul des crises. Force est de constater que l'Europe est aujourd'hui aspirée par le vide... Elle ne s'incarne pas plus dans une Commission impotente et irresponsable que dans des chefs d'État et de gouvernement obsédés par la défense d'intérêts nationaux de très court terme⁵⁵.”, analyse Nicolas Baverez.

La prédominance allemande est présentée comme un facteur de l'implosion de la zone euro qui bouleverse l'équilibre politique. Nicolas Baverez soutient que le rapport de force tel que façonné entre l'Allemagne et la France est l'exemple de cette domination allemande tant au niveau politique que culturel. L'Allemagne, économiquement plus forte, vise à imposer ses règles tandis que la France a perdu son prestige politique en tant que puissance importante du fait de son déclin économique et social. Cependant, l'Allemagne ne possède ni la volonté ni l'expertise pour exercer le leadership d'une manière qui va favoriser la prospérité et la cohérence de l'Union⁵⁶.

Selon Maxime Tandonnet, haut fonctionnaire et ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, faute d'un contre-poids stable, l'Allemagne mène une politique qui met en danger l'équilibre et l'unité de l'ensemble européen. Cela est en contradiction absolue avec l'esprit initial de la communauté européenne. Cette tactique incite la montée des tensions y compris nationales, de la xénophobie et du populisme. Autrement dit, l'existence d'une

⁵⁴ Nicolas, Baverez, “L'Europe face au Grexit et au Brexit”, *Le figaro.fr*, 06/07/2015, disponible en ligne, <http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/2015/07/06/31001-20150706ARTFIG00063-l-europe-face-au-grexit-et-au-brexit.php>, consulté le 27/07/2016

⁵⁵ Nicolas, Baverez, *ibid.*

⁵⁶ Nicolas, Baverez, *ibid.*

hyperpuissance dominatrice au sein de l'U.E. défavorise la coopération, la tolérance culturelle et le progrès égal des états en encourageant la division et la défense des intérêts nationaux⁵⁷.

“Une germanophobie croissante (et détestable) s'exprime dans les discours d'extrême droite comme de gauche. Une partie de la presse allemande elle-même (*Der Spiegel*) dénonce les dangers d'une nouvelle forme “d'impérialisme”. A l'inverse, les déclarations irresponsables qui traitent en paria le peuple grec héritier de l'une des plus grandes civilisations de l'histoire, ne font qu'amplifier la crise morale de l'Europe⁵⁸.”.

Maxime Tandonnet soulève la source de l'échec de l'union européenne en tant qu'union politique. En fait, il met en évidence l'ignorance des dirigeants et des élites vis-à-vis des émotions, des passions, des peurs et des espérances des peuples qui constituent l'union européenne. L'U.E. risque de se réduire à un simple espace monétaire : la zone euro car cette dernière est fondée sur le principe que l'euro est le fondement et la condition de survie de l'Europe. Cette conviction, est soutenue par la chancelière allemande, renforce le leadership de l'Allemagne en la posant en maître du continent. “Persévérer dans cette voie, celle d'une domination fondée sur l'économie et la finance, est l'assurance d'une dramatique implosion de l'Europe dont nous constatons aujourd'hui les prémices⁵⁹”, confirme Maxime Tandonnet.

Les rédacteurs des journaux grecs ont une pratique différente de la gestion de la crise grecque pendant la période du référendum. Les journalistes grecs ont traité les thématiques qui touchent l'actualité grecque et l'avenir du pays, sans mettre l'accent sur l'avenir de la zone euro ou de l'union européenne. Par conséquent, ils ont analysé les conséquences d'un éventuel futur Grexit sur l'économie grecque, les répercussions de la tenue du référendum sur la stabilité politique et sur la crédibilité de la Grèce, tout en imputant les responsabilités au premier ministre grec, M. Alexis Tsipras.

En supprimant les enjeux européens, ils n'ont pas analysé la restructuration de l'U.E. ou de

⁵⁷ Maxime, Tandonnet, “L'impasse d'une Europe sous domination allemande”, *le figaro.fr*, 08/07/2015, disponible en ligne, <http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/2015/07/08/31001-20150708ARTFIG00256-l-impasse-d-une-europe-sous-dominance-allemande.php>, consulté le 27/07/2016

⁵⁸ Maxime, Tandonnet, “L'impasse d'une Europe sous domination allemande”, *ibid*

⁵⁹ Maxime, Tandonnet, “L'impasse d'une Europe sous domination allemande”, *ibid*

la zone euro. De plus, ils n'ont pas mis en avant le rapport de forces entre les états de l'union européenne qui fait émerger une dynamique politique au sein de la communauté européenne. Autrement dit, ils ont mis l'accent sur les répercussions du référendum, d'une manière intense et alarmiste, sans mettre en perspective les implications de cette crise au niveau européen. Les journalistes grecs s'opposant à la politique de M. Tsipras apparaissent particulièrement inquiets de la situation en encourageant les citoyens grecs à voter "oui", au référendum, puisque le "non" signifie la sortie du pays de la zone euro.

Les journalistes de la *Kathimerini* ont basé leur agenda sur la présentation des dangers ayant émergé avec la politique du gouvernement de M. Tsipras. Autrement dit, ils se sont ouvertement opposés à sa décision de tenir le référendum mais aussi à sa campagne en faveur du "non". Ils soutiennent que les décisions politiques du premier ministre grec et surtout la tenue du référendum mènerait à un retour de la drachme. Pour eux, la sortie du pays de la zone euro ne constitue plus une menace mais une possibilité viable qui résulterait de la position populiste du gouvernement. Ils confirment que le pays reste à la dérive. Les leaders politiques grecs, absorbés par les ruptures et les divergences d'opinion au sein du parti de Syriza, sont incapables de gérer les problèmes du pays.

Les thématiques traitées par la *Kathimerini* se focalisent sur le caractère absurde du référendum qui dévoile la lâcheté du premier ministre grec. Les journalistes dénoncent le fait que les Grecs sont invités à se prononcer sur une question floue que la plupart de la population ne comprend pas, c'est-à-dire, sur un sujet peu compréhensible pour les citoyens grecs. La question du référendum repose sur une dizaine de propositions informelles issues de la négociation entre les partenaires européens et les dirigeants grecs.

Néanmoins, les journalistes considèrent que le soutien du gouvernement au "non" constitue une propagande dangereuse et nocive à la république grecque. Ils analysent que le référendum ne va pas renforcer le pouvoir de négociation du gouvernement, comme prévu, mais au contraire il va aboutir à des résultats négatifs. "Le premier ministre irresponsable tente de rendre le peuple grec complice parce qu'il est incapable de fournir les résultats promis avant les élections : un meilleur accord dans le cadre de la zone

euro⁶⁰.”, explique Paschos Mandavelis.

Les rédacteurs ont favorisé clairement le “oui” en mettant en évidence les dangers engendrés par la potentielle victoire du “non”. Ils essaient de démontrer que les résultats du “non” seront tragiques. L’interruption du soutien économique aux grecs, la baisse dramatique du niveau de vie et la destruction du tissu économique conduiraient à l’effondrement du système bancaire et au retour à la drachme. En fait, la victoire du “non” signifierait la sortie de la Grèce de la zone euro contrairement aux déclarations du gouvernement qui confirment que le “non” servirait d’arme dans les négociations.

De plus, ils expliquent que la tenue du référendum remet en cause la crédibilité du pays. Autrement dit, une telle décision provoquant la méfiance des citoyens grecs face aux hommes politiques mène à l’instabilité, l’incertitude, et à la division de la société grecque. A cause de cette situation instable, une partie de la population active et créative souhaite quitter le pays. En outre, ils accusent le gouvernement grec d’avoir, en secret, planifié la sortie de la Grèce de la zone euro, une action qui s’oppose à la volonté populaire mais aussi à la position officielle du gouvernement grec.

Selon les rédacteurs, l’idéologie du parti politique de Syriza n’est pas compatible avec les valeurs européennes et cela contribue à la marginalisation de la Grèce. Les journalistes mettent en garde contre la rhétorique anti-européenne du gouvernement grec qui qualifie les partenaires européens de criminels ou de terroristes. De fait, la politique des dirigeants grecs menace les partenaires européens et met en danger la relation du pays avec les institutions européens.

Etant donné que la Grèce se trouve au milieu des crises politiques et économiques, à savoir : la crise ukrainienne, la guerre civile en Syrie, le voisinage avec l’Albanie et la Turquie qui déstabilisent le statu quo européen, son importance géostratégique est majeure. Le résultat du “non” mettrait en danger l’octroi du soutien financier et impliquerait également la perte de la puissance géostratégique du pays.

⁶⁰ Paschos Mandavelis, “Un referendum fou”, [kathimerini.gr](http://www.kathimerini.gr), disponible en ligne, <http://www.kathimerini.gr/822249/opinion/epikairothta/politikh/ena-palavo-dhmoyhfisma>, consulté le 17/07/2016

Les rédacteurs du journal défendent que les Européens n'accepteraient pas le chantage puisque l'hésitation, l'instabilité et les propositions floues du gouvernement grec ont conduit à la perte totale de confiance des dirigeants européens envers les grecs. Le gouvernement grec, tout en annulant les réformes faites par les gouvernements précédents, a réclamé un financement inconditionnel des européens. Par conséquent, il semble difficile que les dirigeants européens fassent accepter un nouveau plan de sauvetage de la Grèce aux contribuables européens.

Quant au couple franco allemand, les rédacteurs ont soutenu que l'Allemagne a pris une position stricte et intransigeante qui manque de vision et est caractérisée par un fort attachement aux règles. En revanche, ils mettent en valeur la position française qui représente les idéaux classiques européens, l'esprit ouvert, la tolérance et le dévouement à l'idée d'une Europe unie et humanitaire. Les rédacteurs espèrent que la France continuera à jouer un rôle dynamique dans les affaires européennes non seulement pour le bien de la Grèce mais aussi pour l'avenir de l'Europe.

Les journalistes concluent que ce parcours politique mène à une impasse provoquant un conflit cruel entre les grecs et les européens. De plus, ils pensent que le résultat du "non" pourrait isoler la Grèce de ses alliés. De fait, la Grèce va en permanence rester dans la position de l'emprunteur sans avoir la possibilité de devenir un partenaire égal aux autres dirigeants européens. En conséquence, la Grèce est condamnée à être économiquement et politiquement inférieure aux autres pays dans la communauté européenne.

Pour conclure, pour les rédacteurs de la *Kathmierini*, l'annonce du référendum provoque un climat de tensions entre les grecs et les alliés européens. Selon le journal, la seule solution durable est la victoire du "oui" ou le remplacement du gouvernement de M. Tsipras pour que les partenaires continuent les négociations. Les décisions de M. Tsipras mènent à l'isolement économique et politique, à la sortie de l'euro et potentiellement à l'hyperinflation et à la réduction des retraites. De plus, cette tactique favorise le clientélisme et la pathogénie du système politique qui s'appuie sur le népotisme. De fait, la Grèce aura l'opportunité de rester dans la zone euro en évitant l'humiliation nationale.

L'agenda des rédacteurs de *To Vima* est plus riche que celui de Kathimerini, puisqu'il contient des thématiques variées qui traitent les conséquences de la crise grecque sur l'état économique et politique de la Grèce, tout en analysant ses répercussions dans les relations du pays avec le reste de l'U.E. Autrement dit, les journalistes ne se sont pas bornés aux aspects de la crise au niveau national (grec), mais ils ont soulevé les enjeux européens en analysant les répercussions de l'austérité, le rôle de l'axe franco allemand et le décalage entre le sud et le nord. Cependant, ils n'ont pas mis en avant les enjeux européens qui ont émergé avec la crise grecque comme le fédéralisme ou le danger de la destruction de la zone euro. En outre, ils ne se sont pas penchés sur l'avenir de la communauté européenne, puisqu'ils se sont plutôt focalisés sur les conséquences, à court terme, de la crise sur la population grecque.

Les rédacteurs pensent que la différence culturelle entre les allemands et les grecs est l'un des problèmes. Les deux peuples ont une manière de penser complètement différente qui ne leur permet pas de s'entendre. Afin que les deux états se mettent d'accord, il faut qu'ils fassent d'importants efforts basés sur la logique et la solidarité. Les allemands ne peuvent pas imposer leurs valeurs culturelles aux autres peuples puisque leur culture et leur histoire sont profondément différentes. Par conséquent, il est tout à fait inutile que les allemands essayent de changer les autres peuples en exerçant une pression insupportable. Pour qu'on construise une communauté forte et solidaire il est nécessaire que les citoyens européens apprennent à être tolérants aux différences culturelles.

Néanmoins il s'agit d'une procédure qui nécessite du temps et de la volonté. De plus ils mettent en avant l'ignorance que les pays du nord ont des pays du sud. Selon les journalistes de *To Vima*, les admonestations des allemands aux grecs comme "Faites ce que les irlandais ont fait." serviraient à masquer les cinq ans de leur incapacité à résoudre le problème grec. De fait, cette tactique dévoile leur hypocrisie et leur ignorance historique, car les allemands traitent la crise grecque sans tenir compte de la tradition, de l'organisation sociale, des problèmes et de la mentalité du peuple grec qui ne sont pas compatibles avec les siens.

L'U.E. ne peut pas avancer si ses dirigeants n'encouragent pas la compétitivité et la différence culturelle entre les états. La crise actuelle a augmenté la distance émotionnelle entre les Européens et a mis l'accent sur leurs divergences. En conséquence, nous devons

faire des efforts supplémentaires pour parvenir à l'intégration politique de l'Union. Les rédacteurs ont accusé l'Allemagne de spéculer sur la crise grecque puisque, selon eux, elle exploiterait systématiquement le problème grec afin de renforcer son hégémonie institutionnelle et politique en Europe.

Les journalistes dénoncent la politique d'austérité en expliquant qu'elle constitue une des raisons principales de l'aggravation de la crise. Ils parlent d'une obsession des dirigeants pour la stricte austérité alors qu'il s'agit d'une stratégie incorrecte et inutile. Les mesures d'austérité en question aggravent la crise économique et intensifient l'incapacité du pays à rembourser, même partiellement, sa dette énorme. Ces mesures mènent à une impasse étant donné que la Grèce est un pays qui a proportionnellement la plus grande dette dans l'U.E. et qui a une structure politique différente des autres pays du nord-ouest et du sud.

Les rédacteurs de *To Vima* sont sur la même longueur d'onde avec ceux de Kathimerini et dénoncent la décision du premier ministre grec de tenir le référendum. Selon eux, cette décision sert les intérêts politiques de M. Tsipras qui vise à marginaliser les membres du parti de Syriza tout en mettant en danger le maintien de la Grèce dans la zone euro. Il est clair que l'une des raisons principales pour lesquelles le gouvernement grec a annoncé ce référendum à cette époque était de masquer la potentielle future faillite du pays. De cette façon, M. Tsipras pourrait abdiquer sa responsabilité en exerçant une pression sur les grecs.

Le premier ministre grec a déclaré que les créanciers européens ont fermé les banques parce qu'il avait décidé de donner la parole au peuple. Cette tactique constitue un chantage psychologique qui n'est pas compatible avec les principes d'un gouvernement démocratique et modernisé. Le populisme est intégré à la rhétorique du gouvernement puisque ce dernier caractérise les partenaires européens d'ennemis qui veulent exploiter la Grèce. Les journalistes dénoncent cette pratique car elle isole la Grèce du reste de l'Europe et est incompatible avec la démocratie. Par ailleurs, selon le Conseil de l'Europe, le référendum porte atteinte aux droits démocratiques des citoyens grecs. En conséquence, les journalistes favorisent le "oui" afin que les grecs envoient un message clair: rester dans la zone euro et coopérer avec ses créanciers. Les journalistes de *To Vima* soutiennent aussi que, si le "non" l'emporte, la Grèce risque de sortir de la zone euro or, cela implique des

conséquences inconnues.

Ils soulignent que la politique de M. Tsipras et de M. Varoufakis est dangereuse et mène à la perte des alliés tout en provoquant un climat d'hostilité entre la Grèce et le reste de l'U.E.. Par conséquent, la Grèce risque la faillite et risque la faillite et d'être exclue de la zone euro. Les rédacteurs ont mis en avant le potentiel agenda secret du gouvernement grec en expliquant qu'il est possible que M. Tsipras ait visé une sortie du pays de la zone euro contrairement à ses déclarations officielles.

Les journalistes accordent beaucoup d'importance sur le rôle de la France dans la grecque. Ils expliquent que la bonne relation entre les deux pays pourrait fonctionner comme catalyseur pour la gestion du problème. Ils soutiennent que François Hollande est le leader politique qui peut sauver la Grèce et convaincre Alexis Tsipras de changer de position politique. Par ailleurs, le président français pourrait honorer ses promesses de campagne présidentielle sur la lutte contre l'austérité et pour soutenir le développement. De cette façon, M. Hollande pourrait renforcer sa dynamique en tant que homme politique de gauche en réfutant ceux qui l'accusent de toujours se mettre d'accord avec Angela Merkel au nom de l'axe franco-allemand.

La chaîne télévisée **Mega** a ouvertement soutenu le "oui" pendant le référendum et ce de manière intense et alarmiste qui ne correspond pas à l'idéologie journalistique. Les journalistes de la chaîne n'ont pas gardé leur sang-froid puisqu'ils ont utilisé des méthodes qui reflètent un journalisme politiquement engagé qui a provoqué la confusion chez la population grecque.

A la veille d'un référendum jugé crucial pour l'avenir du pays, les chroniqueurs de la chaîne ont relayé la colère et la panique. Des images bidonnées et des spots terrorisants diffusées en boucle de retraités excédés de faire la queue devant les banques constituent les moyens d'une campagne ouverte de journalistes en faveur du "oui". Les animateurs et les journalistes de *Mega* ont invectivé le premier ministre, M. Tsipras, et ont fait planer la menace d'une apocalypse si le pays votait "non" au référendum du dimanche 5 juillet

2015⁶¹.

Pour illustrer un reportage sur la prétendue panique des citoyens dans les banques, Mega utilise des images vieilles de trois ans tournées à l'étranger. Etant vivement critiqué par les internautes, Michael Laganis, l'un des auteurs du reportage, s'est excusé sur twitter. Alors qu'elles devraient offrir une campagne équitable, comme elles y sont légalement obligées, les chaînes privées ont complètement banni le “*non*” de leurs programmes. En revanche, il n'y a quasiment aucune image des nombreuses manifestations contre le texte de la Troïka, à Athènes ou à Thessalonique⁶².

Les conversations se sont tenues avec un ton parfois peu sophistiqué tandis que les tensions montaient sur les plateaux de la chaîne lorsqu'un ministre était invité. Les déclarations de Yannis Pretenderis, l'un des animateurs vedette de *Mega*, sont révélatrices de cette pratique journalistique : “Les médias sont depuis toujours très politisés en Grèce. Est-ce ma faute si les banques sont fermées ? Est-ce que je ne dois pas en parler⁶³?” De plus, il dénonce Syriza : “Petit parti de fanatiques dogmatiques qui s'adresse à un autre monde. Ils découvrent que leurs interlocuteurs européens ne sont pas de gauche ! Mais c'est comme ça ! L'euro n'est pas de gauche, le monde n'est pas de gauche⁶⁴.”

Depuis le 26 juin et l'annonce, par le premier ministre grec Alexis Tsipras, de la tenue d'un référendum sur le nouveau plan d'austérité, sur Mega (comme sur les autres grandes chaînes), le “*non*” et ses défenseurs n'ont pas droit de cité. Selon un internaute qui a comptabilisé les temps d'antenne sur les journées des 29 et 30 juin, sur cinq chaînes privées (Mega, Skaï, Antenna, Star et Alpha TV), au total, les partisans du “*non*” ont été entendus seulement huit minutes... alors que les partisans du “*oui*” ont pu s'exprimer pendant quarante-sept minutes (cercle de droite)⁶⁵.

⁶¹ Maria, Malagardis, “Médias grecs : contre Tsípras, des attaques à la chaîne”, *libÉration.fr*, 03/07/2015, disponible en ligne, <http://www.liberation.fr/auteur/6919-maria-malagardis>, consulté le 22/08/2016

⁶² Jean-Baptiste, Roch, “Grèce : quand les médias privés font la propagande du oui au référendum”, *telerama.fr*, 03/07/2015 disponible en ligne, <http://www.telerama.fr/medias/grece-quand-les-medias-privés-font-la-propagande-du-oui-au-referendum,128884.php>, consulté le 20/08/2016

⁶³ Maria, Malagardis, *ibid*

⁶⁴ Maria, Malagardis, *ibid*

⁶⁵ Jean-Baptiste, Roch, *Ibid.*

“A grands coups d'émissions spéciales et de débats totalement orientés, c'est une propagande pro-oui que les six chaînes privées du pays déploient à longueur de journée”, explique Marianna Karakoulaki, journaliste indépendante. Elle, comme nombre de journalistes et de citoyens, n'ont de cesse de dénoncer depuis plusieurs jours, sur les réseaux sociaux (surtout Twitter), cette désinformation sans précédent. Selon Jean-Baptiste Roch “les méthodes employées sont dignes des médias de républiques bananières⁶⁶”.

Les grandes chaînes privées appartiennent toutes à de grandes fortunes du pays qui sont contre M. Tsipras qui voulait remettre en cause les fréquences qui leur ont été accordées gratuitement⁶⁷. “Tous les propriétaires des chaînes privées en Grèce sont des hommes d'affaires qui possèdent des entreprises dans tous les secteurs, du bâtiment aux mines d'or, en passant par des compagnies maritimes⁶⁸”, explique Nikos Smyrnaiois, universitaire et spécialiste des médias grecs. “Tous ont des intérêts à sauvegarder et ont beaucoup à perdre en cas de sortie de la zone euro⁶⁹.” M. Tsipras est très hostile à leur égard contrairement aux gouvernements précédents⁷⁰.

Cependant, la chaîne télévisée française TF1a adopté une autre approche profondément différente de celle de *Mega*. Les journalistes ont traité l'actualité pendant la période du référendum d'une manière plus calme en consacrant autant de temps aux défenseurs du “oui” qu'à ceux du “non”. Bien que les reportages cités reflètent une certaine inquiétude par rapport à l'avenir de la Grèce mais aussi celle de la zone euro, leur approche est plus équilibrée. Les animateurs français qui essayent de mettre en lumière tous les aspects du problème n'apparaissent pas politisés. Ils visent à traiter les conséquences du référendum à l'économie française et européenne en citant les déclarations officielles (surtout sur twitter) des hommes politiques issus de tous les cercles politiques. De cette façon, les internautes pouvaient avoir une vue d'ensemble plus globale sur le sujet.

⁶⁶ Jean-Baptiste, Roch, *Ibid.*

⁶⁷ Maria, Malagardis, *Ibid.*

⁶⁸ Jean-Baptiste, Roch, *Ibid.*

⁶⁹ Jean-Baptiste, Roch, *Ibid.*

⁷⁰ Jean-Baptiste, Roch, *Ibid.*

La crise grecque a été présentée sur *TF1* comme une sorte de série d'événements choquants, série dramatisée qui se déroulait comme une histoire intéressante. L'évolution de la crise a été traitée et présentée par la chaîne comme un tout avec un début, un milieu et une fin. Dans une large mesure, la couverture de la crise ne s'est pas faite avec des analyses profondes de la part d'analystes politiques qui auraient pu émettre des explications ou des pistes de réflexion. La majorité des reportages répandaient l'inquiétude à propos de l'avenir de la zone euro.

De plus, les journalistes effectuaient des reportages avec des titres qui suscitaient une méfiance vis-à-vis du gouvernement grec, comme : "Grèce : 51% des Français ont une mauvaise opinion de Tsipras", ou "Grèce : Tsipras condamné par son propre référendum ?". Cependant, les reportages en question ne font pas partie d'une propagande ciblée comme dans le cas de Mega. Autrement dit, bien que les journalistes aient exprimé leur mépris du gouvernement grec, ils n'ont pas pris une position claire car ils ont suivi l'actualité d'une manière presque apolitique.

Cette réalité médiatique a contribué à former une immense caisse de résonance qui a biaisé le regard du public sur l'importance de la récession grecque. En conséquence, ce qui fait sens dans un récit n'est pas sa structure mais sa dynamique. Dans le matériel utilisé, la crise grecque a été illustrée comme une suite d'événements choquants qui menaient à un climat dramatique⁷¹.

Les journalistes français ont traité la crise comme un problème financier qui concerne toute l'Eurozone tandis que les journalistes grecs ont mis l'accent sur la situation actuelle et l'avenir du pays. Cette pratique journalistique montre que les auteurs des médias sont au courant de l'intérêt de leurs lecteurs et, par conséquent, interagissent et s'influencent les uns les autres.

I.C La critique de l'analyse journalistique

Nous allons examiner la critique faite aux journalistes sur leur gestion de la crise grecque. Nous verrons la manière dont la manifestation de l'opinion publique, notamment par les sondages, a influencé l'analyse journalistique et vice-versa. De plus, cette critique vise à mettre en lumière dans quelle mesure l'actualité et les positions des dirigeants ont impacté

⁷¹ Jocelyne, Arquembourg, Frédéric, Lambert, "Présentation", *Réseaux* 4/2005 (no 132) , p. 9-23

la gestion journalistique du sujet de la crise grecque. Par la suite, nous allons comprendre le cadrage employé par les journalistes.

Le journal *Le Monde* a adopté une approche plutôt académique du sujet sans tenir compte de l'opinion publique telle que présentée par les sondages. Les rédacteurs ont traité les sujets avec un certain sang-froid, tout en se focalisant sur les institutions européennes et les enjeux européens. Cependant, les thématiques traitées dévoilent une tendance à se déconnecter de l'opinion publique puisque les journalistes ne citent pas de sondages pour soutenir la crédibilité de leurs positions. Au contraire, ils choisissent de citer les analyses des experts et des spécialistes qui mettent en avant des sujets qui concernent plutôt l'avenir de la zone euro et de l'U.E. que les conséquences de la crise pour l'Union et la zone monétaire à court terme.

A partir de cet examen de l'agenda du *Monde* sur la crise grecque pendant le référendum, nous pouvons aboutir à quelques conclusions sur le cadrage employé par les journalistes. La crise grecque a été présentée comme un problème étroitement lié au fonctionnement des institutions européennes ainsi qu'à la gestion des dirigeants européens. En outre, sans mettre à l'écart l'importance des responsabilités des hommes politiques grecs, ils ont confirmé que le problème réside aussi dans l'implication dogmatique d'un modèle économique qui ne correspond pas à tous les états et plus particulièrement à ceux du Sud. De plus, ils ont soutenu que la crise grecque ne pouvait être gérée qu'en maintenant le pays dans la zone euro avec une intégration politique importante qui accompagnerait le développement économique de la zone.

Autrement dit, *Le Monde* a essayé de présenter l'extrême complexité de la crise grecque en imputant essentiellement la responsabilité aux gouverneurs grecs et aux dirigeants européens. Le cadrage de l'imputation du journal est évident puisqu'il dénonce les pratiques du gouvernement allemand, en soulignant le manque de vision européenne de Mme Merkel, et applaudit la position de M. Hollande. Le journal a supprimé la responsabilité de la France tout en approuvant les décisions de M.Hollande. Cependant, ils ont exprimé leur méfiance face au premier ministre grec qui a pris une décision risquée qui dévoile une faiblesse et une irresponsabilité politique.

“La décision de M. Tsipras d’organiser un référendum pour appeler les électeurs à rejeter les propositions des créanciers européens est une façon de refuser d’endosser lui-même l’échec des négociations et de s’en défaire sur le peuple grec : c’est une preuve de faiblesse politique. Quant à la déclaration du ministre des finances, Yanis Varoufakis, incitant les Européens à adoucir leurs propositions en échange de quoi le gouvernement appellerait à voter oui, elle relève d’un piètre chantage⁷².”

Pourtant, ils se sont montrés assez optimistes concernant l’avenir de l’U.E. et de la zone euro et ils ont confirmé que la crise grecque est un problème européen qui pourrait tout à fait constituer une opportunité pour un fédéralisme européen. Selon Jean Tirole,

“Actuellement confrontés à la crise grecque, les décideurs européens devront bientôt prendre du recul et réfléchir au problème plus général du futur de la zone euro. Avant d’envisager une sortie ou, au contraire, une intégration plus poussée, les conséquences de chaque option méritent réflexion⁷³.”

Le Figaro a traité les thématiques d’une manière différente. Contrairement aux rédacteurs du Monde qui ont appliqué une approche plus théorique, ils ont mis en avant les conséquences de la crise grecque sur l’économie française tout en assurant les lecteurs qu’un potentiel futur Grexit n’impacterait pas la France. Les journalistes du Figaro ont souligné le caractère technique de la crise en essayant d’expliquer les aspects économiques du problème peu compréhensible et assez complexe.

Le journal conservateur a traité les sujets en s’appuyant sur des sondages qui mettaient en avant leur point de vue. Dans le cas du Figaro, nous constatons que l’influence entre les médias et le publique est mutuelle et bilatérale. Autrement dit, la rédaction du journal semble être impactée par l’opinion publique mais, en même temps, elle utilise ces sondages pour influencer les lecteurs. Contrairement aux journalistes du Monde, qui mettent en valeur l’attitude du président français les journalistes du Figaro imputent la responsabilité à M. Hollande. Afin de mettre en évidence les décisions inefficaces du gouvernement français, ils citent un sondage Tilder-LCI-OpinionWay selon lequel plus de deux tiers des Français jugent que la France n’est “pas efficace” pour tenter de résoudre la

⁷² Le Monde, “Grèce : la responsabilité d’Alexis Tsipras” *le monde.fr* 29/06/2015, disponible en ligne, http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2015/06/29/grece-la-responsabilite-d-alexis-tsipras_4663820_3232.html?xtmc=la_crise_grecque&xtcr=226, consulté le 20/08/2016

⁷³ Jean, Tirole, *ibid.*

crise de la dette grecque.

“A la question "Pour tenter de résoudre la crise de la dette grecque, diriez-vous que la France joue un rôle...?", 69% répondent qu'elle n'est pas efficace, tandis que 29% jugent ce rôle efficace. Selon cette enquête, 62% des personnes ayant voté pour François Hollande au second tour de la présidentielle de 2012 considèrent que la France n'est pas efficace pour régler cette crise⁷⁴.”

De plus, ils critiquent la gestion de la crise grecque par les dirigeants européens tout en mettant en avant leurs responsabilités sur l'aggravation de la crise. Contrairement aux journalistes du Monde qui ont considéré la crise grecque comme une opportunité pour la restructuration d'une Union et d'une euro zone plus équilibrée et démocratique, les rédacteurs du Figaro ont introduit un autre point de vue sur la zone euro et les enjeux européens. Etant pessimistes, ils expriment leur méfiance vis-a-vis des institutions européennes déconnectées des besoins des citoyens. Ils soulignent la rupture entre élite et population et la fragilisation de la confiance démocratique au niveau européen en disant que les raisons des problèmes sont multiples et complexes. Les opinions citées sur les enjeux européens sont proches de l'euroscpticisme.

“Les populations ne comprennent pas le fonctionnement de cette bureaucratie. Elles ne comprennent pas ce qui se joue à Bruxelles. Et surtout, elles ne comprennent pas comment il est possible de passer en quelques heures d'une situation catastrophique à un calme des plus olympiens⁷⁵.”

Cependant, comme les rédacteurs du Monde, ils ont souligné la responsabilité du gouvernement allemand dont l'inflexibilité et la tendance à prédominer ont contribué à la détérioration de la crise. De plus, ils ont démontré la responsabilité du premier ministre

⁷⁴ Flash EcoPar lefigaro.fr avec AFP “Pour deux-tiers des Français, la France "pas efficace" pour résoudre la crise grecque”, *le figaro.fr*, 02/07/2015, disponible en ligne, <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2015/07/02/97002-20150702FILWWW00234-pour-deux-tiers-des-francais-la-france-pas-efficace-pour-resoudre-la-crise-grecque.php>, consulté le 20/08/2016

⁷⁵ Frédéric, Saint Clair, “Sommets européens de la dernière chance : pourquoi on n'y comprend rien” *le figaro*, 13/07/2015, disponible en ligne, <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/07/13/31002-20150713ARTFIG00186-sommets-europeens-de-la-derniere-chance-pourquoi-on-n-y-comprend-rien.php>, consulté le 20/08/2016

grec en soulignant son idéologie populiste.

“C'est la preuve par Tsipras : personne, de Syriza à Podemos en passant par le Front national ou le Front de gauche, n'a la recette pour raser gratis. Ceux qui proposent de sortir de l'euro pour se délivrer de toute contrainte de gestion et bâtir un paradis économique peuvent mesurer où cela mène. Quant aux électeurs qui ont cru qu'il suffisait d'envoyer paître les créanciers et l'horrible finance pour régler les problèmes, ils savent désormais ce que vaut ce genre de promesse⁷⁶.”

Par rapport aux rédacteurs ont du journal *Kathimerini*, ils ont introduit des analyses particulièrement politisées qui démontrent clairement le cadrage de l'imputation de la responsabilité. Ces derniers considèrent M.Tsipras et son gouvernement responsables de l'aggravation de la crise, le potentiel futur Grexit, et le mauvais fonctionnement de la démocratie grecque. En fait, l'axe principal de la gestion journalistique du *Kathimerini* est une critique vive du gouvernement grec. De plus ils ont déployé une approche particulièrement alarmiste, qui provoquait la peur la peur chez les grecs, puisqu'ils ont accusé le gouvernement d'un éventuel futur coup d'état qui aurait impliqué des conséquences choquantes.

Selon les rédacteurs du journal, la politique de l'ambiguïté a gaspillé beaucoup de temps et a mené à la fermeture des banques et à la stagnation de l'économie grecque avec des conséquences incalculables. De plus, dans le cadre de leur pratique alarmiste, les journalistes ont mis en avant le danger du renversement du régime démocratique à cause des décisions gouvernementales qui mèneraient à un Grexit et éventuellement à un coup d'état. En fait, ils ont cité les déclarations du ministre de la Défense nationale qui a rassuré les grecs que l'armée garantirait l'ordre interne du pays. Autrement dit, en cas d'un coup d'état, l'armée pourrait arrêter les membres de l'opposition. Cette hypothèse reflète la méfiance des journalistes quant à la capacité du gouvernement grec à maintenir la stabilité politique.⁷⁷

⁷⁶ Gaëtan, de Capèle “La preuve par Tsipras”, *le figaro.fr*, 10/07/2015, disponible en ligne, <http://premium.lefigaro.fr/vox/economie/2015/07/10/31007-20150710ARTFIG00327-la-preuve-par-tsipras.php>, consulté le 20/08/2016

⁷⁷ Lefteris Avgenakis “Les principes de la gauche”, *kathimerini.gr*, 24/07/2015 disponible en

Cependant, ils ont écarté la responsabilité des dirigeants européens. Ils n'ont fait que peu de références au caractère oppressif de la politique d'austérité ou à l'inflexibilité des créanciers et des leaders européens. En fait, ils ont soutenu que le gouvernement devait s'aligner sur Berlin sinon le pays envisagerai un grexit et éventuellement l'établissement d'un régime autoritaire.

Ils ont ajouté que la manoeuvre politique de M. Tsipras, quand les Américains et les Européens l'ont prévenu des dangers engendrés par ses pratiques et décisions, démontre que les membres du parti de Syriza visaient à établir un régime néo-communiste.

De plus, ils soutiennent que M. Varoufakis, le ministre des finances, est l'un des responsables est l'un des responsables qui a le plus aggravé la crise grecque. Ils disent que son attitude arrogante et son narcissisme ont contribué à l'isolation du pays du reste de l'Europe. Autrement dit, les dirigeants européens ne pouvaient pas coopérer avec une personne qui les méprisait et avait l'air de faire la leçon aux créanciers tout en mettant en danger le financement du pays. Les rédacteurs du journal imputent une grande partie de la responsabilité à M. Varoufakis qui incarne tous les mauvais côtés des grecs puisqu'il a abdiqué et qu'il a accusé les européens d'être entièrement responsables du problème grec⁷⁸.

Par conséquent, bien que les journalistes du *Kathimerini* se soient basés sur des experts et des analystes qui ont qui ont expliqué des situations complexes, ils ont utilisé des méthodes qui ont provoqué la panique et l'incertitude dans la société. Cela démontre la puissance de la culture de la peur. Sans la citation de sondages montrant l'opinion de la majorité, ils se sont appuyés sur les analyses d'experts politiquement engagés qui soutenaient complètement la ligne directrice du journal, c'est-à-dire accuser le gouvernement grec et mettre en évidence le danger d'un coup d'état. Autrement dit, ils n'ont pas tenu compte de l'opinion des citoyens dont la grande majorité a voté "non" au référendum.

ligne, <http://www.kathimerini.gr/824890/opinion/epikairothta/politikh/to-h8os-ths-prwths-foras-aristera>, consulté le 20/08/2016

⁷⁸ Stamos, Zoulas, "Yánis Varoufákis comme norme nationale", *kathimerini.gr*, 26/07/2015, disponible en ligne, <http://www.kathimerini.gr/825131/opinion/epikairothta/politikh/o-iwannhs-varoufakhs-ws-e8niko-protypo>, consulté le 20/08/2016

L'approche du Vima est partiellement différente. Bien que les rédacteurs soient sur la même longueur d'onde en critiquant M. Tsipras, ils ont également mis en avant la responsabilité des dirigeants européens en soulignant l'échec de la politique d'austérité. Le cadrage de l'imputation de la responsabilité est fait de manière plus équilibré en mettant en avant d'autres aspects de ce problème complexe.

D'une part, ils ont soutenu que le gouvernement était prêt à sacrifier les principes fondamentaux de la Constitution du pays afin de dissimuler sa propre crise de légitimité qui découlait des divergences et des contradictions au sein du parti de Syriza mais aussi de son incapacité à gérer les problèmes financiers du pays. Ils ont accusé le gouvernement de l'éventuel éclatement d'une crise constitutionnelle, c'est-à-dire d'une crise des institutions démocratiques. Autrement dit, selon les rédacteurs, le premier ministre n'a pas comme priorité l'intérêt national qui nécessite la stabilisation rapide de l'économie sous condition du maintien du pays dans l'U.E. et la zone euro.

D'autre part, ils ont décelé un problème dans les difficultés structurels de la zone euro en mettant en lumière le rôle des dirigeants dans l'aggravation de la crise grecque. La politique de l'austérité a provoqué des problèmes sociaux en provoquant l'émergence du populisme et des partis de l'extrême droite. Selon les journalistes du Vima, l'austérité est autant nocive pour les emprunteurs que pour les prêteurs. De ce point de vue, sous l'hégémonie allemande, les partenaires européens ont traité le problème de manière superficielle et bureaucratique.

Selon Henning Meyer, chercheur en sciences sociale : “La politique du gouvernement de la chancelière Merkel est fautive et devrait être abandonnée immédiatement. La situation en Grèce se dégrade progressivement et cela a créé des doutes sur le fonctionnement de l'Europe comme un espace démocratique dont le rôle est d'unir et d'améliorer la vie de ses citoyens⁷⁹.” Cependant comme les rédacteurs du Kathimerini, les journalistes du Vima n'ont pas cité de sondages pour soutenir leurs opinions ou pour les utiliser comme moyen

⁷⁹ Henning, Meyer, “Il y a maintenant des doutes quant à savoir si l'Europe est un exercice démocratique” , [tovima.gr](http://www.tovima.gr), 19/07/2015, disponible en ligne, <http://www.tovima.gr/opinions/article/?aid=723399&wordsinarticle=ελληνική;κρίση>, consulté le 20/08/2016

d'influence.

Si les différences entre les journaux grecs et français sont assez importantes, le contraste entre la chaîne française TF1 et la chaîne grecque Mega est profond. TF1 a introduit une approche quasiment neutre tout en suivant l'actualité. Les journalistes mettent en avant les évolutions de la crise en soulignant les dangers sans recourir à des méthodes alarmistes. Au contraire, les chroniqueurs de Mega ont pris une position claire pendant la période du référendum en ayant tendance à orienter l'opinion publique. L'information est devenue une matière inflammable mais c'est aussi une arme de guerre. Le manque d'objectivité n'est non seulement pas dénoncé, mais est même parfois revendiqué. La position de la chaîne reflète un mépris envers le gouvernement. Tout en affichant leurs opinions, les journalistes ont essayé de montrer que le retour à la drachme était inévitable dans le cas de la victoire du "non" et que cela allait impliquer des conséquences choquantes⁸⁰.

Pour échapper à cette propagande, il faut se tourner vers internet. Les citoyens se sont réunis depuis plusieurs jours avant le referendum autour du hashtag #greekmediapropaganda sur Twitter afin de dénoncer quotidiennement cette attitude. "*Or, cette propagande vise essentiellement les personnes âgées ou isolées, qui ne s'informent qu'à travers la télévision*⁸¹", explique Marianna Karakoulaki, journaliste.

La déconnexion de la société civile est tout à fait évidente. Un sondage réalisé par l'institut grec Alco, prévoit le "oui" gagnant à 44,8% contre 43,5% pour le "non" pour le référendum de dimanche le 05 juillet 2015. Dans le même temps, Bloomberg donne, à l'inverse, le "non" gagnant à 43%, contre 42,5% pour le "oui". Entre les deux, le taux d'indécis oscille entre 12 et 15%. "*L'influence qu'aura la propagande des chaînes privées sur les indécis, voilà la principale question pour le peuple grec aujourd'hui*⁸²", conclut Marianna Karakoulaki.

⁸⁰ Maria, Malagardis, "Médias grecs : contre Tsípras, des attaques à la chaîne", *libération.fr*, 03/07/2015, disponible en ligne, <http://www.libération.fr/auteur/6919-maria-malagardis>, consulté le 22/08/2016

⁸¹ Jean-Baptiste, Roch, "Grèce : quand les médias privés font la propagande du oui au référendum", *telerama.fr*, 03/07/2015 disponible en ligne, <http://www.telerama.fr/medias/grece-quand-les-medias-privés-font-la-propagande-du-oui-au-referendum.128884.php>, consulté le 20/08/2016

⁸² Jean-Baptiste, Roch, *ibid*

Par conséquent, les différences de couverture du sujet dans les journaux français et grecs sont évidentes. D'un vocabulaire précis et clair, le style de l'écriture des journaux français est plus formel et standardisé. Les journalistes français traitent la crise grecque comme un problème européen qui pourrait ouvrir des perspectives à l'Europe, tout en prenant leurs distances. A l'inverse, dans les journaux grecs le style d'écriture est plus libre. L'argot est plus utilisé, tout comme les points d'exclamation et les expressions de la vie de tous les jours. Les journalistes grecs sont plus émotionnels et ironiques, tout en étant politiquement engagés. A propos du degré d'impact des hommes politiques sur la gestion journalistique, nous constatons que bien que les journalistes des quatre journaux aient suivi l'actualité, ils ont introduit des biais qui reflètent leurs lignes politiques.

Les rédacteurs étaient au courant de l'intérêt de leur lectorat qui correspondent à leurs besoins de s'informer sur les nouvelles d'un sujet qui concerne finalement toute l'U.E.. Autrement dit, chaque journal a mis en avant les déclarations officielles qui correspondaient à son point de vue en supprimant d'autres aspects de l'actualité de la période examinée. Les journalistes grecs ont recouru aux pratiques alarmistes, en perdant parfois leur sang froid, tandis que les français ont essayé de traiter le sujet sans sentimentalisme. La gestion médiatique met à jour l'incertitude des dirigeants mais aussi celle des journalistes envers une crise sans précédent.

Par rapport aux chaînes télévisées, le décalage entre les pratiques journalistiques grecques et françaises est encore plus évident. La dramatisation, la panique et le patronage des journalistes grecs s'oppose à la tranquillité et le sang-froid des chroniqueurs français. Même si ces derniers se sont montrés inquiétés, ils n'ont pas essayé de retourner l'opinion publique comme l'ont fait les journalistes grecs.

Partie II- Le rôle des dirigeants

Dans ce chapitre, nous verrons, à partir de l'analyse d'articles de journaux et d'articles scientifiques, le rôle des dirigeants dans cette période cruciale, en soulevant les motivations qui les ont menés. Les pays dont les dirigeants ont fait partie des négociations et de la gestion du référendum été 2015 sont principalement la France et l'Allemagne les Etats-Unis les Etats-unis n'intervenant que dans un deuxième temps. Sur a scène politique européenne, les responsables ont encouragé le peuple grec à voter *oui* au référendum, résultat qui favoriserait la bonne continuation du plan de sauvetage. En revanche, les dirigeants américains ont pris une position moins rigide face aux grecs en soutenant le fait que les européens devaient rester solidaires.

Comme publié dans *Le Parisien*, avant le résultat du référendum, les pays européens et les institutions de l'Union tentent d'influencer les électeurs grecs afin qu'ils votent "*oui*" au plan d'aide et aux mesures d'austérité de l'U.E. et du FMI. En fait, le président social-démocrate du Parlement européen, Martin Schulz espère, de son côté, une nouvelle chance avec un gouvernement grec de transition⁸³. Le FMI accuse, pour sa part, Alexis Tsipras, autant pour sa décision de maintenir ce scrutin que pour celle à appeler les grecs à voter non. Quant aux dirigeants français, François Hollande avait lui-même exprimé des craintes : "Si c'est le oui, la négociation peut très facilement s'engager. Si c'est le "*non*", on rentre dans une forme d'inconnu. C'est aux Grecs de répondre.". Nous, nous respectons le peuple grec, et les choix du gouvernement : c'est un référendum pour les Grecs. C'est à eux de voter⁸⁴."

Manuel Valls étant sur la même longueur d'onde ajoute: "Mais nous leur demandons de voter les yeux ouverts, en tirant aussi toutes les conséquences de ce que pourrait être un vote non, qui pourrait faire glisser la Grèce hors de la zone euro" a-t-il souligné. "Nous, nous ne souhaitons pas, vous le savez, ni hier ni aujourd'hui ni demain, que la Grèce sorte

⁸³ Le Parisien, "A trois jours du référendum, la Grèce sous pression des dirigeants européens", *Le Parisien.fr*, 02/07/2016, disponible en ligne, <http://www.leparisien.fr/international/a-trois-jours-du-referendum-la-grece-sous-pression-des-dirigeants-europeens-02-07-2015-4913187.php>, consulté le 03/05/2016

⁸⁴ Le Parisien, "A trois jours du référendum, la Grèce sous pression des dirigeants européens", *Ibid.*

de la zone euro. Nous avons besoin de la Grèce dans la zone euro”. Cependant, peu de dirigeants allemands (l'ex-chancelier SPD Helmut Schmidt faisant exception) estiment que “Sauver la Grèce, c'est sauver l'Europe⁸⁵.”

Après la victoire du “non”, Angela Merkel et François Hollande devaient décider de la base sur laquelle ils pourraient reprendre des discussions avec Mr Tsipras et la façon dont ils allaient gérer une éventuelle sortie de la Grèce si Tsipras ne jouait pas le jeu⁸⁶. Cependant, comme mentionné par Alexandre Boudet, journaliste, après un week-end de déchirement européen et au terme de 17 heures de négociations entre chefs d'Etats, François Hollande et Angela Merkel se sont finalement mis d'accord avec Alexis Tsipras pour faire émerger les conditions d'un maintien de la Grèce dans la zone euro. Un accord qui a ensuite reçu le soutien unanime des dix-neuf représentants des Etats possédant la monnaie unique. “Il fallait garder ce rapport franco-allemand, cette relation entre madame Merkel et moi-même, qui est nécessaire si on veut aboutir à un compromis”, a déclaré le chef d'Etat français⁸⁷. Alexandre Boudet met en avant la volonté des deux leaders européens de travailler main dans la main. “Aucune solution ne pourra être trouvée s'il n'y a pas entre Angela Merkel et François Hollande (...) une conversation en profondeur, en vérité”, a dit Michel Sapin, le ministre des finances français sur Europe 1⁸⁸.

L'Allemagne a envisagé le référendum avec une certaine fermeté en introduisant le Grexit comme une solution valable après le résultat du *non* du référendum. En revanche, la France a essayé d'apaiser les tensions puisqu'elle était en faveur du maintien de la Grèce dans la zone euro. En outre, les Etats-Unis ont joué le rôle de médiateur entre les européens et les grecs tout en évitant le Grexit.

⁸⁵ Le Parisien, “A trois jours du référendum, la Grèce sous pression des dirigeants européens”, *Ibid*.

⁸⁶ Antonin André et B.B, “Grèce : Hollande et Merkel, la réunion de crise”, *Europe 1.fr*, 06/07/2015, disponible en ligne, <http://www.europe1.fr/politique/grece-hollande-et-merkel-la-reunion-de-crise-1364872>, consulté le 03/05/2015

⁸⁷ Alexandre, Boudet, “Accord sur la Grèce: pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras”, *le huffingtonpost.fr*, 06/07/2015, disponible en ligne, http://www.huffingtonpost.fr/2015/07/10/accord-grece-pourquoi-hollande-tant-voulu-compromis-merkel-tsipras_n_7768206.html, consulté le 04/05/2016

⁸⁸ Alexandre, Boudet, *ibid*

II. A La position de la France

Comme expliqué dans *Paris Match*, les dirigeants français ont mis l'accent sur les valeurs européennes qui seraient en péril, ainsi que sur l'importance de la civilisation grecque. Lors de la période avant le résultat du référendum, on estime qu'il faudra bien se remettre autour de la table et reprendre les discussions, quel que soit le résultat de ce vote. François Hollande a mis l'accent sur le fait que la Grèce doit rester dans la zone euro car la sortie du pays de la zone monétaire constituerait un échec européen. Le président français est caractérisé, par les médias anglo-saxons, comme “le seul allié qui reste à la Grèce”⁸⁹.

Comme souligné dans *Paris Match* dès le 3 juillet 2015, soit deux jours avant le référendum, c'est François Hollande qui a pris l'initiative d'une réunion bilatérale franco-allemande afin de se mettre d'accord sur l'avenir de la Grèce. L'objectif du gouvernement français était de définir une ligne commune à Paris et Berlin alors que l'ensemble des observateurs se délectait à analyser les “fissures” du couple franco-allemand. Autrement dit, les hommes politiques français visaient l'unité de l'Union européenne et le renforcement de la solidarité entre les Etats-membres⁹⁰.

Le Monde a mis en évidence le même point de vue sur la position du président français face aux allemands. François Hollande a, en fait, pris le contre-pied de la chancelière allemande qui avait rejeté, lundi 29 juin soit quelques jours avant le référendum, devant les députés de la CDU, la reprise des négociations avant le référendum. Pour Angela Merkel, il n'y a que deux conditions pour la continuation de nouvelles discussions, soit l'annulation du référendum soit la victoire du *oui*. Le président français qui a mis en garde contre “les affirmations péremptoires et les ruptures brutales visiblement agacé par la tournure des événements”⁹¹. Le chef d'état a expliqué : “Je pense que nous devons toujours rechercher

⁸⁹ Paris Match, “Après le “non” au referendum François Hollande, le dernier allié de la Grèce”, *Paris match.com*, 07/07/2015, disponible en ligne, <http://www.parismatch.com/Actu/Politique/Franc-ois-Hollande-le-dernier-allie-de-la-Gre-ce-796062>, consulté le 20/12/2015

⁹⁰ Paris Match, “Après le “non” au referendum François Hollande, le dernier allié de la Grèce”, *ibid*

⁹¹ Le Monde.fr, “La crise grecque met le tandem franco-allemand à l'épreuve”, *Le Monde.fr*, 02/07/2015, disponible en ligne, http://www.lemonde.fr/crise-de-l-euro/article/2015/07/02/la-crise-grecque-met-le-tandem-franco-allemand-a-l-epreuve_4666923_1656955.html, consulté le 06/05/2016

l'accord, la négociation, la raison, encore faut-il que tout le monde en soit convaincu. [...] La France, elle, se bat, elle n'est pas dans le veto, elle n'est pas dans la brutalité⁹².”

Dans *Le Monde*, il est souligné que le président français a pris une position moins stricte que la chancelière moins stricte que la chancelière en essayant de limiter la crise et en voulant unifier et rendre cohérente la communauté européenne.. En marge d'une visite à Lyon, le chef de l'Etat a déclaré : “ Il faut être clair : l'accord, c'est tout de suite, il ne peut pas être différé, il faut qu'il vienne.” Alors que M. Hollande expliquai qu'il fallait absolument attendre le vote des Grecs avant de prendre des décisions, il a annoncé, par la suite, qu'il fallait trouver un accord européen avant le référendum : “Je veux qu'on puisse trouver un accord en fonction des règles européennes. Il doit être trouvé avant le référendum, ça n'aura plus grand sens après la consultation. S'il ne peut pas être trouvé, alors le référendum aura lieu avec les conséquences que l'on sait ⁹³.”

Les rédacteurs du *Monde* justifient que ce changement de ton du président français, qui constitue une surprise pour Berlin, est justifié par le fait que Paris redoute les conséquences imprévisibles d'un Grexit. Il est étonnant qu'à aucun moment, depuis la montée au pouvoir d'Alexis Tsipras, François Hollande n'ait pas utilisé son poids politique pour faire face à Angela Merkel. Cette divergence de point de vue entre Paris et Berlin intervient à un moment de très intense irritation puisque la France espère encore garantir l'intégrité de la zone euro. C'est pour cette raison que François Hollande a effectué des efforts pour convaincre directement Alexis Tsipras d'annuler le référendum ou au moins pour le dissuader de faire campagne pour le *non* a précisé un officiel français ⁹⁴.

Le Monde a couvert les déclarations des autres membres du gouvernement français qui montrent une sorte de compréhension envers le peuple grec, tout en mettant en valeur l'importance de la Grèce pour l'Europe. “Le président a redit, de façon plus incisive, ce qu'il ne cesse de répéter depuis plusieurs jours : oui, un accord est possible, mais pour cela, il faut négocier”, explique l'un de ses conseillers qui précise que les déclarations s'adressent autant à Angela Merkel qu'à Alexis Tsipras. Etant dans le même état d'esprit,

⁹² Le Monde.fr, “La crise grecque met le tandem franco-allemand à l'épreuve”, *ibid*

⁹³ Le Monde.fr, “La crise grecque met le tandem franco-allemand à l'épreuve”, *ibid*

⁹⁴ Le Monde.fr, “La crise grecque met le tandem franco-allemand à l'épreuve”, *ibid*

le président de l'Assemblée nationale, le socialiste Claude Bartolone, a exprimé son désaccord face à la position d'Angela Merkel, qualifiant de "faute" le refus de l'Allemagne de reprendre les négociations avec les Grecs. "L'Europe sans la Grèce ne serait plus tout à fait l'Europe", a déclaré M. Bartolone sur France Info⁹⁵.

La position française a pris une nouvelle dynamique après la victoire du "non". Les rédacteurs de *Paris Match* confirment qu'après le résultat du référendum, François Hollande est le dernier chef d'Etat de l'U.E., sinon le seul, à plaider la cause d'Alexis Tsipras dont le peuple a massivement rejeté les conditions imposées par Bruxelles à Athènes : "Il faut que tu m'aides à t'aider. Donne-moi des cartouches. Je peux convaincre nos partenaires de venir à une réunion exceptionnelle de la zone euro, mais il faut que tu t'y rendes avec des propositions sérieuses⁹⁶", a confié le président au Premier ministre grec le soir du résultat du "non" du référendum.

Alexandre Boudet introduit les déclarations des dirigeants français pour illustrer leur état d'esprit face au résultat du référendum. "C'est la Grèce qui est dans la difficulté, c'est au gouvernement de monsieur Tsipras de faire au plus vite des propositions à partir desquelles nous pourrions rouvrir des discussions⁹⁷", ont confirmé Michel Sapin et Stéphane Le Foll, le porte-parole du gouvernement sur BFMTV. "La France est prête à faire en sorte que dans les premiers temps, les premières années, la dette soit allégée⁹⁸", a d'ores et déjà reconnu Michel Sapin qui a essayé de se rapprocher d'Athènes.

"C'est un choix légitime et démocratique. Il faut le respecter. Mais c'est difficile d'en comprendre le sens⁹⁹", analyse sur Europe 1 Michel Sapin après le vote *non* du référendum grec. Cependant Michel Sapin soutient que malgré le choix respectable du peuple grec, le

⁹⁵ Le Monde.fr, "La crise grecque met le tandem franco-allemand à l'épreuve", *ibid*

⁹⁶ Paris Match, "Après le "non" au referendum François Hollande, le dernier allié de la Grèce", *ibid*

⁹⁷ Alexandre Boudet, "Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel", *huffingtonpost.fr*, 06/07/2015, disponible en ligne, http://www.huffingtonpost.fr/2015/07/06/grece-hollande-cherche-bonne-parade-tsipras-merkel_n_7733606.html, consulté le 07/06/2016

⁹⁸ Alexandre Boudet, "Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel", *ibid*

⁹⁹ Jean-Pierre Elkabbach, "Sapin : "c'est au gouvernement grec de faire des propositions"", *Europe 1.fr*, 06/07/2015, disponible en ligne, <http://www.europe1.fr/economie/sapin-cest-au-gouvernement-grec-de-faire-des-propositions-1364948>, consulté le 07/06/2016

référendum ne règle pas les problèmes soulevés car la reprise des négociations est importante et urgente¹⁰⁰.

Le ministre a accordé beaucoup d'importance à la responsabilité que le gouvernement d'Alexis Tsipras a pris dans les propositions concrètes et sérieuses qu'il doit soumettre pour trouver un accord européen. Le ministre français des Finances analyse :

“Si le sens c'est, le refus de la difficulté connue pendant des années, on peut comprendre ce choix. Si c'est le sens de la fierté d'un peuple qui veut être capable de s'affirmer, on comprend tout à fait. Le vote lui-même ne règle rien de manière automatique. C'est le rejet d'une attitude. Maintenant, c'est au gouvernement grec de faire des propositions¹⁰¹.”

Par ailleurs, ce dernier estime que les négociations s'annoncent compliquées car le fil du dialogue très tendu. En revanche, il soutient que la France est pour un allègement de la dette grecque tout en insistant sur le maintien du pays dans la zone euro. Pour le ministre français, le résultat du référendum étant un problème du caractère national, il ne constitue pas une menace ni pour la stabilité de la zone euro ni pour la France. En outre, il a déclaré: “C'est la Grèce qui est en difficulté. L'Europe n'est pas dans la difficulté, l'Europe est face à une difficulté grecque¹⁰².”

Le dilemme du président français, selon Alexandre Boudet, réside dans la manière dont il doit gérer les conséquences du résultat du *non*. Au final, comment est-ce que M.Hollande va réagir? “A l'allemande c'est à dire à la dure, comme l'invite la droite française qui se place ouvertement dans un scénario de sortie d'Athènes de la zone euro? Ou à la grecque, comme le souhaite la gauche de la gauche qui aimerait voir en François Hollande un soutien indéfectible d'Alexis Tsipras pour tenir tête à Berlin et assouplir les conditions posées par les créanciers?”, se demande le journaliste¹⁰³.

¹⁰⁰ Jean-Pierre Elkabbach, “Sapin : "c'est au gouvernement grec de faire des propositions””, *Ibid.*

¹⁰¹ Jean-Pierre Elkabbach, “Sapin : "c'est au gouvernement grec de faire des propositions””, *Ibid.*

¹⁰² Jean-Pierre Elkabbach, “Sapin : "c'est au gouvernement grec de faire des propositions””, *Ibid.*

¹⁰³ Alexandre Boudet, “Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel”, *Ibid.*

Face à l'Allemagne d'Angela Merkel, qui défend une position intransigeante envers la Grèce, la France tente de jouer le rôle de médiateur en pesant sur les négociations afin d'éviter une sortie de la Grèce de la zone euro. Le *Huffington Post* reprend le reportage du *Figaro* qui cite une "haute source étatique" grecque disant que "cette volonté se traduit très concrètement" puisque le ministère des Finances français a décidé de dépêcher plusieurs experts. Selon le quotidien, "dix fonctionnaires du ministère français des Finances se sont déplacés à Bruxelles pour venir en aide à Euclide Tsakalotos, le nouveau ministre grec des Finances¹⁰⁴". Leur mission est "d'élaborer les nouvelles mesures que le gouvernement grec doit proposer jeudi soir à la Commission européenne". L'information, également reprise par le *Guardian* et la presse grecque, a été démentie par une source française à Bruxelles mais confirmée par Bercy qui évoque cependant moins de dix fonctionnaires¹⁰⁵.

Le *Huffington Post* cite le reportage du quotidien économique grec *Naftemporiki*, qui explique que le programme rédigé par les équipes techniques grecques assistées des experts français sera "un mélange du plan de 47 pages" proposé par les Grecs avant le référendum et des dernières propositions de la Commission européenne. Avec un effort budgétaire évalué entre 10 et 12 milliards d'euros par le quotidien, soit plus que les propositions initiales du gouvernement grec¹⁰⁶.

Selon le *Huffington Post*, avec ce nouveau plan de sauvetage, les dirigeants grecs visent à convaincre ses partenaires européens d'assouplir leur position rigide et de se mettre d'accord sur l'octroi de leur aide financière. De cette manière, la stabilité politique sera restaurée et la sortie du pays de la zone euro sera évitée. En fait, les pays les plus conciliants envers Athènes semblaient vouloir croire à une issue positive après les déclarations alarmistes sur les dangers potentiels. "Le sentiment est que le dialogue est noué ou renoué, qu'il y a une issue", a déclaré le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre

¹⁰⁴ Le Huffington Post avec AFP, "Crise grecque: des experts français de Bercy envoyés à la rescousse d'Athènes", *Le Huffington Post.fr*, 09/07/2015, disponible en ligne, http://www.huffingtonpost.fr/2015/07/09/crise-grecque-experts-francais-bercy-athenes_n_7760386.html, consulté le 06/05/2016

¹⁰⁵ Le Huffington Post avec AFP, "Crise grecque: des experts français de Bercy envoyés à la rescousse d'Athènes", *ibid*

¹⁰⁶ Le Huffington Post avec AFP, "Crise grecque: des experts français de Bercy envoyés à la rescousse d'Athènes", *ibid*

Moscovici¹⁰⁷. Le Premier ministre français, Manuel Valls, avait mis en avant une “réelle volonté d'avancer et de réformes¹⁰⁸”.

François Hollande a essayé d'empêcher la Grèce de sortir de la zone euro. Pendant un entretien téléphonique entre le premier ministre grec et le président français, ce dernier a tenté de rassurer Tsipras, lui promettant qu'il allait le soutenir à la condition qu'il prenne ses responsabilités. “On respecte le vote des Grecs. Tu me dis que tu ne veux pas sortir de l'euro, soit. Mais j'attire ton attention sur le fait que beaucoup de pays d'Europe du Nord sont très remontés. Je suis prêt à t'aider mais il faut que tu me laisses t'aider¹⁰⁹”, a déclaré le président français.

Alexandre Boudet explique que, bien que François Hollande soit très remonté par l'attitude de Tsipras dans cette crise, la France veut garder une position de médiateur, de facilitateur pour tenter d'éviter un Grexit¹¹⁰. Avant qu'un accord ne soit officialisé entre la Grèce et ses créanciers, Guy Verhofstadt, le leader européen des centristes a salué la posture de la France dans les relations européennes tout en essayant d'apaiser les tensions. “La France a joué un rôle important, constructif et positif dans ces négociations¹¹¹”, a estimé l'ancien premier ministre belge sur France Inter quelques minutes seulement avant que le président du Conseil européen, Donald Tusk, n'annonce un accord unanime des 19 chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro sur les conditions d'aide de Berlin et Paris¹¹².

Alexandre Boudet revient sur Emmanuel Macron qui a donné le ton de la posture française sur le référendum. Après avoir estimé que les négociations devaient reprendre indépendamment du résultat, le ministre de l'Economie français a rejeté l'appel à sortir la Grèce de la zone euro lancé plus tôt par Alain Juppé. “Je ne m'habitue ni au cynisme des dirigeants grecs qui ont posé une question biaisée, ni aux populistes, parce que leur opinion publique

¹⁰⁷ Le Huffington Post avec AFP, “Crise grecque: des experts français de Bercy envoyés à la rescousse d'Athènes”, *ibid*

¹⁰⁸ Le Huffington Post avec AFP, “Crise grecque: des experts français de Bercy envoyés à la rescousse d'Athènes”, *ibid*

¹⁰⁹ Antonin André et B.B, “*Europe 1.fr*, “Grèce : Hollande et Merkel, la réunion de crise”, *Ibid*.

¹¹⁰ Alexandre, Boudet, “Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras”, *Ibid*.

¹¹¹ Alexandre, Boudet, “Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras”, *Ibid*.

¹¹² Alexandre, Boudet, “Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras”, *Ibid*.

le leur demande, considèrent que la solution à tous nos problèmes serait de sortir la Grèce de la zone euro¹¹³”, confiait-il avant le résultat du référendum.

Les déclarations entre M. Hollande et Mme Merkel ont laissé apparaître une différence importante par rapport à leurs conceptions de la négociation et à leurs volontés finales. Alexandre Boudet analyse la nature des relations Hollande-Merkel. Selon lui, elles reflètent une certaine répartition des rôles entre les deux plus grands pays européens. Contrairement à l'intransigeance d'Angela Merkel, l'Élysée a cherché à faire le pont entre Alexis Tsipras et ses créanciers pour la bonne continuation du dialogue. “Il a réussi à convaincre la Chancelière de résister à sa coalition et notamment son ministre des Finances qui voulait sortir la Grèce de l'euro”, croit savoir un cadre socialiste¹¹⁴ .

Selon Alexandre Boudet, François Hollande a comme objectif la reprise harmonieuse des négociations car il assure, à l'issue de sa rencontre avec Angela Merkel, que “la porte est ouverte aux discussions¹¹⁵” avec la Grèce, précisant en même temps que le gouvernement grec devait faire des propositions “sérieuses”. De plus, il a mis l'accent sur les dangers engendrés par cette situation en insistant, dans une courte déclaration à l'Élysée, avant de céder la parole à la chancelière allemande qu'il y a “urgence pour la Grèce, urgence pour l'Europe¹¹⁶”. Il estime que cette déclaration signifie que les conditions pour de nouvelles “négociations” avec la Grèce n'étaient “pas réunies” et que c'est la responsabilité du Premier ministre grec Alexis Tsipras de faire des propositions “précises¹¹⁷”.

Alexandre Boudet, souligne que François Hollande a effectué de multiples entretiens avec les dirigeants européens pour éviter une division absolue de la zone euro et éviter le chaos dans toute la communauté. Le président français a suivi en temps réel ce qui se passait à

¹¹³ Alexandre Boudet, “Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel”, *Ibid.*

¹¹⁴ Alexandre, Boudet, “Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras”, *Ibid.*

¹¹⁵ Alexandre Boudet, “Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel”, *Ibid.*

¹¹⁶ Alexandre Boudet, “Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel”, *Ibid.*

¹¹⁷ Alexandre Boudet, “Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel”, *Ibid.*

Athènes, “comme si la soirée électorale se déroulait dans l’Hexagone”¹¹⁸. Cependant, les dirigeants ont mis en lumière peu de parties de ces conversations parce que les entretiens en question étaient peu médiatisés¹¹⁹.

Selon Alexandre Boudet, Angela Merkel et le ministre allemand des Finances ont joué le rôle du “bad cop” “le rôle du “bad cop” en incarnant une ligne dure envers Athènes, laissant entendre qu'elle s'accommoderait du Grexit si Athènes ne validait pas des réformes proches de celles proposées avant le référendum”, estime le journaliste¹²⁰.

François Hollande, même s’il n’a pas repris à son compte l’idée d’un veto au Grexit soufflée par une partie de la gauche française, a tenu le rôle du “good cop”. Le soutien français est mis en avant par des petites mesures symboliques comme l’aide apportée par Bercy à Athènes pour mettre au point la rédaction des propositions adressées à la troïka. “Je crois que si nous avions un autre président de la République, l’Europe aurait déjà acté le Grexit et on serait déjà en train de préparer la sortie”, estime Corinne Narassiguin, porte-parole du PS¹²¹.

Officiellement, et même si Bercy avait commencé à considérer ce scénario, la France n’a jamais pris en compte cette hypothèse. Alexandre Boudet précise que François Hollande a toujours donné l’impression de chercher, à tout prix, un compromis puisqu’il avait l’habitude de parler d’une “autre solution”, en évitant de nommer le terme “Grexit”. En fait, la phrase préférée du président de la République française pendant ces négociations a été : “Tout doit être fait pour trouver un accord”. Le gouvernement français a même approuvé les propositions de la Grèce alors qu’elles étaient rejetées par l’Eurogroupe. Ces propositions ont débouché sur les dernières heures de négociations avec Angela Merkel¹²².

¹¹⁸ Alexandre Boudet, “Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel”, *Ibid.*

¹¹⁹ Alexandre Boudet, “Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel”, *Ibid.*

¹²⁰ Alexandre Boudet, “Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel”, *Ibid.*

¹²¹ Alexandre Boudet, “Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel”, *Ibid.*

¹²² Alexandre, Boudet, “Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras”, *Ibid.*

En revanche, une partie des hommes politiques français caractérisent les tactiques du président français de dangereuses. Ainsi, l'opposition remet en cause la position de François Hollande en soutenant que ce double discours aurait pu, à tout moment faire échouer les négociations. "L'attitude de François Hollande depuis le début de la crise contribue à affaiblir les positions des négociateurs. Le chef de l'Etat envoie des messages contradictoires en permanence : il veut donner le sentiment qu'il est sur la ligne de Mme Merkel tout en laissant entendre à M. Tsipras qu'il comprend sa démarche. En finissant, M. Hollande met en péril les négociations," a déclaré François Fillon dans le Figaro ¹²³.

En suivant la même ligne politique, Nicolas Sarkozy a accusé le chef de l'Etat dans une réunion à Bruxelles tenue par le Parti populaire européen (PPE, auquel le parti Les Républicains est rattaché) :

"Il faut que M. Hollande se ressaisisse et reconstitue une unité avec la chancelière allemande. Ce fut une erreur de laisser à penser, comme l'a fait M. Hollande depuis sept mois, à M. Tsipras qu'il pouvait avoir un chèque sans conditions de la part de ses partenaires de la zone euro sans faire les réformes dont nous avons besoin", a-t-il taclé.

La droite a suivi la même ligne après l'accord : "Le compromis trouvé ne doit rien à François Hollande qui a incarné la faiblesse durant les négociations", a ainsi réagi le député Eric Ciotti ¹²⁴.

Selon Alexandre Boudet, M. Hollande a des raisons de vouloir maintenir, à tout prix, la Grèce dans la zone euro. La première est d'ordre géopolitique. La communauté serait en danger dans le cas où un pays situé à la lisière de l'Europe sortirait de l'UE. Cette position est défendue par Jacques Delors, mentor du chef de Etat et ancien président de la Commission européenne ¹²⁵. Un Grexit pourrait déstabiliser la sécurité de l'U.E. et bouleverser les relations entre l'Union et les pays voisins qui ne sont pas pays-membres de la communauté

¹²³ Alexandre, Boudet, "Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras", *Ibid.*

¹²⁴ Alexandre, Boudet, "Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras", *Ibid.*

¹²⁵ Alexandre, Boudet, "Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras", *Ibid.*

européenne. Etant donné que la crise économique a bel et bien influencé les relations entre les états, une sortie d'un pays dont la position géographique est aussi importante pourrait provoquer des problèmes concernant le flux migratoire ou la défense de l'Union¹²⁶.

Dans le secteur économique, la France visait à éviter les répercussions d'une possible contagion. "Notre crainte réside dans l'effet de second tour. Les tensions sur des pays périphériques peuvent provoquer un ralentissement de croissance dans ces pays, et donc ensuite dans l'ensemble de la zone euro¹²⁷", expliquait Michel Sapin à Mediapart. Mais surtout, l'Elysée n'a cessé de mettre en avant le rôle historique de la France. François Hollande a déclaré qu'il n'avait jamais voulu prendre le risque d'être celui qui mettrait la zone euro en danger ou faire sortir un de ses membres : "La France a toujours cherché à faire avancer l'Europe et je ne vais pas ne pas être conforme à cette histoire, j'allais dire presque à sa dignité. La France cherche toujours l'accord, le compromis, elle l'a toujours fait, c'est sa place dans l'Europe, c'est sa place historique"¹²⁸.

De même, ces raisons historiques ont poussé François Hollande à chercher la réconciliation des pays membres de l'Union Européenne et l'indulgence envers les grecs. Selon Mr Boudet : "le président français explique qu'il n'a jamais voulu prendre le risque d'être celui qui serait à l'origine de l'explosion de la zone euro ni même de l'éviction d'un de ses membres¹²⁹."

Les raisons de cette position sont de nature politique. Alexandre Boudet estime que les français aimeraient en réalité jouer les médiateurs dans cette crise c'est-à-dire garder une attitude quasiment neutre comme ils l'ont fait en en 2012, quand, tout juste élu, François Hollande portait l'espoir de toute la gauche européenne. Selon le journaliste, le président français a provoqué la déception des hommes politiques de gauche "dans la mesure où le

¹²⁶ Alexandre, Boudet, "Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras", *Ibid.*

¹²⁷ Alexandre, Boudet, "Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras", *Ibid.*

¹²⁸ Alexandre, Boudet, "Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras", *Ibid.*

¹²⁹ Alexandre, Boudet, "Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras", *Ibid.*

chef de l'Etat avait quasiment failli à sa promesse de renégocier le traité budgétaire européen¹³⁰”.

Alexandre Boudet confirme que le président tente de ressouder la gauche. Trois ans plus tard, même si le fossé s'est encore creusé entre certains pays du sud et ceux du nord, “il espère à nouveau reprendre un rôle de passerelle entre les deux camps¹³¹”. Par conséquent, la position plutôt accommodante du président avec Athènes lui permettrait de regagner une partie de la confiance perdue auprès des déçus par ses décisions en matière européenne. Parce que les français méprisent ce qui se passe sur la scène internationale, FH souhaitait gagner du terrain en restaurant sa popularité grâce à l'accord avec la Grèce. Selon M. Boudet, “en ne suivant pas la ligne allemande sur le dossier grec, Hollande a donc voulu montrer qu'il n'est pas un partisan de l'austérité à tout prix¹³².”

“François Hollande en récupérant la victoire de Merkel visait à prouver qu'il était de gauche”, analyse Romaric Godin¹³³. Autrement dit, selon le journaliste, en s'opposant à M. Schaeuble et en soutenant M. Tsipras, M. Hollande a poursuivi le renforcement de sa dynamique au sein du parti socialiste sans vraiment introduire de propositions durables pour la gestion de la crise grecque. Pourtant cette position amicale de la France envers la Grèce se traduit aussi comme une incapacité du gouvernement français à s'opposer aux dirigeants allemands. Romaric Godin avoue qu'il ne connaît pas la position de la France face à la crise grecque. Le journaliste explique que la France ayant peur de son état économique difficile n'a ni examiné les propositions grecques avant la victoire du *non* du référendum ni introduit une alternative face à la politique d'austérité extrême. “La position de la France est celle de l'Allemagne. Franchement je n'ai jamais vu la France s'opposer à l'Allemagne. Je n'ai jamais vu une vraie opposition envers l'Allemagne sur le plan économique ou la crise grecque.” Le journaliste révèle que le vrai débat s'est joué entre Mme

¹³⁰ Alexandre Boudet, “Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel”, *Ibid.*

¹³¹ Alexandre, Boudet, “Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras”, *Ibid.*

¹³² Alexandre, Boudet, “Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras”, *Ibid.*

¹³³ Entretien avec Romaric Godin, Paris, le 16/03/2016

Merkel et M.Schaeuble, et que Les français étaient en dehors de la procédure : “Le soutien de la France était un jeu de communication¹³⁴.”

Amelie Poinssot, journaliste à Mediapart, partage aussi l’opinion de Romaric Godin, soulignant que même si François Hollande a essayé de se montrer condescendant envers les grecs, son opposition face à l’austérité était faible voire même inexistante :

“La crise grecque paradoxalement n’a pas eu un impact sérieux sur notre gouvernement... Le gouvernement français n’était pas beaucoup mobilisé. En fait, cette crise a clarifié politiquement le fait que notre gouvernement ne mène pas une politique de gauche et il n’a pas saisi l’opportunité de remettre en cause cette politique d’austérité. Au contraire, il continuait à se plier au dogme d’austérité, en échouant à renverser ce rapport de force dominant l’Europe¹³⁵.”

II. B La position de l’Allemagne

A partir de l’éclatement de la crise grecque, les allemands étaient chargés de la gestion de la crise quasiment dans son entier. Etant donné qu’il s’agissait du pays le plus peuplé et le plus puissant économiquement au centre de l’Europe, l’Allemagne était en tête des négociations et des décisions sur le traitement de la crise. Afin d’empêcher la Grèce de sortir de la zone euro et que cela aboutisse à un Grexit chaotique avec des conséquences fatales et imprévisibles pour les pays et la zone euro¹³⁶.

Les dirigeants allemands ont pris une position plus stricte sur l’avenir de la Grèce dans la zone euro après l’annonce du référendum puisqu’ils ont proposé des mesures strictes qui mettent en jeu la stabilité économique et politique du pays et dans une certaine mesure l’avenir de la zone euro. La mise en avant du Grexit comme une solution valable démontre

¹³⁴ Entretien avec Romaric Godin, Paris, le 16/03/2016

¹³⁵ Entretien avec Amelie Poinssot, Paris, le 07/04/2016

¹³⁶ Françoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, par Joschka Fischer”, *Mediapart - le blog de Diehlmann Françoise*, 24/08/2015 (traduction), disponible en ligne, <https://blogs.mediapart.fr/francoise-diehlmann/blog/240815/crise-grecque-decision-fatale-pour-une-europe-allemande-par-joschka-fischer>, consulté le 10/05/2016

la position intransigeante du gouvernement allemand qui a eu tendance à l'emporter sur les négociations d'une manière despotique. L'Allemagne a voulu imposer ses valeurs au reste de l'Europe comme : la discipline et l'austérité, sans prendre en compte que les répercussions d'une telle position seraient graves tant au niveau européen qu'international.

Contrairement aux autres membres du gouvernement allemand, comme M. Schaeuble, Angela Merkel s'est montrée plus ouverte aux discussions en soulignant la responsabilité de la Grèce face à l'assainissement de son économie budgétaire. En fait, la chancelière allemande rappelle que la Grèce n'est pas seule en Europe. "Nous sommes 18 à avoir la même monnaie donc tout le monde doit être responsable et faire preuve de solidarité", a-t-elle déclarée¹³⁷. Cependant, certains membres du gouvernement allemand ont réagi de manière virulente comme le ministre allemand de l'économie, Sigmar Gabriel, qui a affirmé que de nouvelles négociations avec Athènes paraissaient désormais "difficilement imaginable"¹³⁸. De plus, le vice-chancelier social-démocrate du gouvernement d'Angela Merkel a estimé que le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, avait "coupé les derniers ponts"¹³⁹ entre son pays et l'Europe.

Comme expliqué dans l'article du *Figaro*, durant la crise grecque, l'Allemagne a toujours adopté un discours très ferme et stricte, martelant sans cesse que la priorité était aux mesures d'austérité malgré l'asphyxie de l'économie du pays. Certains économistes et responsables politiques ont dénoncé les pratiques menées par l'Allemagne. Ils ont accusé les dirigeants du pays d'imposer un "diktat" lors des dernières négociations entre la Grèce et ses créanciers européens mi-juillet 2015 autour d'un troisième plan d'aide¹⁴⁰.

¹³⁷ Francetvinfo, "Référendum grec: Hollande et Merkel sur la même longueur d'onde", *Francetvinfo*, 07/07/2015, disponible en ligne, http://www.francetvinfo.fr/monde/grece/referendum-grec-hollande-et-merkel-sur-la-meme-longueur-d-onde_987457.html, consulté le 30/04/2016.

¹³⁸ L'express l'expansion "A quoi tient le maintien de la Grèce dans la zone euro", *L'express.fr*, 06/07/2015, disponible en ligne, http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/a-quoi-tient-le-maintien-de-la-grece-dans-la-zone-euro_1696523.html, consulté le 20/12/2015

¹³⁹ Les Echos, "Référendum: La Grèce a dit non", *Les echos.fr*, 05/07/15, disponible en ligne, http://www.lesechos.fr/05/07/2015/lesechos.fr/021187776951_referendum--la-grece-a-dit-non.htm, consulté le 12/12/2015

¹⁴⁰ Lefigaro.fr, AFP, AP, Reuters Agences, "La crise grecque a largement profité à l'Allemagne", *lefigaro.fr*, 10/08/2015, disponible en ligne, <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/08/10/20002-20150810ARTFIG00238-la-crise-grecque-a-largement-profite-a-l-allemande.php>, consulté le 05/06/2016

Jean-Baptiste Duval, chef de rubrique Economie au Huffington Post, soutient qu'en l'espace d'une semaine, à partir de l'annonce du référendum, l'intransigeance d'Angela Merkel a freiné les desseins d'Alexis Tsipras. L'U.E. se trouve divisé face à la décision du premier ministre grec. L'économiste Paul Krugman résume bien l'ambiance de ce weekend : "une reddition substantielle n'est pas suffisante pour l'Allemagne, elle veut un changement de régime et une humiliation totale"¹⁴¹. L'Allemagne a fait connaître sa position stricte et rigide. Même si le pays applique les réformes, la restructuration de la dette constitue un sujet épineux. Pourtant, sans restructuration de la dette, Alexis Tsipras n'aura pas le soutien de sa majorité¹⁴².

Jean-Baptiste Duval précise que ça a été la première fois où le Grexit n'a plus été considéré comme un tabou mais au contraire, comme une solution valable. L'Allemagne a ouvertement fait du Grexit sa solution préférée. Etant donné qu'elle ne pouvait pas expulser la Grèce de l'U.E., elle a imposée une série de mesures d'austérité extrêmes. Jean-Baptiste Duval qualifie ces plans de sauvetages comme "humiliants"¹⁴³. Joe, journaliste, cite une partie du projet de Grexit :

"En cas d'échec à trouver un accord, la Grèce se verrait proposer de négocier rapidement une sortie temporaire de la zone euro, avec la possibilité de restructurer sa dette"¹⁴⁴.

Dans le cas où Berlin propose une alternative guère plus ragoutante, c'est-à-dire que la Grèce devrait créer un fond délocalisé au Luxembourg pour recueillir le produit des privatisations. Le montant évoqué est de 50 milliards d'euros¹⁴⁵.

Selon Françoise Diehlmann, germaniste : "Merkel et Schäuble ont négocié sans compromis à Bruxelles, l'Allemagne était à leurs yeux plus importante que l'Europe. Une grande

¹⁴¹ Jean-Baptiste, Duval, "Grèce: pourquoi l'Allemagne d'Angela Merkel exige toujours plus de sacrifices", *Le huffingtonpost.fr*, 13/07/2015, disponible en ligne, http://www.huffingtonpost.fr/2015/07/13/grece-allemande-merkel-tsipras-eurogroupe-grexit_n_7780784.html, consulté le 12/05/2016

¹⁴² Jean-Baptiste, Duval, "Grèce: pourquoi l'Allemagne d'Angela Merkel exige toujours plus de sacrifices", *Ibid.*

¹⁴³ Jean-Baptiste, Duval, "Grèce: pourquoi l'Allemagne d'Angela Merkel exige toujours plus de sacrifices", *Ibid.*

¹⁴⁴ Jean-Baptiste, Duval, "Grèce: pourquoi l'Allemagne d'Angela Merkel exige toujours plus de sacrifices", *Ibid.*

¹⁴⁵ Jean-Baptiste, Duval, "Grèce: pourquoi l'Allemagne d'Angela Merkel exige toujours plus de sacrifices", *Ibid.*

idée pourrait donc échouer à jamais.” Francoise Diehlmann traduit la tribune de Joschka Fischer, ancien ministre écologiste des Affaires étrangères d’Allemagne, dans le quotidien allemand, *Süddeutsche Zeitung*, pour mettre en avant le phénomène de l’Europe allemande¹⁴⁶.

La nuit du 12 au 13 Juillet 2015 marque le changement fondamental de l’Union Européenne. Toutes ces longues négociations à Bruxelles, ont influé sur la nature de la Communauté tant au niveau économique que politique. Selon Joschka Fischer, l’Allemagne telle que nous la connaissons depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale s’est fondamentalement transformée cette nuit-là. Son rôle mais aussi sa définition d’elle-même en Europe et pour l’Europe ont changé¹⁴⁷.

La ténacité de Wolfgang Schäuble sur le Grexit comme solution valable provoque un conflit massif au sein de la zone euro qui est loin d’être éliminé. Joschka Fischer, confirme que Schäuble “veut faire de la réduction de la dette pour la Grèce un levier pour la réalisation de son idée d’un Grexit volontaire¹⁴⁸”. Cette position du ministre allemand soulève la question fondamentale de la relation entre le sud latin et le nord de l’Europe. La conviction que l’euro pourrait servir à rééduquer économiquement le Sud pourrait mettre en danger, non seulement la Grèce, mais aussi l’ensemble du projet européen fondé sur les principes de la diversité et de la solidarité¹⁴⁹.

Marc Vignaud, journaliste, cite les déclarations d’Emmanuel Macron, ministre français de l’Économie : “Wolfgang Schäuble veut une plus grande intégration de la zone euro. Sa condition préalable pour aller dans ce sens, c’était la sortie de la Grèce, car (dans son esprit, *ndlr*) cela aurait restauré la crédibilité des règles communes¹⁵⁰”. Selon le journaliste, Wolfgang Schäuble s’oppose vivement à l’idée d’une union budgétaire dans le cadre de la

¹⁴⁶ Francoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, par Joschka Fischer”, *Ibid.*

¹⁴⁷ Francoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, par Joschka Fischer”, *Ibid.*

¹⁴⁸ Francoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, par Joschka Fischer”, *Ibid.*

¹⁴⁹ Francoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, par Joschka Fischer”, *Ibid.*

¹⁵⁰ Marc Vignaud, “Pourquoi Schäuble rêve toujours d’un Grexit”, *Le Point*, 18/07/2015, disponible en ligne, http://www.lepoint.fr/economie/pourquoi-schauble-reve-toujours-d-un-grexit-17-07-2015-1949590_28.php, consulté le 10/05/2016

zone euro où Berlin subventionnerait Athènes. En revanche, il n'est pas si soucieux de s'assurer le remboursement de l'argent allemand prêté à la Grèce. Par ailleurs, un Grexit signifierait automatiquement un coût bien supérieur au nouveau plan de sauvetage pour les contribuables allemands puisqu'Athènes ne serait pas capable de rembourser avec une monnaie dévaluée¹⁵¹.

L'ancien directeur général du Fonds Monétaire International, Dominique Strauss-Kahn, a pris une position stricte envers la politique allemande. Il a accusé l'Allemagne "d'imposer un "diktat" qui peut mener l'Union européenne à sa perte¹⁵²". "Dominique Strauss-Kahn estime que la longue nuit de négociations après laquelle le Premier ministre grec Alexis Tsipras a accepté un plan de sauvetage en échange de mesures draconiennes a été dictée par l'idéologie et non l'intérêt européen¹⁵³."

M. Strauss-Kahn parle d'un climat dévastateur et il s'adresse aux allemands et à sa culture qui incarne et revendique [...] une solidarité citoyenne... Sans discuter en détail les mesures imposées à la Grèce pour savoir si elles sont bienvenues, légitimes, efficaces, adaptées, ce que je veux souligner ici c'est que le contexte dans lequel ce diktat a eu lieu crée un climat dévastateur¹⁵⁴."

M. Strauss-Kahn met en avant la tendance à imposer une idéologie particulière opposée à celle du gouvernement grec. Il accuse l'Allemagne d'avoir voulu saisir :

"L'occasion d'une victoire idéologique sur un gouvernement d'extrême gauche au prix d'une fragmentation de l'Union. A compter nos milliards plutôt qu'à les utiliser pour construire, à refuser d'accepter une perte – pourtant évidente – en repoussant toujours un engagement sur la réduction de la dette, à préférer humilier un peuple parce qu'il est incapable de se réformer, à faire passer des ressentiments – pour jus-

¹⁵¹ Marc Vignaud, "Pourquoi Schäuble rêve toujours d'un Grexit", *Le Point.fr*, *ibid*

¹⁵² Ouest France, "Grèce. DSK dénonce le "diktat" allemand", *Ouest France*, 19/07/2015, disponible en ligne <http://www.ouest-france.fr/europe/grece-dsk-sen-prend-lattitude-de-lallemagne-3569911>, consulté le 05/05/2016

¹⁵³ Ouest France, "Grèce. DSK dénonce le "diktat" allemand", *Ouest France*, 19/07/2015, *ibid*

¹⁵⁴ Ouest France, "Grèce. DSK dénonce le "diktat" allemand", *Ouest France*, 19/07/2015, *ibid*

tifiés qu'ils soient – avant des projets d'avenir, nous tournons le dos à ce que doit être l'Europe¹⁵⁵.”

L'ex-directeur du FMI affirme que cette tactique mène à une impasse et met en danger la cohérence et l'harmonie de l'Union :

“Nous dépensons nos forces en querelles intestines et nous prenons le risque d'enclencher un mécanisme d'éclatement. Nous en sommes là. Un fonctionnement de la zone euro dans lequel vous, mes amis allemands, suivis par quelques pays baltes et nordiques, imposeriez votre loi sera inacceptable pour tous les autres¹⁵⁶.”

Jean-Baptiste Duval met en lumière le fait qu'au fil des négociations avec la Grèce, Angela Merkel est devenue l'incarnation de la rigueur budgétaire. Pourtant, elle n'est pas la seule représentante de ce mouvement en Europe. L'intransigeance de la chancelière n'est pas la seule raison au blocage des négociations. La Lettonie, l'Estonie, la Lituanie, la Slovaquie, la Hollande et la Finlande sont des pays qui défendent l'austérité de la chancelière à l'austérité. Jean-Baptiste Duval explique leur attitude en se basant sur les repères historiques de ces pays¹⁵⁷ :

“Issues de l'ex bloc soviétique, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Slovaquie ont longtemps clamé qu'elles étaient trop pauvres pour payer les erreurs d'une Grèce plus riche, et l'exhortaient à se soumettre aux mesures d'austérité et aux réformes prévues par le programme de sauvetage de 240 milliards d'euros proposé par ses créanciers¹⁵⁸.”

Pour Henrik Uterwedde, chercheur à l'Institut franco-allemand, la fermeté allemande est partagée par les Européens en général. En fait, il souligne qu'il serait “caricatural” de dessiner une opposition uniquement entre l'Allemagne et la Grèce.

¹⁵⁵ Ouest France, “Grèce. DSK dénonce le "diktat" allemand”, *Ouest France*, 19/07/2015, *ibid*

¹⁵⁶ Ouest France, “Grèce. DSK dénonce le "diktat" allemand”, *Ouest France*, 19/07/2015, *ibid*

¹⁵⁷ Jean-Baptiste, Duval, “Grèce: pourquoi l'Allemagne d'Angela Merkel exige toujours plus de sacrifices”, *Ibid.*

¹⁵⁸ Jean-Baptiste, Duval, “Grèce: pourquoi l'Allemagne d'Angela Merkel exige toujours plus de sacrifices”, *Ibid.*

“Certes, ce pays met l’accent sur la discipline budgétaire et tient le rôle de "bad cop" dans l’Europe, mais il n’est en aucun cas isolé, [...]r. Les pays de l’Europe de l’Est sont sur la même longueur d’ondes. Ces derniers mois, ce n’est pas l’Allemagne qui était en première ligne pour critiquer la Grèce mais le Portugal et d’autres pays qui ont fait des réformes douloureuses¹⁵⁹.”

Jean-Baptiste Duval souligne qu’en fait, en Slovaquie, le salaire moyen s’élève à 880 euros. “J’ai entendu dire que certains retraités grecs touchaient plus de 1000 euros par mois. C’est outrageant. Je refuse de payer leurs dettes s’ils gagnent des fortunes comparé à mon salaire”, a déclaré à l’AFP Martina Lelovicova, une serveuse à Bratislava, la capitale slovaque. L’argument de ces pays repose sur le fait que ces peuples ont déjà consenti des sacrifices que refuse la Grèce aujourd’hui. Il s’agit d’un argument valable puisque la Lettonie, un pays de 2 millions d’habitants, a subi, lors de la crise mondiale 2008, la plus grave récession au monde avec une baisse du PIB de 25% en deux ans. Cependant, l’octroi du programme d’aide international de 7,5 milliards d’euros, accompagné de réductions drastiques des salaires et des pensions, lui avait permis d’éviter la faillite. Et son économie a renoué avec la croissance¹⁶⁰.

Du côté des Estoniens, Merit Kopli, éditeur en chef de Postimes, le plus grand journal estonien, explique; “Les Estoniens ne comprennent pas l’attitude des Grecs. Nous avons l’habitude de faire des économies et de vivre sobrement”. Ils envisagent sans tabou le “Grexit”, position qui se reflète sur les déclarations du ministre des finances slovaque Peter Kazimir. “[Ce] ne serait pas un problème pour l’Europe”, a jugé le ministre letton des Finances, Janis Reirs, le 7 juillet. “Le cauchemar des “euro-architectes” de voir un pays quitter le club semble un scénario réaliste après le vote négatif de la Grèce¹⁶¹.”

Anne-Laure Delatte, économiste chercheuse au CNRS souligne: “Ce qui peut jouer contre les Grecs est l’idée”, en vogue notamment dans les pays baltes, en Finlande et aux

¹⁵⁹ Oihana, Gabriel “Crise grecque: Pourquoi l’Allemagne est inflexible”, *20minutes.fr*, 07/07/2015, disponible en ligne, <http://www.20minutes.fr/economie/1647655-20150707-crise-grecque-pourquoi-allemande-inflexible>, consulté le 02/05/2016

¹⁶⁰ Jean-Baptiste, Duval, “Grèce: Merkel n’est pas la seule à être intransigeante avec les Grecs (mais c’est elle qu’on voit le plus)”, *Le huffingtonpost.fr*, 09/07/2015, disponible en ligne, http://www.huffingtonpost.fr/2015/07/09/grece-austerite-syriza-podemos-sinn-feinn_n_7743574.html, consulté le 03/05/2016

¹⁶¹ Jean-Baptiste, Duval, “Grèce: Merkel n’est pas la seule à être intransigeante avec les Grecs (mais c’est elle qu’on voit le plus)”, *Ibid.*

Pays-Bas, “que la zone euro se portera mieux sans eux”, ainsi que “la pression des électeurs conservateurs allemands qui refusent de payer davantage¹⁶²”. L’Allemagne et ses alliés tentent d’empêcher à tout prix la croissance et le renforcement de la puissance politique de Syriza, selon Anatole Kaletsky, économiste chez Gavekal Research¹⁶³.

“Les politiques allemands, finlandais et hollandais perdraient toute crédibilité aux yeux de leurs électeurs s’ils récompensaient la défiance politique des Grecs en affaiblissant les règles de l’U.E. En Slovaquie et dans les Etats baltes, les électeurs se révolteraient plutôt que de subventionner les aides de Grecs plus riches. Et dans les autres pays criblés de dette, les parties populistes eurosceptiques comme Podemos en Espagne, Mouvement 5 étoiles en Italie, Sinn Feinn en Irlande, sortiraient incroyablement renforcés si la stratégie de confrontation politique de Syriza réussissait à relâcher l’austérité et annuler la baisse des retraites, la libéralisation du travail et d’autres réformes structurelles impopulaires¹⁶⁴.”

Jean-Baptiste Duval explique que même l’Irlande, le “bon élève” de la troïka, est en “proie au doute” et par conséquent Berlin ne veut plus prendre de risque. Le discours nationaliste et anti-austérité du Sinn Feinn a gagné du terrain après la victoire de Syriza en janvier. En février près d’un quart des électeurs étaient séduits par ses idées¹⁶⁵.

Romarc Godin explique que les dirigeants européens n’ont pas intérêt à voir la chancelière en difficulté politique, surtout pas la France dont les élites ont peur d’une sortie de l’Allemagne de la zone euro. Or, beaucoup craignent que sans le “bouclier” Angela Merkel, la première économie de la zone euro pourrait quitter l’U.E.M. (union économique et monétaire). Dès lors, le gouvernement allemand n’a pas d’alternative sauf celle de continuer à tenir un discours d’une grande dureté à l’encontre de la Grèce. Quant aux Sociaux-

¹⁶² Jean-Baptiste, Duval, “Grèce: Merkel n’est pas la seule à être intransigeante avec les Grecs (mais c’est elle qu’on voit le plus)”, *Ibid.*

¹⁶³ Jean-Baptiste, Duval, “Grèce: Merkel n’est pas la seule à être intransigeante avec les Grecs (mais c’est elle qu’on voit le plus)”, *Ibid.*

¹⁶⁴ Jean-Baptiste, Duval, “Grèce: Merkel n’est pas la seule à être intransigeante avec les Grecs (mais c’est elle qu’on voit le plus)”, *Ibid.*

¹⁶⁵ Jean-Baptiste, Duval, “Grèce: Merkel n’est pas la seule à être intransigeante avec les Grecs (mais c’est elle qu’on voit le plus)”, *Ibid.*

démocrates, ils adoptent une position rigide face à la Grèce pour cette même raison : aujourd'hui, ils ne peuvent gouverner qu'avec Angela Merkel¹⁶⁶.

Dans l'article du *Figaro* les rédacteurs ont mis en avant l'engagement d'Angela Merkel qui, depuis fort longtemps, s'est engagée auprès des contribuables à ce que les plans d'aide accordés à Athènes ne leur coûtent rien. Par contre, Berlin est également radicalement opposé à un effacement partiel de la dette grecque alors que la plupart des économistes et certaines institutions internationales comme le FMI jugent cette dette insoutenable” insoutenable (environ 170% du PIB)¹⁶⁷.

Selon Romaric Godin la raison pour laquelle chancelière allemande refuse d'avancer sur le sujet de la dette grecque est le fait qu'elle a menti aux citoyens allemands. En fait, le cœur du discours d'Angela Merkel aux Allemands depuis 2010 c'est la garantie que l'aide à la Grèce ne coûtera rien aux contribuables allemands. Lors d'une réunion électorale en mars 2010 en Rhénanie du Nord, elle avait proclamé : “ pas un euro pour les Grecs! ”. Godin Romaric explique pourquoi la chancelière a insisté autant sur la question des réformes¹⁶⁸.

“...Pour « sauver l'euro » en mai, elle avait dû faire passer la pilule d'un prêt à Athènes, elle avait affirmé que ce prêt serait remboursé. Puis que les garanties du FESF (Le Fonds européen de stabilité financière qui a prêté à la Grèce à partir de 2011) ne seraient pas exercées. Et lorsque l'on s'est rendu compte que la situation devenait intenable, le discours sur le « manque de réformes de la Grèce » a pris le relais.”¹⁶⁹.

Romaric Godin soutient qu'elle a trompé les Allemands en prétendant que les Grecs pourront rembourser leurs dettes. Afin que la chancelière allemande justifie son attitude et qu'elle puisse dissimuler la vraie raison pour laquelle l'allégement de la dette grecque

¹⁶⁶ Romaric Godin, “Grèce : pourquoi Angela Merkel refuse de parler de la dette grecque”, *La Tribune.fr*, 07/07/2015, disponible en ligne <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-pourquoi-angela-merkel-refuse-de-parler-de-la-dette-grecque-490094.html>, consulté le 07/05/2016

¹⁶⁷ Lefigaro.fr, AFP, AP, Reuters Agences, “La crise grecque a largement profité à l'Allemagne”, *Ibid*

¹⁶⁸ Romaric Godin, “Grèce : pourquoi Angela Merkel refuse de parler de la dette grecque”,

¹⁶⁹ Romaric Godin, “Grèce : pourquoi Angela Merkel refuse de parler de la dette grecque”, *Ibid*.

constitue une ligne rouge, elle tente de diaboliser la Grèce en introduisant un discours moral¹⁷⁰.

“Le niveau d'endettement de la Grèce (177 % du PIB) est intenable, le rythme des remboursements place le pays dans une obligation de dégager des excédents primaires qui asphyxient une économie déjà dévastée. La rationalité, sur cette question n'est pas du côté allemand. Du reste, le refus de discuter de la question de la dette n'est pas argumenté par les créanciers. On se contente de prétendre qu'il n'y a pas d'urgence ou que ce n'est pas le problème. Mais dans ce cas, pourquoi alors refuser d'en parler ? Tout simplement parce que accepter de restructurer une dette détenue par les contribuables de la zone euro mettrait à jour ce mensonge originel des dirigeants européens à ces mêmes contribuables : celui que la cavalerie financière mise en place en 2010 est intenable¹⁷¹.”

Angela Merkel a choisi de protéger ses intérêts politiques au lieu d'avouer avoir fait des promesses intenable aux contribuables allemands. Romaric Godin explique que face à une opération trop risquée politiquement pour elle, la chancellerie ne se montre pas assez courageuse pour dire la vérité aux allemands. Cependant, selon un article publié dans *Le Figaro*, l'Allemagne a profondément profité de la crise grecque, en augmentant son économie budgétaire. Cette croissance économique du pays se reflète sur les calculs réalisés par l'institut allemand : l'Institut Leibnitz de recherche économique (IWH). Selon cette étude, l'Allemagne a réalisé plus de 100 milliards d'euros d'économies budgétaires depuis le début de la crise grecque, soit un peu plus de 3% de son PIB : “Ces économies dépassent le coût engendré par la crise et ce même si la Grèce ne remboursait pas entièrement sa dette, [...]”. L'Allemagne a donc dans tous les cas profité de la crise en Grèce¹⁷².”

Dans l'article, “La crise grecque a largement profité à l'Allemagne”, les journalistes soutiennent qu'après des simulations effectuées par des experts “durant la crise européenne de la dette, l'Allemagne a profité de cet effet de manière disproportionnée”. En même temps, les analystes ont cherché à évaluer la nature d'une politique monétaire neutre de la Banque centrale européenne (BCE) pour l'Allemagne durant cette période. “On en vient à des taux

¹⁷⁰ Romaric Godin, “Grèce : pourquoi Angela Merkel refuse de parler de la dette grecque”, *Ibid.*

¹⁷¹ Romaric Godin, “Grèce : pourquoi Angela Merkel refuse de parler de la dette grecque”, *Ibid.*

¹⁷² Lefigaro.fr, AFP, AP, Reuters Agences, “La crise grecque a largement profité à l'Allemagne”, *Ibid.*

simulés sur les emprunts d'État allemands qui, en moyenne entre 2010 et aujourd'hui, sont 3% plus élevés à ce qu'ils ont été dans la réalité", ce qui revient à des économies budgétaires globales d'au moins 100 milliards d'euros sur les quatre dernières années et demi¹⁷³.

Par conséquent, l'Allemagne en a également profité dans le secteur commercial en effectuant des transactions avec la Grèce. Dans ce même article, nous apprenons que les allemands ont raflé d'importants contrats lors des privatisations menées par Athènes depuis 2011 en échange, notamment, de l'aide financière des Européens. Ainsi la société Fraport, associée à un entrepreneur grec, a notamment décroché le rachat de quatorze aéroports régionaux grecs dont certains très touristiques comme Corfou, pour environ un milliard d'euros¹⁷⁴.

Le rôle de l'Allemagne dans une possible sortie de la Grèce de la zone euro, est analysé dans le blog de Gabriel Colletis, économiste, qui cite des spécialistes pour mettre en évidence la question de la restructuration de la dette grecque. Selon une interview de l'économiste, Thomas Piketty au quotidien allemand Die Zeit, dans laquelle il se montre tout à fait en faveur d'une restructuration de la dette grecque, il juge que l'application des mesures d'austérité aux grecs constitue une solution "intenable et injuste"¹⁷⁵.

Thomas Piketty estime que : "Les conservateurs, en particulier en Allemagne, sont sur le point de détruire l'Europe et l'idée européenne, tout ça à cause de leur ignorance choquante de l'histoire.» En établissant un parallèle entre la situation actuelle de la Grèce et celle de l'Allemagne soixante ans plus tôt, il explique : "Ce qui m'a frappé pendant que j'écrivais, c'est que l'Allemagne est vraiment le meilleur exemple d'un pays qui, au cours de l'histoire, n'a jamais remboursé sa dette extérieure, ni après la Première, ni après la Seconde Guerre mondiale¹⁷⁶." "L'Allemagne est LE pays qui n'a jamais remboursé ses dettes. Elle n'est pas légitime pour faire la leçon aux autres nations. L'Europe a été fondée sur le pardon de la dette et l'investissement dans le future¹⁷⁷", insiste-il. Mais selon

¹⁷³ Lefigaro.fr, AFP, AP, Reuters Agences, "La crise grecque a largement profité à l'Allemagne", *Ibid.*

¹⁷⁴ Lefigaro.fr, AFP, AP, Reuters Agences, "La crise grecque a largement profité à l'Allemagne", *Ibid.*

¹⁷⁵ Gabriel Colletis, "La Grèce et l'Europe à la merci de l'Allemagne ?", *Mediapart-Le blog de Gabriel Colletis*, 12/07/2015, disponible en ligne, <https://blogs.mediapart.fr/gabriel-colletis/blog/120715/la-grece-et-l-europe-la-merci-de-l-allemande>, consulté le 10/05/2016

¹⁷⁶ Gabriel Colletis, "La Grèce et l'Europe à la merci de l'Allemagne?", *Ibid.*

¹⁷⁷ Gabriel Colletis, "La Grèce et l'Europe à la merci de l'Allemagne?", *Ibid.*

l'économiste, faire porter aujourd'hui le poids de la dette sur la jeune génération serait revenu hier à punir les jeunes générations allemandes des années d'après-guerre. Thomas Piketty propose une conférence européenne sur la dette en déclarant que la restructuration de la dette d'autres états de l'union pourrait être inévitable.¹⁷⁸

Gabriel Oihana, reprend la déclaration d'Angela Merkel devant le Bundestag : "Un bon Européen est celui qui respecte les traités européens", marquant ainsi son attachement aux règles de la zone euro et envisageant un Grexit. Elle déploie de multiples raisons pour expliquer l'intransigeance du gouvernement allemand. Lors de la crise grecque mais aussi depuis le référendum, Angela Merkel se réfère toujours à l'importance des efforts de la part de la Grèce. L'Allemagne est réputée pour sa méfiance vis-à-vis des dettes. Cela s'explique notamment par le traité de Versailles qui avait été insoutenable et humiliant pour les allemands¹⁷⁹.

"Cela renvoie au traumatisme de 1923 : après le Traité de Versailles, le Reichsmark entre dans une dérive inflationniste. Pour acheter du pain, il fallait des milliards... Autant en 1918, l'Allemagne a connu peu de destructions, autant l'inflation a transformé l'Allemagne en champs de ruine. Deuxième traumatisme : la crise de 1929 qui a donné lieu au nazisme. Même si ces événements datent d'un siècle, ils restent très prégnants dans la mentalité allemande¹⁸⁰."

Par ailleurs, cette culture peut s'expliquer, selon Oihana Gabriel, par un attachement des Allemands à une monnaie forte: "La monnaie est plus un instrument en France, que l'on n'hésite pas à dévaluer, alors qu'en Allemagne c'est un dogme. On ne joue pas avec la monnaie. Le passage à l'euro a été vécu comme une déperdition." Par ailleurs, l'Allemagne a accepté de quitter sa monnaie à condition que des règles de bonne conduite budgétaire strictes soient respectées. "Or, les Grecs ont dépassé cette ligne rouge et ont choqué l'Europe en truquant les statistiques et en vivant pendant au-dessus de leurs moyens", précise Henrik Uterwedde¹⁸¹.

¹⁷⁸ Gabriel Colletis, "La Grèce et l'Europe à la merci de l'Allemagne?", *Ibid.*

¹⁷⁹ Oihana, Gabriel, "Crise grecque: Pourquoi l'Allemagne est inflexible", *Ibid.*

¹⁸⁰ Oihana, Gabriel, "Crise grecque: Pourquoi l'Allemagne est inflexible", *Ibid.*

¹⁸¹ Oihana, Gabriel, "Crise grecque: Pourquoi l'Allemagne est inflexible", *Ibid.*

Des raisons diplomatiques expliquent les relations tendues entre les deux pays. Pour Henrik Uterwedde, ce n'est pas la montée au pouvoir de Syriza qui a détérioré les relations germano-hellènes mais la manière dont ils ont mené les négociations. "De part et d'autre, les excès de langue ont cassé la confiance"¹⁸². En effet, certaines déclarations des nouveaux dirigeants grecs, comme celles de Yannis Varoufakis ont insulté les Allemands. L'ex-ministre des finances grec a évoqué des sujets tabous qui ont provoqué une ambiance hostile. Les propos échangés entre les ministres des Finances grec et allemand et l'évocation de la dette allemande vis-à-vis de la Grèce datant de la Deuxième guerre mondiale ont aggravé les choses¹⁸³.

En revanche, selon Oihana Gabriel, il y a des raisons politiques qui contribuent à l'adoption de cette attitude de la part de l'Allemagne. L'attitude rigide de l'Allemagne s'explique aussi par la crainte que d'autres pays endettés ne réclament également l'annulation de leur dette. "L'Allemagne craint l'effet de contagion", confirme Henrik Uterwedde. Mais pour lui, Angela Merkel a durci sa position à cause de la politique intérieure :

"La grogne des Allemands, qui trouvent dans leur majorité que l'Europe fait trop de concessions à la Grèce et la montée du parti de droite Alternative für Deutschland mettent la pression sur Angela Merkel. La CDU a peur de voir se dresser sur sa droite un nouveau parti qui rassemblerait les déçus de l'Europe et elle a donc peu de marges de manœuvre pour concocter des compromis."¹⁸⁴

La chancelière souhaite rassurer les contribuables allemands sur le fait que les prêts faits à la Grèce ne pèseront pas sur eux¹⁸⁵.

Joschka Fischer soutient que l'Allemagne a travaillé dur pour avoir la confiance de l'Europe. En fait, il précise que "La renaissance du pays après la barbarie de l'époque nazie repose sur plusieurs principes qui ont rétabli la confiance en l'Allemagne, dans la mesure où ceux qui étaient ses ennemis et ses victimes ont approuvé sa réunification en 1989, preuve de confiance sans précédent." En ce qui concerne la politique intérieure, l'Alle-

¹⁸² Oihana ,Gabriel, "Crise grecque: Pourquoi l'Allemagne est inflexible", *Ibid.*

¹⁸³ Oihana ,Gabriel, "Crise grecque: Pourquoi l'Allemagne est inflexible", *Ibid.*

¹⁸⁴ Oihana ,Gabriel, "Crise grecque: Pourquoi l'Allemagne est inflexible", *Ibid.*

¹⁸⁵ Oihana ,Gabriel, "Crise grecque: Pourquoi l'Allemagne est inflexible", *Ibid.*

magne a établi avec succès des institutions démocratiques stables en se développant économiquement à base d'un État-providence fort. De plus, la capacité de l'Allemagne de reconnaître son passé nazi en construisant un profond scepticisme pour tout ce qui est militaire a contribué à créer la confiance nécessaire à une coexistence harmonieuse avec les autres pays membres¹⁸⁶.

Deux paramètres sont décisifs pour créer, en politique étrangère, un climat de confiance : l'intégration occidentale et l'eupéanisation du pays. La puissance au centre de l'Europe ne devait plus jamais être une menace pour le continent et pour elle-même. A l'opposé du traité de Versailles en 1919, "l'Allemagne après 1945 ne devait plus être ni isolée, ni affaiblie économiquement, mais plutôt protégée militairement et solidement ancrée politiquement par le biais de son intégration à l'Ouest", ajoute Joschka Fischer¹⁸⁷.

Joschka Fischer explique que le développement économique doit être accompagné de ces deux paramètres pour le bon fonctionnement et l'unité solide de l'union.

“La force économique de la puissance centrale européenne devait, dans le cadre de la réconciliation avec la France, ancien "ennemi héréditaire", introduire ces deux facteurs dans un marché commun européen avec la perspective d'une union politique de l'Europe. En Allemagne, on aime aujourd'hui qualifier cela encore de "romantique" ou de "pathos de l'idéal européen" et on croit que c'est aujourd'hui dépassé. Désormais, il s'agit aussi en Allemagne concernant la question de l'Europe d'intérêts nationaux durs, comme c'est le cas également pour les autres questions.¹⁸⁸”

La question de savoir quel chemin l'Allemagne prendrait une fois réunifiée au XXI^e siècle – vers une Allemagne européenne ou une Europe allemande – est expliquée par Mr Fischer : “elle est loin d'être une question de pathos ou même de romantisme politique, mais c'est la question fondamentale très dure, de *realpolitik*, voire historique pour toute politique étrangère allemande par excellence.¹⁸⁹” Lors de cette longue nuit de négociations

¹⁸⁶ Françoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, *Ibid.*

¹⁸⁷ Françoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, *Ibid.*

¹⁸⁸ Françoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, *Ibid.*

¹⁸⁹ Françoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, *Ibid.*

de Bruxelles cette question a été tranchée au détriment de l'Allemagne européenne et au profit de l'Europe allemande, une décision fatale pour l'Allemagne et l'Europe¹⁹⁰.

A Bruxelles, dans la nuit du 12 au 13 juillet 2015, l'Allemagne a rompu avec sa politique européenne traditionnelle en imposant ses choix aux grecs.¹⁹¹ “C’était la première fois que l'Allemagne ne voulait pas davantage d'Europe, mais moins d'Europe. On pourrait dire que c'est la forme spécifiquement allemande de "renationalisation en habit européen””, explique Joschka Fischer¹⁹².

Joschka Fischer soutient qu'un pays membre de l'euro ne sortirait volontairement de la zone euro qu'en étant exposé à une pression massive. La Grèce a deux choix : soit la sortie de l'euro, soit accepter un programme qui transforme presque le pays en un protectorat européen sans perspectives de reprise économique. Tous ces plans de sauvetage qui ont échoué dans le passé, ont été appliqués de nouveau au pays pour soutenir les objectifs et les intérêts politiques de l'Allemagne. La Grèce ne peut pas se redresser économiquement de cette manière. C'est une tactique qui mène à une impasse¹⁹³.

L'Allemagne aurait profité de l'unification européenne tant au niveau matériel que politique. Elle serait alors “la grande gagnante de l'unification européenne”. Pour aboutir à ce résultat, nous pouvons introduire une comparaison entre l'histoire de l'Allemagne dans la première moitié du XX^e siècle et son histoire dans la seconde moitié du siècle. “Malheureusement, la création du premier Etat national allemand n'a pas eu lieu au XVIII^e siècle, siècle des Lumières, mais au XIX^e siècle, à l'époque suprême du nationalisme sous les signes avant-coureur de la Prusse. L'armée et le nationalisme étaient essentiellement liés à la puissance allemande”, explique Joschka Fischer¹⁹⁴.

Joschka Fischer met en avant l'importance de l'unification européenne pour l'Allemagne en expliquant que l'européanisation du pays couvre l'absence d'idée civilisationnelle dont d'autres états membres disposent.

¹⁹⁰ Françoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, *Ibid.*

¹⁹¹ Françoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, *Ibid.*

¹⁹² Françoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, *Ibid.*

¹⁹³ Françoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, *Ibid.*

¹⁹⁴ Françoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, *Ibid.*

“La puissance allemande n'a jamais disposé d'une idée civilisationnelle qui dépassait sa seule puissance, comme ce fut le cas le cas en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. La création du deuxième Etat national allemand en 1989 repose sur une orientation occidentale irrévocable et sur l'eupéanisation du pays. C'est précisément l'eupéanisation de la politique allemande qui a rempli et comblé ce vide civilisationnel. Laisser s'éroder ces fondements serait une folie sans pareil pour l'Allemagne et l'Europe et "l'Allemand monstrueux" serait de retour”, analyse Joschka Fischer¹⁹⁵.

II. C La position des Etats-Unis

Le président américain a déclaré qu'il espérait que la Grèce resterait dans la zone euro, mais que cela demanderait des compromis de tous les côtés¹⁹⁶. Barack Obama s'est, de manière générale, montré inquiet du faible taux de croissance en Europe. “La prudence fiscale est nécessaire, les réformes structurelles sont nécessaires dans beaucoup de ces pays mais ce que nous avons appris de notre expérience aux États-Unis, c'est que la meilleure façon de réduire les déficits et de restaurer la solidité fiscale, c'est de faire de la croissance¹⁹⁷”, il ajoute. “Quand vous avez une économie qui est en chute libre, il faut qu'il y ait une stratégie de croissance, et pas seulement des efforts pour pressurer de plus en plus une population qui souffre de plus en plus¹⁹⁸”.

Nabil Bourassi journaliste, relève que le but des Américains est d'exercer une pression sur les Européens afin de circonscrire une crise qui menace progressivement leurs intérêts économiques et stratégiques. Bien qu'ils tentent de faire accepter aux Européens un plan de restructuration de la dette grecque, cette alternative est rejetée par l'Allemagne. Les dirigeants américains ont anticipé le fait que la crise grecque pourrait faire l'effet d'une déflagration mondiale, c'est-à-dire faire ‘effet domino’ avec des répercussions imprévi-

¹⁹⁵ Françoise Diehlmann, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, par Joschka Fischer”, *Ibid.*

¹⁹⁶ Le Point Grèce, “Le soutien inattendu de Barack Obama à Alexis Tsipras”, *Ibid.*

¹⁹⁷ Le Point Grèce, “Le soutien inattendu de Barack Obama à Alexis Tsipras”, *Ibid.*

¹⁹⁸ Le Point Grèce, “Le soutien inattendu de Barack Obama à Alexis Tsipras”, *Ibid.*

sibles. Si bien que les Etats-Unis se sont largement penchés sur la question grecque quitte à s'ingérer dans les affaires européennes¹⁹⁹.

A propos du résultat du référendum, les Etats-Unis réagissent en essayant de favoriser la prise d'une décision commune par la Grèce et les dirigeants européens. En fait, la Maison Blanche appelle la Grèce et l'Union européenne à retourner à la table des négociations et à trouver un compromis afin d'éviter un Grexit. Josh Earnest, porte-parole de la Maison Blanche, soutient qu'une solution valable et commune "qui permette à la Grèce de rester dans la zone euro" se trouve dans l'intérêt des deux parties²⁰⁰.

"Si les choses continuent sur cette pente, la voix de l'Amérique devra se faire plus forte", a ainsi écrit Edward Luce du Financial Times. Pour Washington, la crise grecque pourrait influencer sur ses intérêts d'une manière nuisible. La zone euro n'a pas toujours été un espace avec des perspectives de croissance en partie en raison des incertitudes liées à la crise grecque. Nabil Bourassi analyse dans son article²⁰¹ :

"[...] La zone euro correspond à une part non-négligeable du commerce extérieur américain. Et Washington craint un alignement des planètes néfaste à son économie avec le ralentissement de l'économie chinoise, et la perspective de hausse des taux d'intérêts américains. De plus, Washington n'ignore pas que le dossier du traité transatlantique de libre-échange est en partie plombé par la défiance d'une opinion publique européenne échaudée par la levée des frontières économiques²⁰²."

Pourtant, l'aspect économique n'est pas le seul sujet qui provoque l'inquiétude de l'administration Obama. Le fait que les relations entre la Grèce et la Russie se soient tendues depuis l'élection d'Alexis Tsipras en janvier signifie que l'influence américaine sur l'Europe est en jeu. Nabil Bourassi parle de l'ombre de Vladimir Poutine en rajoutant que ce dernier exprime son intention de mettre Athènes dans de bonnes dispositions qui, en retour, pourrait lui octroyer son soutien dans la crise ukrainienne. De fait, le gouvernement

¹⁹⁹ Nabil Bourassi, "Les Etats-Unis s'inquiètent de plus en plus de l'évolution de la crise grecque", La tribune, 10/07/2015, disponible en ligne <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/les-etats-unis-s-inquietent-de-plus-en-plus-de-l-evolution-de-la-crise-grecque-491453.html>, consulté le 06/05/2016

²⁰⁰ La rédaction de Le Parisien, "Crise grecque : ce lundi où le «Non» au référendum a tétanisé l'Europe", 06/07/2015, disponible en ligne, <http://www.leparisien.fr/economie/en-direct-au-lendemain-du-non-grec-au-referendum-l-europe-entre-dans-la-zone-grise-06-07-2015-4922273.php>, consulté le 10/05/2016

²⁰¹ Nabil Bourassi, "Les Etats-Unis s'inquiètent de plus en plus de l'évolution de la crise grecque", *Ibid.*

²⁰² Nabil Bourassi, "Les Etats-Unis s'inquiètent de plus en plus de l'évolution de la crise grecque", *Ibid.*

grec a dénoncé les sanctions établies par le camp occidental contre la Russie. Cette prise de position avait provoqué l'ire des Européens et de Washington²⁰³.

Les tactiques d'Alexis Tsipras ont constitué un obstacle dans la stratégie d'endiguement de la Russie. En outre, Washington considère qu'une sortie de la Grèce de la zone euro peut éventuellement provoquer une sortie de l'Union européenne, phénomène qui pourrait mener la Grèce à être plus proche de Moscou l'Union plus proche de Moscou. En revanche, Nabil Bourassi précise que la Russie n'a pas promis une aide concrète à la Grèce et, par conséquent, cela provoque un certain soulagement de la part des dirigeants américains. "Barack Obama peut au moins se consoler en se disant que Vladimir Poutine n'a jamais promis le moindre rouble (et encore moins d'euro) pour sortir Athènes de l'ornière, et pour cause, il est lui-même confronté à une grave crise économique : sanctions économiques, contre-choc pétrolier...", indique Bourassi Nabil²⁰⁴.

Il décrit ce dossier comme trop sensible pour Bruxelles. Il explique que, face à l'enlisement de la crise grecque, Washington n'est plus disposé à abandonner ce dossier aux technocrates bruxellois. Il a ainsi mobilisé beaucoup d'acteurs afin de faire entendre sa voix dont le FMI qui est l'un des acteurs les plus influents. Christine Lagarde, la directrice de l'institution, a réclamé la restructuration de la dette grecque, rappelant que c'était la position défendue par le FMI depuis longtemps²⁰⁵.

Les dirigeants américains ont tenté d'activer tous les ressorts diplomatiques possibles sans pour autant froisser leurs partenaires. Jack Lew, le secrétaire d'Etat américain au Trésor, a ainsi discrètement fait pression sur les Européens pour parvenir à un accord avec la Grèce. Il a exprimé ses craintes qu'un Grexit coûte des "dizaines de milliards de dollars de dommages économiques à travers le monde" tout en précisant qu'il n'y avait "pas de menaces directe sur l'économie américaine"²⁰⁶. Par ailleurs, Jack Lew est pour une prise de décision européenne commune. Il agit dans ce sens en déclarant avoir envoyé des émissaires dans les différentes capitales européennes. Il s'est parfois même déplacé lui-même. En outre, il

²⁰³ Nabil Bourassi, "Les Etats-Unis s'inquiètent de plus en plus de l'évolution de la crise grecque", *Ibid.*

²⁰⁴ Nabil Bourassi, "Les Etats-Unis s'inquiètent de plus en plus de l'évolution de la crise grecque", *Ibid.*

²⁰⁵ Nabil Bourassi, "Les Etats-Unis s'inquiètent de plus en plus de l'évolution de la crise grecque", *Ibid.*

²⁰⁶ Nabil Bourassi, "Les Etats-Unis s'inquiètent de plus en plus de l'évolution de la crise grecque", *Ibid.*

souhaite que l'accord avec la Grèce aboutisse à une restructuration de la dette pour la rendre soutenable. Pourtant, Berlin s'oppose vivement à cette perspective²⁰⁷.

Barack Obama est entré dans l'arène puisqu'il a effectué un entretien téléphonique avec Angela Merkel deux jours après le référendum grec qui a bouleversé le statut quo politique, tout en nuisant au plan d'austérité tant soutenu par les créanciers. Nabil Bourassi analyse la position des américains et précise que : "De plus en plus, l'action des Etats-Unis va au-delà de la simple force de proposition mais ressemble à une véritable ingérence." Pour le Financial Times, les Etats-Unis "sont devenus un avocat important de la restructuration de la dette grecque." En gardant cette position amicale envers les grecs, "Alexis Tsipras pourrait peut-être alors tourner casaque et se rapprocher de Washington"²⁰⁸.

Selon Les Echos, les Etats-Unis ne sont qu'un témoin à la voix bien faiblarde. Bien que les Etats-Unis ne soient pas directement exposés aux dangers d'un Grexit, puisqu'ils ont peu prêté à la Grèce, ils doivent renforcer leur position. "Les Etats-Unis ont deux intérêts vitaux à empêcher un Grexit", poursuit Edward Luce. Selon les rédacteurs des Echos "Non seulement le pays en pâtirait, car cela affaiblirait la croissance de la zone euro, un partenaire économique majeur, mais un Grexit risquerait également de renforcer l'influence en Europe de la Russie de Vladimir Poutine, dont la stratégie consiste notamment à semer la zizanie pour parvenir à ses fins"²⁰⁹.

De plus, l'Europe est affaiblie face à un voisin russe dont les violations territoriales n'ont été que faiblement sanctionnées. Ils mettent en avant le fait qu'à l'exception de pays comme la Grèce, la majorité des pays européens consacrent en outre moins de 2 % de leur PIB aux dépenses militaires. "L'opinion publique européenne est peu préoccupée par la menace russe", juge-t-il. Pour l'éditorialiste, l'Union européenne doit accorder plus d'importance à la position des Etats-Unis. Même s'ils sont discrets, ils souhaitent que la Grèce reste dans l'Union et dans l'Otan²¹⁰.

²⁰⁷ Nabil Bourassi, "Les Etats-Unis s'inquiètent de plus en plus de l'évolution de la crise grecque", *Ibid.*

²⁰⁸ Nabil Bourassi, "Les Etats-Unis s'inquiètent de plus en plus de l'évolution de la crise grecque", *Ibid.*

²⁰⁹ Ludovic Desautez, "Les Etats-Unis sur la pointe des pieds dans la tragédie grecque", *Ibid.*

²¹⁰ Ludovic Desautez, "Les Etats-Unis sur la pointe des pieds dans la tragédie grecque", *Ibid.*

Partie III - L'U.E. et l'Euro en danger, les enjeux européens

La crise grecque et l'incapacité des dirigeants à agir immédiatement et efficacement lors de la période du référendum ont mis en avant les faiblesses de l'Eurozone mais aussi celles de l'U.E. La mise en avant des inégalités de l'U.E, notamment le décalage entre le sud et le nord mais aussi entre le centre et la périphérie, se trouvent au centre de notre analyse.

La crise grecque, et plus précisément le référendum de 2015, ont remis en cause les valeurs européennes pour mettre en avant une union hétéroclite et divisée qui reflète des inégalités et des déséquilibres tant au niveau économique que politique. A partir des analyses d'experts et de spécialistes sur des sujets européens, nous mettrons en lumière le manque de vision des leaders européens qui se contentent de protéger leurs intérêts nationaux en mettant à l'écart la nécessité de l'unification de l'Union européenne.

Le référendum grec a mis à l'épreuve l'Europe, la cohésion d'une union de nature principalement économique en testant les limites de la solidarité de ses Etats-membres. Face à la crise financière en Grèce, l'Union européenne a dû envisager pour la première fois le danger de l'effondrement économique d'un de ses membres et plus important encore, de l'un des membres de la zone euro. La réponse de l'Union européenne n'a été que temporaire étant donné qu'elle n'a pas aboutie à une solution durable. Néanmoins, nous pouvons dire que la crise actuelle présente une opportunité pour les pays européens d'établir une union politique et sociale.

Au début de la crise, l'Europe s'est divisée et n'a pas su envoyer un message de solidarité fort pour assurer l'avenir de la zone euro. Ces hésitations et ces désaccords ont engendré des risques de contagion en révélant les dysfonctionnements dont elle souffre, à savoir un manque de réactivité, une incapacité à mener une action européenne coordonnée, et de trop grandes tergiversations entre la France et l'Allemagne²¹¹.

La situation actuelle montre qu'une zone monétaire comme la zone euro ne peut survivre sans un pouvoir politique fort.

Les hétérogénéités dans la zone euro, notamment les écarts de coûts salariaux et les différences entre les pays du centre et ceux de la périphérie, rendent l'Union européenne vulnérable aux spéculateurs. Etant donné que l'Europe est divisée, elle devient impuissante les

²¹¹ Konstantinos, Alexandropoulos, "La solidarité européenne à l'épreuve de la crise" IERI, 17/08/2011, disponible en ligne, <http://www.ieri.be/fr/publications/ierinews/2011/ao-t/la-solidarit-europ-enne-lepreuve-de-la-crise>, consulté le 05/12/2015

marchés profitent alors de l'isolement de la Grèce. Par conséquent, malgré les immenses ressources qu'à l'Europe, son fractionnement politique la mène dans une impasse. Aujourd'hui, il apparaît avec force que souveraineté monétaire et souveraineté politique sont étroitement liées. L'existence d'une monnaie unique sans souveraineté politique de même intensité n'est pas tenable. Les marchés ne seraient pas capables, à eux seuls, d'harmoniser les intérêts. L'harmonisation des intérêts passe surtout par le politique. Cette action du politique est au fondement de toutes les unités monétaires en particulier par le biais des transferts budgétaires²¹².

La crise grecque et la question de la légitimité du référendum de l'été 2015 ont fait émerger les faiblesses de l'U.E et remettent en cause l'identité européenne. Les européens mettent en avant leur identité nationale en négligeant leur identité européenne, pratique qui reflète le manque de solidarité européenne. L'Union européenne montre que tout projet d'union politique est encore bien loin de devenir réalité. L'Union confirme les limites du processus d'intégration tel quelles ont été conçues jusque là. La stigmatisation de la Grèce comme "mauvais élève" ou "maillon faible" de l'Union européenne par les États membres ainsi que les réticences de plusieurs pays à propos du plan d'aide débloqué par l'Union européenne ont renforcé le sentiment de mise à l'écart de la Grèce en effritant son sentiment d'appartenance à l'UE²¹³.

Par conséquent, les inégalités entre les pays du centre et ceux de la périphérie ainsi que la marginalisation des pays du sud bouleversent l'équilibre et le bon fonctionnement de l'Union européenne. De ce fait, nous pouvons souligner la nécessité des mécanismes de traitement des crises qui renforceraient la souveraineté de l'Union et combleraient les inégalités entre les pays du centre et ceux de la périphérie. Un tel dispositif pourrait être le MES (mécanisme européen de stabilité), proposé par le Conseil européen qui a convenu que la mise en œuvre d'un mécanisme permanent de stabilité est nécessaire pour le renforcement du pouvoir économique et politique de l'Eurozone²¹⁴.

III. A Le cadre théorique - *La théorie du centre et de la périphérie, le décalage entre le nord et le sud, et la structure déséquilibrée de l'U.E. et de la zone euro*

²¹² Orléan André "Orléan André dénonce l'inertie totale d'une Europe impuissante face à la crise " Réseaux des démocrates, 03/12/2010, disponible en ligne, <http://forumdesdemocrates.over-blog.com/article-l-economiste-andre-orlean-denonce-l-inertie-totale-d-une-europe-impuissante-face-a-la-crise-62247558.html>, consulté le 05/12/2015

²¹³ Konstantinos, Alexandropoulos, *Ibid.*

²¹⁴ Konstantinos, Alexandropoulos,, *Ibid.*

L'Europe se trouve divisée à l'égard de la gestion de la crise, les institutions s'avèrent incompétentes dans la gestion des problèmes émergents et chaque pays défend ses intérêts. Les valeurs européennes ainsi que l'identité européenne sont remises en cause. Cela est dû des inégalités entre les pays du centre et ceux de la périphérie et la domination de la culture du Nord sur celle du Sud. Le manque de solidarité entre les membres de l'union se reflète dans le refus de ses dirigeants à prendre leurs responsabilités dans la crise grecque.

Yann Richard, professeur de géographie, tente de prouver que la théorie du centre et de la périphérie est déterminante pour définir l'opposition structurelle remarquable qui divise l'Europe. Le centre se caractérise par de fortes densités d'hommes et d'activités, une grande prospérité, une concentration des activités de commandement et une maîtrise technologique. Le centre, où se concentre l'essentiel de l'activité économique, s'étend dans une dorsale qui va du nord-ouest de l'Angleterre au centre de l'Italie en passant par le Benelux, l'Allemagne, le nord et l'est de la France et la Suisse²¹⁵.

Les secteurs de l'économie sont florissants dans cet espace géographique car l'agriculture est bien développée depuis des siècles ce qui permet d'atteindre des densités de population plus élevées que dans le reste de l'Europe. De plus, la finance et les sièges sociaux des grandes multinationales sont concentrés dans certaines métropoles telles que Francfort, Paris, Londres ou Amsterdam ; et l'industrie de moyenne et haute technologie est surreprésentée. Au contraire, la densité de population et d'activités est moins élevée dans les périphéries européennes (comme en Irlande, dans la péninsule ibérique, dans le sud de l'Italie ou encore dans les Balkans). Dans ces régions, l'agriculture est moins intensive, tandis que la spécialisation dans des activités agricoles et industrielles est plus faible²¹⁶.

Le décalage entre le centre et les périphéries de l'Europe est profond. Yann Richard précise qu'à l'exception des grandes villes, les régions périphériques ont encore des niveaux de PIB par habitant inférieurs de 30 à 50 % à ceux de nombreuses régions centrales. Leurs structures économiques restent plus faibles, leurs activités sont spécialisées dans les services banalisés (commerce, hôtels, restaurants, cafés, services non marchands, etc.) ou dans l'industrie à faible valeur ajoutée. Les performances économiques élevées de pays

²¹⁵ Yann, Richard, "La crise européenne. Un regard de géographe", EchoGéo [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 10 avril 2012, consulté le 29 mai 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/13043> ; DOI : 10.4000/echogeo.13043

²¹⁶ Yann Richard, *Ibid.*

comme la Grèce se sont appuyées sur une forte consommation intérieure, en particulier dans le domaine immobilier, avec un rapide endettement des ménages et/ou de l'État ce qui a entraîné la détérioration de son économie²¹⁷.

Par ailleurs, le bas niveau de la productivité et la faible maîtrise des nouvelles technologies des pays de la périphérie contribuent à leur marginalisation économique. Le fait que la structure économique de ces états-membres se base sur la tertiarisation élargit l'écart entre ces derniers et les pays du centre.

Crozet Mathieu, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, précise le cadre économique dans une interview en expliquant que les politiques mises en oeuvre conformément aux principes du traité de Rome, visaient à favoriser la convergence des niveaux de vie et des structures industrielles pour arriver à un "développement harmonieux". Or l'intégration commerciale et monétaire a produit les effets qui sont les siens : elle a renforcé les spécialisations et généré un mouvement de concentration des activités à rendements croissants vers le cœur du marché. Le maintien d'une relative dispersion des activités industrielles au niveau européen a un coût en termes de croissance : elle interdit l'émergence de pôles d'activités spécialisés disposant de la taille critique pour générer des externalités fortes. Cet argument a d'ailleurs conduit l'Union européenne à réorienter des objectifs politiques et à mettre en place les stratégies "de Lisbonne" et "UE 2020" où l'objectif de cohésion passe au second plan pour laisser la place à des politiques de croissance et d'emploi pour l'ensemble de l'UE²¹⁸.

Mathieu Crozet explique que ce problème aggrave le contraste entre les pays du sud et ceux du nord, c'est-à-dire l'hétérogénéité des spécialisations entre les pays du centre de la zone euro et les régions périphériques du Sud. Dans le cas de la Grèce, ce fossé entre la périphérie et le centre ainsi que les écarts de l'industrialisation parmi les états influe sur l'économie grecque d'une manière nocive. Autrement dit, les faiblesses des régions périphériques du Sud sont très évidentes pour la Grèce. Selon Mathieu Crozet:

²¹⁷ Yann Richard, *Ibid.*

²¹⁸ Mathieu, Crozet, *Les défis de l'hétérogénéité de l'Union européenne*, propos recueillis par Asma Benhenda dans *Regards croisés sur l'économie La Découverte* 2012/1 (n° 11), p. 33-39

“Le contraste entre les pays très industrialisés (l’Allemagne et, dans une moindre mesure l’Irlande, les Pays-Bas et l’Italie), et les pays spécialisés dans les services (la Grèce, et le Portugal notamment, et dans une moindre mesure l’Espagne) est frappant. Les pays qui connaissent les plus grandes difficultés sont ceux qui ont une spécialisation très forte dans des services peu générateurs de croissance (transport, voyage) alors que des pays comme la Grande-Bretagne et l’Irlande, spécialisés dans des services dynamiques («services aux entreprises», «services informatiques», «finance») se portent mieux”²¹⁹.

Cette divergence s’est empirée ces dernières années, preuve des problèmes de pays comme la Grèce et le Portugal à diversifier leurs activités²²⁰.

Autrement dit, comme analysé par André Grjebine, universitaire et philosophe, la zone euro encourage les spécialisations des pays-membres, pratique qui renforce l’hétérogénéité des pays et la divergence des niveaux de vie. En supprimant le risqué lié aux transactions financières dans des monnaies différentes, la zone euro favorise les délocalisations et la spécialisation entre pays²²¹. Le renforcement de la polarisation des pays européens (et plus encore des régions européennes), en terme de soldes courants, mais surtout de spécialisation des activités économiques constitue une pratique qui existe depuis longtemps. Cependant, l’entrée d’autres pays-membres dans l’U.E. et la création de la zone euro ont mis en avant ce déséquilibre qui ont un impact négatif sur le développement économique des pays du

sud

222

Mathieu Crozet soutient que la différence des structures économiques entre les pays du nord et les pays du sud, particulièrement par rapport aux produits offerts et à leurs industries, a de graves répercussions. L’Allemagne, et dans une moindre mesure la France, spécialisées dans des produits de gammes élevées, ressentent moins les effets de l’euro fort que les pays spécialisés des produits issus de gammes moyennes ou faibles. Etant donné que la Grèce, comme d’autres pays européens du sud, n’ont pas de bases industrielles solides et qu’ils ne profitent pas d’une économie nationale forte, un taux de change trop élevé constitue un problème souvent trop difficile à résoudre qui restreint profondément leurs

²¹⁹ Mathieu, Crozet, *Ibid.*

²²⁰ Mathieu, Crozet, *Ibid.*

²²¹ André, Grjebine, *Les déséquilibres intra-européens : à qui la faute ?*, Regards croisés sur l’économie 1/2012 (n° 11), p. 44-52

²²² Mathieu, Crozet, *Les défis de l’hétérogénéité de l’Union européenne*, propos recueillis par Asma Benhenda dans *Regards croisés sur l’économie La Découverte* 2012/1 (n° 11), p. 33-39

perspectives de développer une industrie conséquente et une économie forte²²³. Selon Mathieu Crozet:

“La politique de change de la zone euro a pesé plus fortement sur les pays qui sont aujourd’hui en difficulté. L’impossibilité pour eux d’ajuster les taux de change va avoir un coût élevé puisque l’ajustement devra se faire sur les déterminants réels de la compétitivité, c’est-à-dire, à moins d’un sursaut des gains de productivité, par une forte modération salariale”²²⁴.

Dans le cadre financier, nous constatons une certaine hétérogénéité des soldes courants – solde commercial plus solde des revenus et des transferts qui a globalement augmenté ces dix dernières années. Cette tendance a été imputée à certains pays : l’Allemagne, les Pays-Bas, et l’Autriche du côté des pays excédentaires ; la Grèce, le Portugal et l’Espagne du côté des pays déficitaires. Malgré le fait que cette hétérogénéité n’est pas forcément une mauvaise chose, elle pourrait malgré tout permettre une intégration commerciale et financière plus importante au sein de la zone euro.²²⁵

Mathieu Crozet remarque que l’élargissement de l’Union constitue une autre raison importante de la détérioration de l’économie des états du sud, - par conséquent de l’économie grecque -, et pour leur développement déséquilibré par rapport aux autres états membres. Les élargissements des années 2000 ont eu tendance à déplacer le centre de l’Europe vers le Nord-est, et ainsi à renforcer la centralité de l’Allemagne. Ce phénomène a accentué la marginalisation des pays du Sud de l’Europe, puisque les nouveaux entrants (Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Hongrie) ont pu développer, au détriment des pays du Sud, des synergies industrielles avec l’Allemagne et les autres pays industrialisés de l’UE, comme le montre le renforcement de leurs spécialisations industrielles. Autrement dit ces pays ont accueilli en nombre les investissements et les commandes des entreprises allemandes

226

André Grjebine met en avant le rôle de l’Allemagne qui a bien impacté l’économie grecque dans la structure déséquilibrée de la zone euro.

²²³ Mathieu, Crozet, *Ibid.*

²²⁴ Mathieu, Crozet, *Ibid.*

²²⁵ Mathieu, Crozet, *Ibid.*

²²⁶ Mathieu, Crozet, *Ibid.*

Comme expliqué par André Grjebine, l'Allemagne a accepté de renoncer au mark sous la condition d'un échange de l'alignement du reste de l'Europe sur sa propre rigueur, la création d'une sorte de mark européen. La France a souscrit aux règles de Maastricht en pensant qu'elle n'aurait jamais à les appliquer, en négligeant que l'Allemagne ne cesserait d'insister sur le respect des termes d'un traité signé avec une certaine légèreté. En revanche, les dirigeants européens mènent une stratégie économique et politique qui conduit à une zone monétaire affaiblie, prête à correspondre aux exigences des spéculateurs. D'un côté les pays dont l'économie est florissante (les pays du nord) visent à profiter des pays déficitaires en les privant des opportunités du développement industriel ; d'un autre côté, les pays du sud sont obligés d'importer les produits des états membres du nord sans favoriser ni l'activité entrepreneuriale nationale ni l'accumulation du capital ²²⁷ .

André Grjebine confirme que les pays "épargnants" ont développé des industries fortement exportatrices visant à trouver des marchés pour étendre leur force économique et, dans une certaine mesure, leur pouvoir politique. En conséquence, les pays «consommateurs» ont davantage favorisé les services. D'où les excédents structurels des uns et les déficits structurels des autres. Nous constatons qu'il s'agit, d'une "division du travail" comparable à celle entre les États-Unis et la Chine. La primauté donnée à l'épargne par rapport à la consommation immédiate justifie l'attachement des dirigeants allemands à la stabilité monétaire, c'est-à-dire la priorité qu'ils accordent à la protection de l'épargne²²⁸ .

Selon André Grjebine, les capacités exportatrices de l'Allemagne ont encore été renforcées par les réformes du marché du travail mises en œuvre par le chancelier Gerhard Schröder à partir de 2003. Elles ont, en effet, conduit à une modération salariale prononcée et à la multiplication d'emplois à durée déterminée et à bas salaires. Cette déflation salariale (la part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé de cinq points entre 1995 et 2010) a provoqué un regain de compétitivité et un affaiblissement de la demande intérieure ²²⁹ .

André Grjebine analyse que ces raisons ont conduit les dirigeants allemands à moins craindre une récession profonde en Europe que de laisser impunis les pays qui ne suivent

²²⁷ Grjebine André, *Les déséquilibres intra-européens : à qui la faute ?*, Regards croisés sur l'économie 1/2012 (n° 11) , p. 44-52

²²⁸ André, Grjebine, *Ibid.*

²²⁹ André, Grjebine, *Ibid.*

pas leur «modèle» et les règles de la discipline budgétaire, erreurs qui constitueraient un danger profond pour la croissance économique de l'Allemagne. Les politiques d'austérité imposées par l'Allemagne défavorisent l'assainissement économique des pays en crise comme la Grèce et renforcent en même temps la prédominance allemande basée sur les exportations aux marchés du sud ²³⁰.

André Grjebine soutient que ces pratiques d'austérité induites par les pays du nord influent sur la vie sociale et politique en ayant des effets désastreux qui déstabilisent les états-membres déficitaires. L'affaiblissement de la croissance mène à une récession sans précédent qui contrarie le désendettement de ces pays. L'incapacité de ces pays à se redresser repose sur deux raisons. Dans un premier temps, elles réduisent les recettes publiques et donc les capacités de remboursement. Dans un deuxième temps, les marchés financiers deviennent réticents à accorder des crédits à des pays menacés de récession. De ce fait, les taux d'intérêt qui leur sont appliqués augmentent rendant leur endettement de plus en plus coûteux. Cependant, ces politiques de rigueur appliquées par d'autres états, comme la Suède et le Canada, sont parvenues à faire sortir ces pays de la crise. Mais, la raison de cette réussite est le fait qu'ils ont mené cette politique dans une période de croissance mondiale qui n'a rien à voir avec la situation présente²³¹.

Amelie Poinssot, journaliste à Mediapart explique:

“La manière dont la Troïka a pris des décisions pour le traitement de la crise fait preuve d'une grande méconnaissance du pays. Certaines mesures d'austérité qui ont été prises ne s'avèrent pas applicables. Par exemple, il est impossible d'appliquer certaines décisions concernant la collecte des impôts quand l'infrastructure technique est insuffisante. En fait, l'économie de la Grèce se repose sur le domaine des services ou des petites entreprises ou la fraude fiscale est plus facile que chez des économies qui se reposent sur le salariat. Il faut investir dans le développement humain et technique pour contrôler la collecte des impôts. Donc, il n'est pas logique de réclamer la réduction du personnel, car il faut du personnel bien informatisé. Cette manière de gestion révèle un très haut niveau de méconnaissance, du pays car ces dirigeants en question n'ont pas vécu en Grèce et une idéologie qui favorise l'économie libérale.”²³².

²³⁰ André, Grjebine, *Ibid.*

²³¹ André, Grjebine, *Ibid.*

²³² Entretien avec Amelie Poinssot, Paris, 07/04/2016

Selon Yann Richard, l'U.E. s'est construite comme un espace contradictoire puisque malgré tous les efforts pour une intégration politique et économique de ses différents membres depuis cinquante ans, les dissensions nombreuses entre ses pays membres montrent son absence de leadership politique interne. Autrement dit, l'U.E. se présente comme une agrégation des nations différentes dont les intérêts et les perceptions ne sont pas sur les mêmes longueurs d'onde. En effet, ce rassemblement d'espaces nationaux soutenus par des dynamiques asynchrones ne partagent pas toujours les mêmes grands principes. Par conséquent, la sortie de la crise économique qui nécessite des efforts de coordination, devient difficile”.

Konstantinos Alexandropoulos démontre que l'Union européenne montre de plus en plus que tout projet d'Union politique est encore bien loin de devenir réalité. L'Union confirme les limites du processus d'intégration tel que conçu jusque là. Bien que la création d'une monnaie unique doive être le préambule à la création d'une union politique, en réalité elle ne s'est pas matérialisée, pas plus qu'un gouvernement économique de la zone Euro, et cela semble être de plus en plus compliqué. Le paradoxe étant que les États membres ont vu leur dette et leur déficit exploser pour renflouer un secteur bancaire victime d'une crise due au manque de régulation financière et à l'excès de financiarisation des produits proposés aux particuliers²³³.

Or, ces mêmes institutions financières à l'origine de la crise attaquent les États européens en raison de leurs déficits excessifs. Ces phénomènes donnent lieu à une situation paradoxale face à laquelle une prise de position politique ferme n'est pas encore prise. Le message de désunion envoyé aux citoyens européens et aux marchés restera dans les esprits, et on peut anticiper une nouvelle vague de populisme anti-européen. Par ailleurs, le retour des politiques nationalistes et populistes à travers l'Europe alimentées par l'incapacité actuelle de synchroniser la gestion du mouvement migratoire constitue encore une menace pour l'unité européenne²³⁴.

Yann Richard soutient que bien que l'on vive à l'ère des réseaux interurbains et de la mondialisation, les différences des nations demeurent déterminantes y compris dans un marché fortement intégré comme le marché européen qui façonne les dynamiques entre les états.

²³³ Konstantinos, Alexandropoulos,, “*La solidarité européenne à l'épreuve de la crise*” , IERI, 17/8/2011

²³⁴ Konstantinos, Alexandropoulos,, “*La solidarité européenne à l'épreuve de la crise*” *Ibid.*

Malgré tous les efforts pour une forte intégration politique européenne, la montée en puissance des réseaux métropolitains, les diverses formes de la libéralisation et de la dérégulation économique et enfin les mouvements de décentralisation, les États gardent leur importance en tant qu'acteur de la régulation et de la répartition des activités économiques. Les nations conservant leurs puissances, elles constituent un facteur prédominant dans le développement économique régional et urbain. Une étude menée sur les villes européennes fait preuve de cette réalité car 74 % des écarts de croissance économique entre les villes sur la période 1995-2006 étaient liés aux pays auxquels ces villes appartenaient²³⁵.

Autrement dit, selon Yann Richard, les dynamiques économiques des villes européennes pendant une période spécifique sont affectées par l'économie nationale de chaque pays-membres de l'U.E. En fait, les États conservent les principaux instruments de la régulation économique en Europe, que ce soit la régulation du marché du travail, les politiques fiscales, les mécanismes de redistribution sociale. Nous avons mis en avant l'importance de ce rôle décisif des états pendant la crise financière et économique de 2008-2009. Bien qu'ils soient affaiblis par le décalage entre leur capacité d'action au niveau national et l'action internationale des grands acteurs économiques privés, les États européens restent encore les acteurs principaux de la régulation économique²³⁶.

Selon Yann Richard, la fragilité de l'Union européenne réside en partie dans le fait que les Européens n'ont pas de sentiment d'appartenance à une communauté politique et économique qui est imprégnée par l'idée d'une identité et des points de références communs. Dans la condition où l'opinion publique européenne n'a pas émergé, c'est l'intergouvernementalisme avec ses divisions et ses hésitations qui va prévaloir. La référence nationale continue de primer largement sur la référence européenne tant au niveau politique qu'identitaire pour les citoyens européens car leurs sentiments vis-à-vis de l'U.E. et de ses institutions sont très mitigés et incertains²³⁷.

Yann Richard rajoute que les difficultés que les européens doivent envisager et surmonter se reflètent sur les différences profondes qui existent entre les nations européennes. Les

²³⁵ Van Hamme G., 2011a. « Les inégalités de développement territorial » In Didelon C., Richard Y., Van Hamme G., *Le territoire européen*, Paris, PUF, p. 67-94.

²³⁶ Yann, Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, EchoGéo [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 10 avril 2012, consulté le 29 mai 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/13043> ; DOI : 10.4000/echogeo.13043

²³⁷ Yann, Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *ibid.*

traditions politiques et partisans de chaque pays qui sont très marquées et les divergences idéologiques fortes entre les nations européennes constituent évidemment un obstacle dans la construction de l'Europe, en tant qu'espace politique et culturel. Les opinions publiques qui restent vivement nationales rendent difficiles des avancées politiques majeures, d'autant plus que les responsables politiques ne doivent rendre des comptes que vis-à-vis de leur propre électeurat national. Les européens vivent une crise d'identité, parce que l'identité européenne n'est pas reconnue comme une référence identitaire première, mais secondaire. Leur référence nationale marque leur mentalité, leur mode de vie mais aussi leurs principes et par conséquent ils sont détachés des leurs repères européens²³⁸ .

Cette tendance qui indique le détachement des citoyens de leur identité européenne se reflète sur certains sondages menés au cours des années 2000. Yann Richard cite une enquête réalisée par l'U.E. en mai 2010, qui relève que l'identité nationale vient toujours en tête dans la définition que les citoyens des pays membres de l'UE donnent d'eux-mêmes. Cependant, 62 % des personnes interrogées se sentent citoyennes de l'Union (21 % se disaient "tout à fait" européennes et 41% "plutôt" européennes). Les européens attribuent des caractéristiques plutôt nationales à leur définition de l'identité européenne²³⁹.

Yann Richard marque l'existence des diverses enquêtes qui ont montré que les Européens de l'ouest et du centre ont une vision finalement très nationale de l'Europe. Selon un sondage réalisé en 2003 par l'institut français de sondage CSA (en Allemagne, en Espagne, en France, en Grande-Bretagne, en Italie et en Pologne), il serait totalement illégitime de parler d'une mémoire européenne commune. Les personnes interrogées ont très souvent précisé que leur représentation de l'Europe et de son histoire se construisait à partir de références nationales. Ce résultat démontre le lien faible qu'il y a entre les citoyens et l'Europe. L'histoire et les références culturelles dans le cadre de la nation continue de prévaloir et en même temps de mettre à l'écart l'identité européenne. La combinaison de fortes identifications nationales, de la faiblesse de l'identité européenne et d'une confiance limitée dans l'Europe politique illustre les difficultés de la construction européenne²⁴⁰.

La confusion envers les institutions européennes, le manque de connaissances adéquates sur le fonctionnement de ses organes européens et les grands écarts sur les questions et les

²³⁸ Yann, Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *ibid.*

²³⁹ Yann, Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *ibid.*

²⁴⁰ Yann, Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *ibid.*

problèmes européens entre les nations rendent difficile la construction des objectifs communs. La méfiance des européens envers l'U.E. est remarquable, cela influe sur la coopération des citoyens des pays-membres et le renforcement des valeurs européennes. L'émergence de l'euroscepticisme et des mouvements nationalistes sont la preuve d'une mise en danger de la vision d'une Europe unie et solidaire qui va promouvoir ses intérêts communs.

Amelie Poinssot soutient que l'U.E. a des difficultés à communiquer le fonctionnement de ses institutions et à se rendre compréhensible aux citoyens. "L'U.E. est toujours quelque chose qui reste loin de notre vie quotidienne", explique Amelie Poinssot. Ainsi, même les journalistes spécialisés sur les enjeux européens, il est difficile de suivre toutes ces procédures institutionnelles et de comprendre la langue technique de Bruxelles caractérisée par l'usage d'un jargon compliqué. En fait, elle impute cette responsabilité aux dirigeants et aux fonctionnaires européens qui sont "déconnectés de la réalité", ce qui se reflète par leur méconnaissance du fonctionnement administratif de certains pays. Ce manque de connaissance est évident sur la manière dont ils tentent de gérer la crise grecque²⁴¹.

Yann Richard caractérise la baisse de la confiance dans toutes les institutions européennes depuis 2007 comme spectaculaire. L'Union européenne est perçue comme une communauté caractère non démocratique dans beaucoup de pays membres, comme en Grèce, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Slovaquie, et au Royaume-Uni. Plus de 50 % des personnes interrogées le pensent en Bulgarie, au Danemark, à Chypre, en Lettonie, au Luxembourg, en Pologne, en Roumanie et en Suède. En revanche, l'opinion publique des pays du Sud estime en majorité que l'U.E. ne considère pas assez leurs intérêts et leurs besoins

242

III. B L'axe franco allemand

Pierre Guerlain, professeur de civilisation américaine à l'Université Paris Ouest Nanterre introduit une perspective historique dans son analyse sur le couple franco-allemand, en qualifiant la relation entre les deux états de "sado-maso". Il souligne le fait que dans le passé, l'Allemagne, bien qu'elle ait été une puissance économique importante, a choisi d'être "un nain politique" pour des raisons historiques. Autrement dit, la France dictait ce

²⁴¹ Entretien avec Amelie Poinssot, Paris, 07/04/2016

²⁴² Yann, Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *ibid.*

qu'elle voulait à l'Allemagne. Pourtant, après la chute du mur et la montée d'Angela Merkel au pouvoir, on a constaté un renversement total de ce status quo. L'Allemagne devient la puissance dominante qui embarque la France dans ses décisions, tout au moins au niveau de l'Union européenne²⁴³.

Pierre Guerlain précise que la France était libre de choisir de faire la guerre en Libye, au Mali ou en Irak sans que l'Allemagne lui impose son opinion et continue à renforcer sa propre économie. Cependant, par rapport aux affaires européennes, l'Allemagne s'impose et assume son statut de puissance hégémonique régionale. Le fait que la France, qui en 2012 devait faire évoluer la politique économique de l'Union européenne, se soit alignée sur Berlin, comme autrefois Berlin suivait les décisions de Paris. Par la suite, M.Hollande a pris la place de M.Sarkozy dans l'axe, mais Mme Merkel n'a pas modifié ses objectifs. De plus, il met en avant le rôle de la France comme le "junior partner" dont l'Allemagne a besoin pour faire avaliser ses choix²⁴⁴.

"Dans ce couple, le junior partner a donc changé au cours du temps et il est clair qu'aujourd'hui la France ne sert plus que de faire valoir à l'Allemagne", déclare Pierre Guerlain²⁴⁵. Après la fin de la période de culpabilité historique pour l'Allemagne, qui est venue après la réunification, l'adoption de l'euro constitue une démarche qui convient aux objectifs allemands.

"L'économie allemande qui n'avait pas eu, depuis la Seconde Guerre mondiale, besoin de l'inflation et de la dévaluation à un euro qui lui convient. La France s'est privée, volontairement, puisque ses dirigeants ont poussé à la création de la monnaie unique pensant qu'elle briderait le pouvoir de l'Allemagne, d'outils nécessaires à son économie et a donc contribué à renverser les rapports de pouvoir au sein du couple²⁴⁶."

²⁴³ Pierre, Guerlain, "Merkel, Hollande et la crise grecque : le "couple" franco-allemand est un cache-misère", *L'Obs le plus*, 13/07/2015

²⁴⁴ Pierre, Guerlain, "Merkel, Hollande et la crise grecque : le "couple" franco-allemand est un cache-misère", *Ibid.*

²⁴⁵ Pierre, Guerlain, "Merkel, Hollande et la crise grecque : le "couple" franco-allemand est un cache-misère", *Ibid.*

²⁴⁶ Pierre, Guerlain, "Merkel, Hollande et la crise grecque : le "couple" franco-allemand est un cache-misère", *Ibid.*

Selon Amélie Poinssot l'axe franco-allemand a beaucoup changé:

“La France est très suiviste. On n'est pas en train de construire quelque chose en commun avec l'Allemagne. Est-ce que l'Allemagne est responsable parce qu'elle choisit de faire tout dans son coin ou c'est nous qui n'arrivons pas à nous ouvrir et penser d'une manière plus européenne? Ca c'est vraiment la question²⁴⁷.”

En revanche, Yann Richard souligne cette hyperpuissance européenne : l'Allemagne est montrée comme l'exemple à suivre car ses performances macroéconomiques sont meilleures que celles des autres pays. Les dirigeants allemands ont tendance à imposer une hégémonie économique sur l'Europe basée sur des principes stricts, comme celle de la discipline budgétaire et de l'austérité. L'Allemagne aurait profité de l'effondrement du rideau de fer pour reconstituer son aire d'influence en Europe centrale et orientale. Par conséquent, elle impose sa conception monétaire rigoriste au reste de l'Union européenne en influençant d'une manière très spécifique le pacte de stabilité qui accompagne l'euro²⁴⁸.

Yann Richard met en avant le fait que la situation de l'Allemagne est d'autant plus difficile puisque son partenaire habituel, la France, est affaibli tant au niveau économique que politique. De ce fait, l'Allemagne agit qu'avec autonomie sur la scène politique européenne sans être capable de constituer une alliance durable et valable avec la France. Son attachement au seul principe de la discipline budgétaire et l'austérité l'empêche d'établir son gouvernement politique pour plusieurs raisons. Les effets de ce choix politique sur la croissance, autrement dit l'imposition d'une stricte politique d'austérité, sont nocifs car beaucoup d'autres pays européens ne peuvent pas supporter ces mesures rigoureuses. Par conséquent, les programmes de sauvetage des pays comme la Grèce n'ont pas les résultats attendus concernant l'assainissement de leur économie. Cette pratique a comme résultats l'émergence de problèmes sur la cohérence et la solidarité de la communauté européenne en tant qu'espace politique²⁴⁹.

²⁴⁷ Entretien avec Amélie Poinssot, Paris, 07/04/2016

²⁴⁸ Yann, Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *ibid.*

²⁴⁹ Yann, Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *ibid.*

Romarc Godin, journaliste, remet en cause le sens de l'axe franco-allemand, puisque il s'agit, selon lui, d'une relation inégale. En fait, le journaliste précise que

“Pour moi il n’y a pas d’axe franco-allemand. L’Allemagne force la France à faire quasiment tout ce qu’elle veut. La France a peur de l’Allemagne, la France envie l’Allemagne. Les français ont un complexe d’infériorité envers les allemands, car l’Allemagne réussit là où la France échoue²⁵⁰.”

Cependant, selon Romarc Godin, la raison de cette attitude face à l’Allemagne ne réside pas dans l’impact de la crise sur l’économie de la France.

“La France a traversé la crise sans trop de difficultés en comparaison aux autres pays-membres Le taux de chômage est inférieur à la moyenne européenne. La raison pour laquelle les français la ressentent de cette manière, est le fait que l’économie française bouge très peu, très peu en haut très peu en bas, l’économie est stable. Alors que l’économie allemande est une économie avec des périodes de fortes croissances et de fortes périodes de baisses. Il n’y pas de couple franco-allemand. L’Allemagne prend les décisions et la France suit²⁵¹.”

Selon Pierre Guerlain, le problème réside dans le manque de volonté politique de régler des problèmes éminemment évitables sur le plan économique. Cette absence de vision politique et la dominance de la technocratie se reflètent sur la ténacité de M. Schäuble et Mme Merkel de trouver une solution valable pour la gestion de la crise. Pourtant, il faut que nous prenions conscience que l’Allemagne mène de telles pratiques parce qu’elle est dominante. En fait, elle se comporte en puissance hégémonique parce qu’elle a les moyens de faire peur aux autres. Ce comportement ressemble à celui de la France dans le passé récent, comme dans le passé lointain pensons alors à Louis XIV ou Napoléon)²⁵².

²⁵⁰ Entretien avec Romarc Godin, Paris, 16/03/2016

²⁵¹ Entretien avec Romarc Godin, Paris, 16/03/2016

²⁵² Pierre, Guerlain, “Merkel, Hollande et la crise grecque : le "couple" franco-allemand est un cache-misère”, *Ibid.*

Pierre Guerlain fait une comparaison entre l'influence du couple franco-allemand et celle de la Grande-Bretagne.

“Le couple franco-allemand sert à bercer les Français d’illusions sur leur pouvoir réel en Europe et permet à l’Allemagne de masquer ses démarches hégémoniques en donnant l’illusion d’un accord et d’une communauté de vues avec la deuxième économie de l’UE. De même que les histoires de la famille royale britannique masquent les enjeux politiques en Grande-Bretagne, la petite saga du couple franco-allemand, parfois aussi appelé de façon catastrophique "axe franco-allemand", amuse la galerie et flatte l’ego national français qui maquille son suivisme derrière une pseudo-fierté²⁵³.”

Cependant l’éclatement d’un conflit ouvert ne constitue pas obligatoirement une catastrophe. La France pourrait renoncer publiquement aux entêtements de Wolfgang Schäuble qui accentuent la pauvreté des grecs chez les grecs. De son côté, l’Allemagne pourrait mettre en avant les erreurs des interventions militaires françaises qui coûtent cher aux contribuables et ne font qu’attiser le terrorisme au lieu de le combattre. Selon Pierre Guerlain : “Le peuple peut ne pas être traité comme un petit enfant ébloui par le spectacle télévisuel d’un couple royal. La coopération franco-allemande doit être ouverte aux autres et ne pas servir de cache-misère pour les gogos des deux côtés du Rhin²⁵⁴.”

Pierre Haroche, docteur en Science politique de l’Université Paris I Panthéon-Sorbonne, souligne que l’intérêt du dialogue franco-allemand réside dans le fait que ces deux états sont assez représentatifs de l’Europe. “La France parle un peu au nom de ces pays du Sud, ces pays qui rechignent à la rigueur allemande et veulent aussi de la solidarité. L’Espagne, l’Italie et le Portugal savent que la position de la France leur sert aussi car ils risquent de se retrouver dans la position de la Grèce²⁵⁵.”

²⁵³ Pierre, Guerlain, “Merkel, Hollande et la crise grecque : le "couple" franco-allemand est un cache-misère”, *Ibid.*

²⁵⁴ Pierre, Guerlain, “Merkel, Hollande et la crise grecque : le "couple" franco-allemand est un cache-misère”, *Ibid.*

²⁵⁵ RT en français “ Y-a-t-il une crise conjugale franco-allemande sur fond de tragédie grecque?”, *RT en français*, 13/05/2015, disponible en ligne, <https://francais.rt.com/opinions/4288-crise-france-allemande-grece>, consulté le 17/06/2016

Malgré les différences entre les deux pays concernant le référendum grec, les deux leaders, François Hollande et Angela Merkel, ont essayé d'entretenir l'unité et la cohérence de l'U.E. et de la zone euro. En fait, la chancelière allemande et le président français tout en restant sur la retenue ont demandé la convocation d'un sommet de la zone euro. Ils se sont dit "tous deux d'accord sur le fait que le vote des citoyens grecs doit être respecté"²⁵⁶.

Depuis le référendum du 5 juillet, François Hollande et Angela Merkel sont en première ligne sur le dossier grec car ce sont eux qui ont organisé toutes les négociations pour le maintien de la Grèce dans l'Eurozone²⁵⁷. Pierre Haroche souligne le fait qu'étant donné l'endettement relativement élevé et la croissance faible de la France, cette dernière est plus proche des pays d'Europe du sud. "C'est la raison pour laquelle, depuis le début de son mandat, François Hollande n'a qu'un mot en bouche : "solidarité". Autrement dit, il faut assurer les pays en difficulté (aujourd'hui la Grèce mais peut-être un jour la France) qu'ils seront soutenus par les autres, quoi qu'il arrive", précise Pierre Haroche²⁵⁸.

Cependant, il remarque que l'Allemagne, avec un endettement relativement plus faible et une croissance plus forte, est considérée essentiellement comme un pays créancier. L'Allemagne, qui cherche à éviter de devenir la "vache à lait" de la zone euro, systématiquement appelée à soutenir ou même à sauver les Etats moins vertueux, met en lumière la notion de "responsabilité" des autres pays. Autrement dit, chaque Etat doit poursuivre l'assainissement de son économie et de ses finances avant de compter sur l'aide des autres²⁵⁹.

Dans la période du référendum, le gouvernement grec en coopération avec les fonctionnaires de Bercy ont rédigé le nouveau plan d'économie de la Grèce pour empêcher une sortie du pays de la zone euro. Pierre Haroche souligne que cette tentative de la part du gouvernement français se reflète dans ses déclarations officielles. La France a avant tout cherché à éviter le Grexit. D'une part, le président français, François Hollande, a été le

²⁵⁶ Les Echos "Referendum: La Grèce a dit non", paru le 05/07/2015

²⁵⁷ Pierre, Haroche, "Derrière la crise grecque, le bras de fer franco-allemand", Blog : Le blog de Pierre Haroche, Mediapart, 11/05/2015

²⁵⁸ Pierre, Haroche, "Derrière la crise grecque, le bras de fer franco-allemand", *Ibid.*

²⁵⁹ Pierre, Haroche, "Derrière la crise grecque, le bras de fer franco-allemand", *Ibid.*

premier à saluer les propositions grecques en les qualifiant de “crédibles” ; d’autre part, Manuel Valls a souligné qu’un Grexit serait tout à fait indésirable²⁶⁰.

Au contraire, le gouvernement d’Angela Merkel s’est montré beaucoup plus prudent et strict sur la prise de mesures pour le maintien de la Grèce dans la zone euro. En fait, Pierre Haroche cite l’analyse de Yanis Varoufakis, l’ex-ministre grec des Finances dans le *Guardian*:

“Schäuble souhaite en fait un Grexit afin d’effrayer les Français et les obliger à se discipliner. Suivant ce raisonnement, les Allemands chercheraient essentiellement utiliser la crise grecque comme une arme de dissuasion adressée aux autres membres de la zone euro. En effet, si un grand pays comme la France ou l’Italie venait à se trouver dans la position de la Grèce, le prix à payer et les répercussions seraient infiniment plus lourds. Pour les Allemands, mieux vaut imposer des règles strictes en amont que de se retrouver au pied du mur²⁶¹.”

Pierre Haroche pense que la théorie de Yanis Varoufakis, précédemment citée, est crédible. Dans le cas où le problème principal des Allemands était la dette grecque, ils pourraient facilement offrir une solution valable étant donné que la Grèce est un petit pays. Cependant les dirigeants européens visent à donner un exemple concret aux autres pays-membres, comme l’Espagne, le Portugal et *in fine* la France. En fait, ils ont comme but d’envoyer le message à ces pays endettés, qu’ils n’auront pas la possibilité d’avoir un budget plus laxiste²⁶².

“Être dur avec la Grèce envoie le message clair de respecter les règles d’équilibres budgétaires de la zone euro. Il s’agit, à travers le cas grec, de faire une sorte d’arme de dissuasion budgétaire, surtout vis-à-vis de la France”, explique Pierre Haroche²⁶³. Il est important que les dirigeants européens aient un vrai débat sur la gouvernance de la zone euro qui reste le

²⁶⁰ Pierre, Haroche, “Derrière la crise grecque, le bras de fer franco-allemand”, *Ibid.*

²⁶¹ Pierre, Haroche, “Derrière la crise grecque, le bras de fer franco-allemand”, *Ibid.*

²⁶² RT en français “ Y-a-t-il une crise conjugale franco-allemande sur fond de tragédie grecque?”, *RT en français*, 13/05/2015, disponible en ligne, <https://francais.rt.com/opinions/4288-crise-france-allemande-grece>, consulté le 17/06/2016

²⁶³ RT en français “ Y-a-t-il une crise conjugale franco-allemande sur fond de tragédie grecque”, *Ibid.*

vrai enjeu, et de ne pas être toujours attachés à leurs intérêts et conceptions de la zone euro²⁶⁴.

Pierre Haroche soutient que le référendum grec a constitué une occasion pour que les deux puissances de l'Europe : la France et l'Allemagne estiment de nouveau leurs positions envers les problèmes européens. En fait, il parle d'un bras de fer franco-allemand: "ce que révèlent de plus en plus leurs prises de positions respectives, c'est que la dette grecque ne constitue pas à leurs yeux un simple cas particulier, mais bel et bien un précédent qui orientera la gouvernance de la zone euro de façon générale²⁶⁵."

Bien que le Président français et la Chancelière aient cherché à déclarer leur unité en appelant à trouver "un équilibre entre responsabilité et solidarité", chacun a agi en fonction des priorités et des intérêts de son pays: "La difficulté vient du fait que l'enjeu n'est pas forcément européen mais que chacun de ces deux pays veut éviter de se retrouver dans une situation difficile à l'égard de sa propre économie, de ses propres électeurs, ou de ses propres parlementaires", définit Pierre Haroche²⁶⁶.

De plus, il confirme que les dissensions des deux parties correspondent aux égoïsmes nationaux allemands et français prévalant dans la crise grecque.

"Chacun défend ses intérêts. L'Allemagne n'a pas envie d'entrer dans un système où elle paiera pour les dettes des autres pays, y compris celles de la France. Les Allemands veulent plus de contrôle sur les budgets nationaux. Les Français veulent plus de solidarité. Entre les deux, on peut trouver aussi un compromis pour faire avancer l'Europe, compromis qui prendrait la forme d'un budget commun de la zone euro ou un contrôle budgétaire européen. Cette crise pourrait aboutir à un renforcement institutionnel de la zone euro.", ajoute Pierre Haroche²⁶⁷.

²⁶⁴ RT en français " Y-a-t-il une crise conjugale franco-allemande sur fond de tragédie grecque", *Ibid.*

²⁶⁵ RT en français " Y-a-t-il une crise conjugale franco-allemande sur fond de tragédie grecque", *Ibid.*

²⁶⁶ RT en français " Y-a-t-il une crise conjugale franco-allemande sur fond de tragédie grecque", *Ibid.*

²⁶⁷ RT en français " Y-a-t-il une crise conjugale franco-allemande sur fond de tragédie grecque", *Ibid.*

L'axe Paris-Berlin s'intéresse plutôt à l'interprétation de cette crise par les autres pays membres de l'U.E. qu'à sa résolution²⁶⁸.

Selon Pierre Haroche, il y a des enjeux qui dépassent le seul sort de la dette grecque, constat qui explique la difficulté des négociations sur le dossier grec. Pourtant, il met en avant que la crise grecque pourrait constituer une chance pour l'axe franco-allemand. Le couple franco-allemand a adopté des positions à la fois opposées et complémentaires, dont la synthèse aurait pu constituer un point de ralliement pour l'ensemble de la communauté mais aussi pour le continent. Par ailleurs, la France et l'Allemagne sont en Europe les deux Etats qui ont le plus besoin l'un de l'autre et qui ont le plus l'habitude de bâtir des compromis courageux pour soutenir leurs intérêts. En fait, ces deux états constituent, depuis le début, le moteur de la construction européenne. Il sont les deux piliers importants des principes fondamentaux européens²⁶⁹.

Pour Pierre Haroche, la crise grecque pourrait se révéler être une épreuve essentielle si elle devenait l'occasion d'un façonnement du règlement global de la gouvernance de la zone euro. En retour, si Français et Allemands étaient rassurés quant à leurs relations futures, la question grecque serait désinvestie des anticipations et autres calculs stratégiques qui en compliquent aujourd'hui le règlement. De fait, une crise étant une situation particulière qui soulève bien des problèmes et des enjeux complexes, elle peut contribuer à la réorientation des relations des deux puissances²⁷⁰.

Pierre Haroche propose que les deux pays rapprochent leurs méthodes et leurs recommandations sur le traitement de la crise grecque. Il conseille aux Allemands d'accepter de renforcer la solidarité au sein de la zone euro et que les Français acceptent un contrôle plus fort de la part des institutions européennes sur les budgets des Etats membres. De cette façon, nous pourrions apaiser à la fois la crainte d'être condamnés à une austérité sévère chez les Européens du Sud, et le risque de signer des chèques en blanc chez les Européens du Nord. A terme, la zone euro pourrait prévoir des échéances afin de parvenir à un véri-

²⁶⁸ RT en français " Y-a-t-il une crise conjugale franco-allemande sur fond de tragédie grecque", *Ibid.*

²⁶⁹ Pierre, Haroche, "Derrière la crise grecque, le bras de fer franco-allemand", *Ibid.*

²⁷⁰ RT en français " Y-a-t-il une crise conjugale franco-allemande sur fond de tragédie grecque", *Ibid.*

table budget commun comme le préconisent les ministres de l'économie des deux pays, Emmanuel Macron et Sigmar Gabriel²⁷¹.

De cette façon, l'axe franco-allemand peut constituer un rapport de force important qui va proposer des solutions valables pour des d'éventuelles futures crises, en assurant à la fois leurs positions solides sur la scène politique internationale. Pierre Haroche espère que "le couple franco-allemand saura se montrer aussi courageux et inventif qu'il l'a déjà été à de multiples reprises par le passé²⁷²."

III. C La position de l'U.E. et les enjeux ayant émergés par la crise grecque

La victoire du "non" aux propositions des créanciers a suscité de vives réactions au sein de l'Eurogroupe et de la Commission européenne. Les dirigeants européens ont encouragé les grecs à voter "oui" au référendum puisque les répercussions du "non" seraient inconnues. La ligne directrice de l'U.E. sur le référendum se reflète sur la position de Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, qui a demandé aux Grecs "de voter oui". Etant donné l'incertitude des marchés financiers, et le fait que les investisseurs redoutent une sortie de la Grèce de la zone euro, la diplomatie européenne soutient les déclarations pour tenter de convaincre Athènes de revenir à la table des négociations pour éviter un défaut de paiement²⁷³.

Le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a jugé que le résultat du référendum était "très regrettable pour l'avenir de la Grèce²⁷⁴" tandis que le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, s'est dit "profondément affligé, attristé par le spectacle qu'a donné l'Europe samedi dernier. En une seule nuit, la conscience européenne a pris un sacré coup, la bonne volonté s'est quelque peu évaporée, des égoïsmes ont pris le dessus" a-t-il déclaré²⁷⁵. Jean-Claude Juncker se sent "trahi" parce que ses efforts et ceux

²⁷¹ Pierre, Haroche, "Derrière la crise grecque, le bras de fer franco-allemand", *Ibid.*

²⁷² Pierre, Haroche, "Derrière la crise grecque, le bras de fer franco-allemand", *Ibid.*

²⁷³ France info, "Crise grecque : Juncker se sent "trahi", Obama et Hollande mobilisés", *France info.fr*, 29/06/2015, disponible en ligne, <http://www.franceinfo.fr/actu/economie/article/crise-grecque-juncker-se-sent-trahi-obama-et-hollande-mobilises-698254>, consulté le 12/12/2015.

²⁷⁴ Le Monde.fr avec AFP, AP et Reuters "Un sommet de la zone euro sur la Grèce se tiendra dès le 7 juillet", *Le Monde.fr avec AFP, AP et reuters.fr*, 05/07/2015 disponible en ligne, http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/07/05/grece-rencontre-entre-hollande-et-merkel-lundi-soir-a-paris_4671434_3234.html, consulté le 12/12/2015.

²⁷⁵ Rédaction de France Info, "Crise grecque : Juncker se sent "trahi", Obama et Hollande mobilisés", *Ibid.*

des autres institutions impliquées dans le dossier grec ne semblent pas avoir été pris en compte.

Cependant, il a ajouté “Je n'ai pas de nouvelles propositions à faire aujourd'hui”, tout en indiquant que l'Eurogroupe était prêt à parler des mesures d'allègement de la dette grecque dès cet automne²⁷⁶. En revanche, Angela Merkel affirme que l'échec de l'euro serait celui de l'Europe et appelle au “compromis” : “Si l'euro échoue, l'Europe échoue²⁷⁷” La chancelière allemande a déclaré devant des représentants de son parti conservateur à Berlin : “Si nous perdons la capacité à trouver des compromis, alors l'Europe est perdue”, a-t-elle dit²⁷⁸. Le risque de Grexit constitue un cas sans précédent qui amorce une rupture au sein de la communauté européenne.

La crise grecque et dans le cas examiné, la période du referendum, a soulevé les faiblesses de la communauté européenne et de la zone euro, mais aussi l'incapacité des dirigeants européens de se mettre d'accord sur la gestion du problème. Selon Gilles Bridier, journaliste économique, une partie des responsables européens comme Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds monétaire international, et Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, ont rejoint publiquement les positions de nombreux économistes – dont des prix Nobel comme Jean Tirole et des personnalités comme Dominique Strauss-Kahn – en faveur d'un allègement de la dette grecque, au nom du caractère insoutenable à long terme d'une dette qui devrait passer de 175% du PIB à quelques 200% dans deux ans. En revanche, l'Allemagne continue de se déclarer hostile à tout effacement et ne semble être disposée qu'à étaler le remboursement malgré l'unanimité, en Europe, sur le sujet. En fait, cet aspect du problème ne relève plus de la compétence unique de la Grèce mais de l'Europe toute entière et de l'ensemble de ses créanciers²⁷⁹.

Gilles Bridier souligne que bien que les grecs aient fait des erreurs et qu'il y ait eu de nombreux rebondissements qui ont contribué à la dramatisation des débats et à la détérioration de la situation, le mauvais fonctionnement de la gouvernance de l'Eurogroupe a ag-

²⁷⁶ Rédaction de France Info, “Crise grecque : Juncker se sent “trahi”, Obama et Hollande mobilisés”, *Ibid.*

²⁷⁷ Rédaction de France Info, “Crise grecque : Juncker se sent “trahi”, Obama et Hollande mobilisés”, *Ibid.*

²⁷⁸ Rédaction de France Info, “Crise grecque : Juncker se sent “trahi”, Obama et Hollande mobilisés”, *Ibid.*

²⁷⁹ Bridier Gilles “Il faut réformer l'Eurogroupe (la crise grecque en est la preuve)”, [slate.fr](http://www.slate.fr), 22/07/2015, disponible en ligne, <http://www.slate.fr/story/104627/euro-reformer-eurogroupe>, consultée le 18/06/2016

gravé la crise. Dans le cas où la gouvernance de l'Eurogroupe aurait été mieux établie, les négociations auraient pu être mieux encadrées et elles auraient pu potentiellement porter leurs fruits. De plus, les erreurs à l'origine de la crise grecque, comme des sauvetages financiers insuffisamment organisés, auraient pu être évitées ou au moins anticipées²⁸⁰.

Romarc Godin analyse, dans son article de La Tribune : "Cette volonté de se dédouaner de ses propres fautes est renforcée par le fait que la recette appliquée à la Grèce, celle d'une austérité aveugle, n'a fait encore qu'aggraver le problème. Si les deux restructuration de la dette privée, de 2011 et 2012, n'ont pas permis de réduire le taux d'endettement du pays, c'est parce que la troïka a imposé (souvenons-nous que cette troïka envoyait des ordres par mail aux ministres) une politique hautement récessive à la Grèce. Le PIB s'est effondré, le taux d'endettement a mécaniquement gonflé. Et l'on se retrouve dans l'impasse. Une impasse qui, là encore, va coûter cher aux contribuables de la zone euro²⁸¹."

Par la suite, il se réfère au refus des dirigeants de prendre leurs responsabilités. Etant donné que ni la chancelière, ni ses collègues ne veulent accepter leurs responsabilités, ils se cachent derrière une pseudo-mauvaise volonté grecque. Cependant cet argument n'est plus valable. La Grèce a réalisé un ajustement budgétaire quasiment unique dans l'histoire, ses "efforts" mesurés par la baisse du PIB ne sont égalés par aucun autre pays, ni l'Irlande, ni l'Espagne, ni la Lettonie. La raison pour laquelle l'implication de cette méthode n'a pas fonctionné est le fait qu'elle n'était pas adaptée aux structures économiques de la Grèce. En conséquence le remède a donc été pire que le mal et a conduit à l'insoutenabilité de la dette²⁸².

Pourtant, la crise grecque ne constitue qu'une façade de la crise de l'euro. En fait, Mathieu Crozet souligne la multitude des raisons qui ont conduit à la crise de l'euro: l'insuffisance des outils de stabilisation, ainsi que celle des transferts, de la mobilité des travailleurs, de l'intégration institutionnelle des pays membres ou encore l'insuffisante coordination des politiques macroéconomiques qui ont été menées en temps de crise²⁸³. Selon Mathieu Cro-

²⁸⁰ Bridier Gilles "Il faut réformer l'Eurogroupe (la crise grecque en est la preuve)", *Ibid.*

²⁸¹ Romarc, Godin, "Grèce : pourquoi Angela Merkel refuse de parler de la dette grecque", *La Tribune*, 07/07/2015, disponible en ligne, <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-pourquoi-angela-merkel-refuse-de-parler-de-la-dette-grecque-490094.html>, consulté le 15/06/2016

²⁸² Romarc, Godin "Grèce : pourquoi Angela Merkel refuse de parler de la dette grecque", *Ibid.*

²⁸³ Mathieu, Crozet, "Les défis de l'hétérogénéité de l'Union européenne", propos recueillis par Asma Benhenda, *Regards croisés sur l'économie*, La Découverte, 2012/1 (n° 11), p. 33-39.

zet, “L’euro est forcément un costume mal taillé pour tous les pays membres de la zone. Mais il est logique qu’il convienne a priori mieux aux pays qui sont représentatifs de la moyenne de la zone et aux grands pays, qui influencent d’avantage cette moyenne, qu’aux petits pays atypiques. À l’évidence, si l’euro ne convient parfaitement à aucun pays européen, c’est sans doute plus vrai pour la Grèce que pour la France ou l’Allemagne²⁸⁴.”

Yann Richard précise que la fragilité excessive de l’U.E. et de la zone euro vient de leurs disparités et de leurs divisions internes. Il montre aussi que la fragilité structurelle de l’Union se retrouve à presque tous les niveaux. Les mesures de traitement de la crise, comme le nouveau traité européen tant souhaité par Angela Merkel, mettent davantage en avant le principe de solidité financière que la croissance et l’emploi et suscite de nombreuses oppositions. Cela souligne la fragilité du leadership allemand ou franco-allemand. Il est essentiel de trouver un nouveau modèle européen plus agissant et plus lisible pour les citoyens européens eux-mêmes et pour les autres acteurs du jeu international. S’ils sont découragés c’est que c’est dissuasif et la lenteur de certaines procédures européennes, ou perçoivent davantage ses fragilités que ses atouts²⁸⁵.

Yann Richard constate que le manque de leadership dont l’Union européenne souffre se reflète sur l’incapacité de l’Allemagne à fournir la stabilité et la sécurité aux états-membres de l’Union et d’agir comme prêteur en dernier ressort ce qui lui confère son statut de garant de l’ordre établi. Or, l’Allemagne n’est pas en mesure d’exercer ce leadership car ses propositions n’entraînent pas l’adhésion de ses partenaires²⁸⁶.

Selon Gilles Bridier, le recours à l’exclusion d’un pays endetté de la zone, révèle la faiblesse de l’Union. Autrement dit, un Grexit aurait fragilisé le projet européen apportant un avantage indéniable aux adversaires de l’Union. L’éventualité même d’une exclusion, non prévue par les traités, constitue une menace pour ce projet puisqu’une Union ne peut se consolider sur le doute. En conséquence, nous constatons beaucoup d’éléments qui plaident en faveur d’une réorganisation de l’Eurogroupe. “Une gouvernance digne de ce nom

²⁸⁴ Mathieu, Crozet, “Les défis de l’hétérogénéité de l’Union européenne”, *Ibid.*

²⁸⁵ Lisbonne-de Vergeron, K., *L’Europe vue de Chine et d’Inde depuis la crise : nouvelles perspectives des grands émergents asiatiques*, Paris, Fondation Robert Schuman, 2012.

²⁸⁶ Yann Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *Ibid.*

ne doit pas laisser passer des manquements tels que la Grèce en révéla. Elle ne doit pas non plus varier au gré des négociations et des acteurs” explique Gilles Bridier²⁸⁷.

“On a transformé un petit problème en un énorme problème. Si on avait fait preuve de bonne volonté dans un contexte de solidarité qui prévalait autrefois, tout aurait été plus facile. La confiance qui doit être à la base des relations entre les pays européens a été anéantie”, a déclaré l’ancien président de la Commission européenne Romano Prodi. L’Eurogroupe informel a atteint ses limites. Il est remarquable que le fait qu’un pays dont le PIB représente 2% de celui de l’Union ait menacé l’existence de la monnaie européenne en risquant l’exclusion de la zone euro. Le Grexit pourrait avoir des conséquences inconnues pour l’avenir du pays mais également pour l’avenir politique de l’Union, hypothèses qui ont circulé, sans réponses réellement tangibles²⁸⁸.

En effet, Yann Richard met en avant l’indépendance économique des pays membres de l’union en disant que s’intégrer sur le plan monétaire rend les économies tellement interdépendantes que cela suppose qu’elles convergent sur le plan politique. il est incompatible d’utiliser la même monnaie lorsque les performances macroéconomiques sont si inégales et les politiques économiques si différentes et peu complémentaires. Dans la condition où l’on vise à créer des solidarités de fait et des interdépendances monétaires et économiques entre les pays membres d’un espace commun, certaines politiques doivent être plus coordonnées voire à terme communautarisées. Cette tactique peut promouvoir et renforcer la cohérence et l’efficacité d’une communauté normale et harmonieuse²⁸⁹.

Yann Richard souligne le fait que la crise met à mal l’intégration économique et monétaire que les Européens ont mis si longtemps à construire en exposant au grand jour les lignes de failles internes profondes qui la traversent. La Grèce ne doit pas être l’arbre qui cache la forêt. Le choc économique actuel ne fait que dévoiler des fragilités structurelles plus nombreuses et plus anciennes. Quelles sont-elles ? Quel est leur impact sur l’intensité de la crise dans les différents pays ? Dans quelle mesure ces fragilités gênent-elles l’Union européenne et la zone euro pour sortir de la crise ? L’Union n’est-elle pas parvenue au bout

²⁸⁷ Bridier Gilles “Il faut réformer l’Eurogroupe (la crise grecque en est la preuve)”, *Ibid.*

²⁸⁸ Bridier Gilles “Il faut réformer l’Eurogroupe (la crise grecque en est la preuve)”, *Ibid.*

²⁸⁹ Yann Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, Ibid.

d'une logique qui s'essouffle en combinant de plus en plus difficilement intégration et éclatement²⁹⁰?

Dans son analyse Yann Richard précise:

“Une intégration approfondie apporterait sans doute un surcroît d'efficacité. C'est aussi une condition préalable pour continuer de peser dans les négociations internationales face à des pays émergents qui revendiquent un rôle accru dans un système mondial polycentrique où la puissance est plus diffuse qu'autrefois²⁹¹. La mondialisation est, entre autres choses, une affaire de rapport de force, une sorte de “bataille” de normes et de réglementations²⁹². L'échec cuisant de l'U.E. lors des négociations sur le climat à Copenhague devrait être un signal d'alarme car il a confirmé que les Européens ne pèsent pas aussi lourds qu'ils le pensent dans certains domaines. Les Européens doivent se demander s'ils ont plus de chance de bien figurer dans cette « bataille » en restant divisés ou en poursuivant leur intégration. La crise est là pour le rappeler²⁹³.”

André Grjebine précise que les conséquences de la crise grecque ne sont pas seulement financières car elles ont révélé des carences béantes dans la gouvernance à l'échelle européenne qu'il faudra bien corriger. Étant donné que la zone euro ne fonctionne pas selon les règles du fédéralisme, elle n'offre pas les alternatives nécessaires aux pays membres pour que ces derniers surmontent les obstacles soulevés par la crise. Autrement dit, la zone euro prive les États membres de la possibilité d'ajuster leur monnaie sans créer pour autant les moyens de compensation nécessaires pour réduire leurs divergences économiques et sociales. La Grèce, en appartenant à une telle union, est forcée de suivre toutes les règles imposées par la zone euro sans pouvoir recourir aux solutions alternatives²⁹⁴.

²⁹⁰ Yann Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, Ibid.

²⁹¹ Foucher M., “Retour des frontières, pérennité des États dans le monde polycentrique”, In Gentelle P, *Géopolitique du monde contemporain*, Paris, Nathan, 2008, p. 269-281.

²⁹² Laïdi Z., *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2005.

²⁹³ Yann Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, Ibid.

²⁹⁴ André, Grjebine, *Les déséquilibres intra-européens : à qui la faute ?*, Regards croisés sur l'économie 1/2012 (n° 11), p. 44-52

En revanche, dans le cas d'un pays autonome monétairement, une fuite de capitaux entraîne une dépréciation du taux de change. L'équilibre extérieur tend alors à se rétablir et la confiance à revenir. Selon André Grjebine, pour un État appartenant à une union monétaire, une perte de confiance provoque une montée des taux d'intérêt qui rend plus problématique encore le financement des dettes et accentue la perte de confiance. Etant incapable de compenser une compétitivité insuffisante par la dévaluation de sa monnaie, un pays structurellement déficitaire doit pratiquer une politique d'austérité qui freine la croissance, aggrave le chômage et le conduit à réduire ses investissements. Par conséquent, ces pratiques compromettent la compétitivité du pays, en transformant cette crise de liquidité en une crise de solvabilité²⁹⁵.

La zone euro est fondée sur des inégalités qui menacent l'équilibre de la communauté. Ces problèmes structurels étaient présents dès sa création. Les accords et les traités signés privilégient les intérêts des pays du nord qui ont profité des pays économiquement faibles, c'est-à-dire ceux du sud.

Yann Richard précise que, depuis le début de la crise, les pays membres de l'U.E. sont réticents à l'idée de fédéralisation. Cela se traduit par la méthode adoptée pour répondre aux soubresauts de la conjoncture. Le traitement de la crise s'appuie sur une méthode intergouvernementale, c'est-à-dire à l'unanimité. De cette façon, les pays membres ne souhaitent pas engager les compétences de l'UE trop loin dans un domaine qui touche à leurs compétences régaliennes et qui peut impacter leurs intérêts. Cependant beaucoup de problèmes émergent de cette position des pays de l'U.E., qui sont particulièrement réticents à l'idée de fédéralisation. Dans un premier temps, nous pouvons remettre en cause le fait que l'UE, et *a fortiori* la zone euro, pourra continuer à fonctionner politiquement sur un mode intergouvernemental alors que l'intégration est *de facto* très avancée²⁹⁶.

Dans un deuxième temps, nous doutons du fait qu'ils puissent continuer à mener des politiques non coordonnées dans des domaines cruciaux tels que la fiscalité et le droit du travail. En fait, le choix d'une méthode intergouvernementale traduit une situation ancienne. Depuis longtemps, l'U.E. fonctionne en interdépendance dans les domaines les plus sensibles. En alliant à cette méthode dépassée le manque de clarté du fonctionnement de l'UE

²⁹⁵ André, Grjebine, *Les déséquilibres intra-européens : à qui la faute ?*, *Ibid.*

²⁹⁶ Yann Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *Ibid.*

pour les acteurs extérieurs, il n'est pas étonnant que les marchés restent méfiants et continuent de sanctionner les décisions européennes. Selon Yann Richard

“Le fait que la Banque centrale ne puisse pas réellement intervenir en dehors des marchés secondaires pour soutenir les pays membres et que le FMI doive intervenir dans les dispositifs de soutien mis en place est source de perplexité pour de nombreux observateurs, qui y voient d'inutiles complications et un facteur de fragilité supplémentaire²⁹⁷.”

Yann Richard propose que pour une gestion efficace du problème, nous surmontions plusieurs obstacles et de nombreuses oppositions internes pour créer le fonds de secours européen, remplacé à terme par le mécanisme européen de solidarité financière. Bien que les dirigeants européens aient pris ces décisions ensemble, les marchés ne sont pas rassurés car il a fallu convaincre les citoyens des pays membres plus riches de soutenir les plus pauvres et les moins “vertueux”. Autrement dit, ils devaient faire changer l'opinion publique qui était parfois négative envers l'octroi de l'aide financière aux pays endettés comme la Grèce. Enfin, l'idée allemande d'instaurer une tutelle budgétaire sur la Grèce n'a pas été soutenue par les 24 autres pays signataires du pacte. Mais il est vrai que cette tutelle existe déjà *de facto*²⁹⁸.

Yann Richard analyse le déroulement possible de trois scénarios : L'éclatement de l'union monétaire et peut-être de l'Union européenne elle-même ; le “rafistolage” de l'Union au nom d'un maintien précaire de ce qui est acquis ; la relance du processus d'intégration selon différentes formes. Le troisième scénario est le plus attrayant, mais même ses plus fervents partisans doivent admettre que de nombreux obstacles existent. Parmi beaucoup d'autres, deux facteurs internes à l'Union européenne contribuent à la fébrilité des marchés financiers et à la fragilité de l'euro : la divergence des positions des États à propos des solutions à la crise et, par conséquent, la lenteur des décisions et de leurs mises en œuvre. Dans le cas de la crise grecque les dirigeants européens ont mis beaucoup de temps pour que les pays membres de l'UE se mettent en ordre de bataille après la prise de conscience de l'ampleur des problèmes de la Grèce²⁹⁹.

²⁹⁷ Yann Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *Ibid.*

²⁹⁸ Yann Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *Ibid.*

²⁹⁹ Yann Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *Ibid.*

François Hollande a souligné ces insuffisances en réclamant un gouvernement de la zone euro. Le fonctionnement actuel de l'Eurogroupe, créé en 1997 et dont la nature demeure aujourd'hui informelle, bien que le Traité sur le fonctionnement de l'Union de 2009 reconnaisse son existence, a démontré ses limites. L'Eurogroupe n'a pas de pouvoir de décision formel et ne dispose pas de moyens propres et adéquats pour établir sa position. Gilles Bridier met en avant le fait que :

“Bien qu'il comprenne les représentants des dix-neuf membres de la Zone euro, on a vu à l'occasion de la crise grecque que l'Allemagne et la France étaient quasiment les seules puissances à la manœuvre, nouant avec les uns et les autres des alliances de circonstance de façon fort peu transparente avec des objectifs qui s'affranchissaient de procédures claires au gré de l'évolution des négociations. Insupportable...³⁰⁰”

Gilles Bridier remarque qu'une réorganisation de la zone euro est évidente pour que la puissance allemande ne semble pas tout contrôler et tout décider est nécessaire. Autrement c'est l'équilibre même au sein de la zone qui est menacé. La démocratie, en Europe, implique que le pouvoir dans la zone euro ne soit pas monopolisé par certains membres. Pourtant, les autres pays membres n'apparaissent pas prêts à prêter allégeance, même s'il est évident que, représentant à elle seule 21% du PIB de l'Union, l'Allemagne est la pièce maîtresse de l'économie européenne, et le pilote du moteur franco-allemand (qui représente pour sa part 35% du PIB européen³⁰¹).

En revanche, les obstacles pour construire une nouvelle gouvernance sont nombreux, comme Gilles Bridier l'explique. Le premier de ces obstacles est dû aux pays de l'UE qui ne participant pas à la zone euro mais qui font partie des réunions des ministres de l'Économie et des Finances de l'Union emmenés par la Grande-Bretagne sont toujours hostiles à la création d'un pôle de décision auquel ils ne participeraient pas. Dans un deuxième temps, la constitution d'une “avant-garde”, selon l'expression de François Hollande, comprenant les pays fondateurs de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, France,

³⁰⁰ Bridier Gilles “Il faut réformer l'Eurogroupe (la crise grecque en est la preuve)”, *Ibid.*

³⁰¹ Bridier Gilles “Il faut réformer l'Eurogroupe (la crise grecque en est la preuve)”, *Ibid.*

Italie, Luxembourg, Pays-Bas) se heurterait au veto des autres membres qui ont maintenant voix au chapitre³⁰².

La crise économique en Europe a mis à l'épreuve la cohésion d'une union de nature principalement économique en testant les limites de la solidarité parmi ses pays-membres. La crise qui s'empire a pointé de manière flagrante les faiblesses de la construction européenne, tant au niveau politique qu'au niveau institutionnel. Selon Konstantinos Alexandropoulos, "Face aux problèmes qui concernent l'ensemble des pays du continent, l'appel à la solidarité n'est plus un choix stratégique, mais une décision existentielle pour l'avenir des pays membres"³⁰³."

Cette crise révèle que l'Union européenne est dans une impasse car la philosophie sur laquelle elle est fondée s'avère peu fiable. En fait, les européens n'ont pas embrassé les idées fondamentales que l'union prône, c'est-à-dire faire avancer l'intégration par la création de solidarités de fait, par l'instauration de règles communes et par le partage de la souveraineté dans un nombre croissant de domaines. Selon Yann Richard, cette logique, qui a été longtemps fondée sur des avancées techniques, n'a pas été suffisamment construite avec les citoyens européens eux-mêmes. Tous les observateurs, qu'ils soient favorables à l'intégration européenne ou non, sont d'accord sur ce point : il n'est pas possible d'avancer en conservant un modèle d'intégration déséquilibré. En conséquence, la tactique de cette intégration mal réalisée soulève des questions sur l'avenir de la communauté³⁰⁴.

Dominique Strauss-Kahn, l'ancien patron du FMI, met en avant la solidarité comme la valeur la plus importante pour l'avenir de l'Europe en précisant que les Européens doivent sortir de "l'ambiguïté" qui avait cours lors de la création de l'euro et inventer « une vision intelligente et rénovée de l'architecture de l'union monétaire ». Autrement, l'U.E. risque de disparaître en tant que puissance. Dans une lettre ouverte "à ses amis allemands", Mr Strauss-Kahn poursuit

"Ne me dites pas que s'il en est ainsi et que si certains ne veulent rien entendre, vous continuerez votre route sans eux (...) Vous comme tous les Européens avez besoin de l'ensemble de l'Europe pour survivre, divisés nous sommes trop pe-

³⁰² Bridier Gilles "Il faut réformer l'Eurogroupe (la crise grecque en est la preuve)", *Ibid.*

³⁰³ Konstantinos, Alexandropoulos, "La solidarité européenne à l'épreuve de la crise" *ibid*

³⁰⁴ Yann Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *Ibid.*

tits... L'enjeu est de taille. Une alliance de quelques pays européens, même emmenée par le plus puissant d'entre eux, sera peu capable d'affronter seule la pression russe et sera vassalisée par notre allié et ami américain à une échéance qui n'est peut-être pas si lointaine³⁰⁵.”

Conclusion

Pour conclure, la gestion de la crise grecque par les rédacteurs des journaux et les animateurs des chaînes reflètent les intérêts de chaque media et sa ligne politique, ainsi que l'inquiétude des journalistes pour l'avenir de leurs pays. Bien qu'ils aient suivi l'actualité tout en tenant compte des positions des dirigeants, ils ont mis en avant les aspects des crises et les pensées des spécialistes qui correspondent à leur ligne éditoriale et au profil de leur moyen de communication. Le traitement de la crise grecque par chaque journal reflète le fait que les journalistes connaissaient leur lectorat.

L'imputation de la responsabilité est révélateur de différence politique. D'une part, *Le Monde* a favorisé les décisions de M. Hollande, en soulignant que les hommes politiques

³⁰⁵ Ouest France, “Grèce. DSK dénonce le "diktat" allemand”, *Ouest france.fr*, 19/07/2015, disponible en ligne <http://www.ouest-france.fr/europe/grece-dsk-sen-prend-lattitude-de-lallemagne-3569911>, consulté le 15/07/2016

étrangers approuvaient le président français d'autre part, *Le Figaro* a vivement critiqué la manière dont le président français a géré le problème. Les rédacteurs du *Figaro* ont mis en avant les hommes politiques français qui ont dénigré les tactiques du président français. Selon ces derniers, les décisions prises étaient dangereuses et ont abîmé le prestige de la France comme puissance politique. Pourtant, la principale similarité entre les deux journaux est l'embarras des journalistes français face aux conséquences ambiguës dans le cas de la victoire du "oui". Les deux journaux, malgré le fait qu'ils ont traité le sujet de manière différente, ont retranscrit l'inquiétude et le choc des dirigeants européens, face à une décision inattendue.

La comparaison de la gestion de la crise par les journaux grecs, reflète la différence de la culture des deux pays. Il est bien évident qu'il s'agit de deux écoles de journalisme car leur approches sont très différentes. Etant donné que l'avenir du pays était en péril, les journalistes grecs étaient politiquement engagés sans consacrer le même nombre d'analyses en faveur du "oui" ou du "non". Leurs critiques envers le gouvernement étaient assez dures, tout en employant des caractérisations méprisantes. Les journalistes apparaissent tout à fait paniqués parce qu'ils parlent d'un éventuel futur coup d'état, et soutiennent que la victoire du "oui" est la seule solution pour le maintien du pays dans la zone euro.

Cette tactique a été suivie par les chroniqueurs des chaînes télévisées grecques. Alors que les animateurs français ont pris leurs distances, les journalistes grecs ont fait une propagande en faveur du "oui". Selon Dimitris Pefanis, journaliste grec, le référendum a provoqué une division dans la société grecque qui se reflète dans la couverture médiatique du sujet. Les journalistes grecs entraînés par des intérêts politiques et économiques ont contribué plutôt à la polarisation des grecs qu'à leur information³⁰⁶. En revanche, les journalistes de la chaîne grecque s'avèrent déconnectés de l'opinion publique puisqu'ils ont démontré que le "oui" allait l'emporter en se basant sur des sondages. La gestion du référendum par les médias grecs a prouvé que, malgré les efforts déployés pour orienter le public, ce dernier a développé des résistances. Autrement dit, bien que les médias grecs aient voulu convaincre le public des éventuels futurs dangers dans le cas de la victoire du

³⁰⁶ Entretien avec Dimitris Pefanis, Athènes 27/04/2016

“*non*”, ils ont échoué.

Cette crise de l'été 2015 montre l'importance du renforcement du couple franco allemand. Alexandre Boudet met en avant l'intérêt d'une coopération franco-allemande pour permettre à la Grèce et ses créanciers d'avoir un dialogue construit. “Aucune solution ne pourra être trouvée s'il n'y a pas entre Angela Merkel et François Hollande [...] une conversation en profondeur, en vérité”, dit sur Europe 1 le ministre des Finances Michel Sapin après la victoire du non. Le “fil du dialogue” entre Athènes et les créanciers, “très ténu”, est maintenu par la France, le patron de la Commission Jean-Claude Juncker et celui de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem. “Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la coopération permanente entre la France et l'Allemagne pour contribuer à une solution durable en Grèce”, fait aussi savoir l'Élysée au sujet de l'entretien entre François Hollande et Angela Merkel après le résultat du référendum³⁰⁷.

Cependant nous constatons une différence entre la position de la France et celle de l'Allemagne. Alors que les dirigeants français ont essayé de maintenir la stabilité de la zone euro, les allemands se sont montrés intransigeants. Les français ont été critiqués par une partie des journalistes et des spécialistes d'avoir été passifs et les allemands ont été accusés d'avoir une politique quasiment impérialiste.

La zone euro est une communauté économique créée sur des fondations fragiles tant au niveau politique qu'économique. Les souffrances et les épreuves que nous subissons aujourd'hui proviennent d'éléments qui étaient présents dès le début de l'euro : l'hétérogénéité des pays, la faiblesse des mécanismes d'ajustement et la fragilité du sentiment d'appartenance à un ensemble européen, chez les décideurs comme chez les citoyens³⁰⁸. M. Strauss-Kahn évite de s'exprimer sur les réformes proposées. Par conséquent, il n'entre pas dans le débat économique où le FMI a fait entendre une voix divergente de celle de Berlin en réclamant la restructuration de la dette grecque. Au contraire, il s'est focalisé sur le terrain politique. Même s'il juge insuffisant mais heureux que le scénario d'une sortie de la Grèce de la zone euro, évoquée par l'Allemagne, ait été

³⁰⁷ Alexandre Boudet, “Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel”, Ibid.

³⁰⁸ Crozet Mathieu Interview, Les défis de l'hétérogénéité de l'Union européenne, propos recueillis par Asma Benhenda dans Regards croisés sur l'économie La Découverte 2012/1 (n° 11), p. 33-39

marginalisé, il exprime ses inquiétudes sur l'avenir de l'Europe face à la prédominance allemande en déclarant qu'il se méfie "des conditions de cet accord [...] proprement effrayantes pour qui croit en l'avenir de l'Europe. Ce qui s'est passé pendant le week-end dernier est pour moi fondamentalement néfaste, presque mortifère"³⁰⁹.

La crise grecque a mis en avant les faiblesses et les inégalités de la périphérie de l'Europe. Même s'il s'agit d'un petit pays qui représente seulement 2% du PIB européen, la crise grecque a provoqué la panique au sein de l'euro zone en faisant émerger des problèmes sur le parcours du projet européen. Il est évident que la zone euro ne peut pas avancer sans un mécanisme durable qui fournirait aussi des décisions politiques.

Franck Lizin, diplômé de l'Ecole Polytechnique et de l'EHESS, soutient qu'une zone monétaire ne peut pas résister aux chocs asymétriques, qu'ils soient structurels ou temporaires comme pour la crise actuelle, sans mécanismes de solidarité. Le fédéralisme budgétaire et fiscal est la solution permettant la coordination des politiques budgétaires nationales et la stabilisation des cycles économiques. Cependant, ce fédéralisme ne peut s'entendre sans une meilleure intégration des économies et sociétés européennes avec une plus grande mobilité des travailleurs et des échanges économiques plus intenses et tournés vers le partage d'idées et l'innovation³¹⁰.

Jean-Claude Trichet dans une interview au journal Le Monde du 31 mai 2010 a dit: "Nous avons maintenant besoin d'avoir l'équivalent d'une fédération budgétaire en termes de contrôle et de surveillance de l'application des politiques en matière de finance publique". Franck Lizin souligne que, pour lui, la situation dans la zone euro est un problème financier lié à une mauvaise gestion et coordination des politiques budgétaires. En cela, une surveillance mutuelle permettrait de garantir les critères du Pacte de Stabilité et de Croissance tout en conservant la responsabilité fiscale de chacun des Etats membres. Le fédéralisme budgétaire, en ce sens, est une réponse pragmatique pour huiler les mécanismes financiers et monétaires : mais il peut et doit avoir d'autres vertus, notamment

³⁰⁹ Ouest France, "Grèce. DSK dénonce le "diktat" allemand", *Ouest France*, 19/07/2015, disponible en ligne <http://www.ouest-france.fr/europe/grece-dsk-sen-prend-lattitude-de-lallemagne-3569911>, consulté le 05/05/2016

³¹⁰ Franck, Lirzin, "Pour un fédéralisme budgétaire dans la zone euro", *Fondation Robert Schuman*, disponible en ligne, <http://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0178-pour-un-federalisme-budgetaire-dans-la-zone-euro>, consulté le 20/08/2016

la mise en place de transferts au sein de la zone euro³¹¹.

Par conséquent, il y existe des solutions valables pour la restructuration d'une zone monétaire durable qui, unie, endurera toutes les déstabilisations. Afin d'accomplir cet objectif, il faut renforcer les principes européens, commencer à apprendre l'histoire et la culture d'autres états-membres et devenir tolérants aux différences culturelles. De cette manière, nous pourrons construire une union politique et monétaire solide qui reflètera la grande histoire de l'Europe.

³¹¹ Franck, Lirzin, *ibid*

Bibliographie

Articles scientifiques

Aglietta Michel, Baudry Sonia, Busson, *L'austérité est-elle la solution à la crise ?*, Regards croisés sur l'économie 1/2012 (n° 11), p. 78-84

Arquembourg Jocelyne, Lambert Frédéric, « Présentation », *Réseaux* 4/2005 (n° 132), p. 9-23

URL : www.cairn.info/revue-reseaux1-2005-4-page-9.htm.

Balle Francis, *Les médias : un quatrième pouvoir ?*, Les médias “Que sais-je ?”, Presses Universitaires de France, Paris, 2012

Balibar Etienne, *Réflexions sur la crise européenne*, Les Temps Modernes Gallimard 2013/2 (n° 673) p. 128-151

Balibar Etienne, *De la crise grecque à la refondation de l'Europe ?*, Lignes 2012/3 (n° 39), p. 48-59

Baudry Sonia, *La crise grecque et le précédent argentin*, Regards croisés sur l'économie 1/2012 (n° 11) , p. 40-43

Baylor Tim, *Media framing of movement protest: the case of American Indian protest*, The Social Science Journal, July 1996 33(3), 241-256

Burger Marcel, *Le cadrage de la communication dans les médias, Apports d'une analyse linguistique*, Communication, Vol. 27/2 | 2010

Brüggemann, Michael (2014), *Between Frame Setting and Frame Sending: How Journalists Contribute to News Frames*, Communication Theory 24: 61–82. doi: 10.1111/comt.12027

Couloubaritsis Lambros, *La crise grecque : enjeux et responsabilité*, Les Temps Modernes Gallimard 2013/2 (n° 673), p. 152-194

Constantopoulou Christiana, *La Grèce, la crise et la sociologie*, Sociologies pratiques 1/2014 (n° 28), p. 113-121

Crozet Mathieu Interview, *Les défis de l'hétérogénéité de l'Union européenne*, propos recueillis par Asma Benhenda dans Regards croisés sur l'économie La Découverte 2012/1 (n° 11), p. 33-39

De Vreese, C. H. (2003)., *Framing Europe: Television News and European Integration*. Amsterdam:, Aksant. (chapter 2)

De Vreese, C. H. (2005). *News Framing: Theory and typology*. *Information Design Journal + Document Design*, 13(1), 51-62.

Dimitrakopoulos Michail, *Une tragédie gréco-européenne*, Esprit 2015/8 (Août-septembre), p. 200-204

Dimitrakopoulos Michail, *Syriza et « Le destin de la Grèce moderne*, Esprit 2015/3 (Mars-avril), p. 198-201

Ernoul Thomas, *Maquillage des comptes publics grecs : statistiques à la dérive ?*, dans Regards croisés sur l'économie *La Découverte* 2012/1 (n° 11), p. 113-115

Foucher M, Retour des frontières, pérennité des États dans le monde polycentrique. In Gentelle P, Géopolitique du monde contemporain, Paris, Nathan, p. 269-281., 2008

Grjebine André, *Les déséquilibres intra-européens : à qui la faute ?*, Regards croisés sur l'économie 1/2012 (n° 11) , p. 44-52

Iyengar, S. (1991). *Is anyone responsible? How television frames political issues*. Chicago: University of Chicago Press.

Kahn Sylvain, *La crise grecque et les troubles de la mémoire européenne* , Esprit 2010/12 (Décembre) p.114-125

Làidi Z., 2005. , *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Paris, Les Presses de Sciences Po

Lasserre Rene, *Inquiétantes dissonances franco-allemandes dans la crise grecque*, Dans Regards sur l'économie allemande 2015/1 (n° 116-117)

Lisbonne-de Vergeron, K., *L'Europe vue de Chine et d'Inde depuis la crise : nouvelles perspectives des grands émergents asiatiques*, Fondation Robert Schuman, Paris, 2012

Lizin Franck, “*Pour un fédéralisme budgétaire dans la zone euro*”, Fondation Robert Schuman, Question d'Europe, n°178 19 juillet 2010

Lynch D., *Russian Perceptions of the CFSP/ESDP. Analysis Paper, Institute for security Studies*, 2006.

Mappa Sophia, *Pourquoi l'Europe ne comprend pas la crise grecque.*, Le Débat 4/2012 (n° 171), p. 66-79

Passet Olivier, *Tsipras, un renouveau politique ?*, Esprit 2015/8 (Août-septembre), p. 194-198

Plassmann Lorenz, *En Grèce, l'espoir et l'attente*, Esprit 2015/3 (Mars-avril), p. 201-204

Prevelakis Georges, *Le no man's land de la culture grecque*, Esprit, Editions Esprit 2012/6 (Juin), p. 37-46

Prevelakis Constantin, *Grèce : une idée républicaine inaboutie*, Commentaire 2013/2 (Numéro 142), p. 309-316

Reese, S. D. (2001). Prologue – Framing Public Life: A Bridging Model for Media Research. Dans S. D. Reese, O. H. Gandy & A. E. Grant (Éds.), *Framing Public Life: Perspectives on Media and our Understanding of the Social World* (pp. 7-31). Mahwah, NJ: Lawrence Erlbaum Associates.

Rugraff Eric, *La gestion allemande de la crise grecque*, L'observatoire des politiques économiques en Europe N° 22 - Été 2010

Scheufele, D. A. (2000), *Agenda-Setting, Priming, and Framing Revisited: Another Look at Cognitive Effects of Political Communication*, *Mass Communication & Society*, 3(2&3), 297-316.

Stromback J. & Dimitrova D, *Political and Media Systems Matter. A Comparison of Election News Coverage in Sweden and the United States*, *The Harvard International Journal of Press/Politics*, 131-147, 2006. p.135.

Stylianidis Stelios, Chondros Panagiotis, *Crise économique, crise de la réforme psychiatrique en Grèce : indice de déficit démocratique en Europe ?.*, *L'information psychiatrique* 8/2011 (Volume 87), p. 625-627

Valkenburg, P. M., Semetko, H. A., & de Vreese, C. H., *The effects of news frames on readers' thoughts and recall*. *Communication Research*, 26, 550-569 (1999).

Van Hamme G., *Les inégalités de développement territorial*. In Didelon C., Richard Y., Van Hamme G., *Le territoire européen*, Paris 2011a., PUF, p. 67-94.

Voudiklaris Giorgos, *Athènes, ville ouverte*, *Les Temps Modernes Gallimard* 2013/2 (n° 673), p. 108-118

Wyposz Charles Interview, *Les racines de la crise*, propos recueillis par François Geerolf et Claire Lebarz *Regards croisés sur l'économie La Découverte* 2012/1 (n° 11), p. 68-76

Yann Richard, *La crise européenne. Un regard de géographe*, *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 10 avril 2012, consulté le 29 mai 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/13043> ; DOI : 10.4000/echogeo.13043

Grèce : une instabilité persistante, Propos recueillis par Alice Béja et Marc-Olivier Padis *Esprit* 2011/12 (Décembre), p. 146-148

Le supplice grec, *Esprit* 8/2015 (Août-septembre), p. 4-5

Ouvrages

Balibar Etienne, *Droit de cité et citoyenneté dans le contexte de l'Europe et de la mondialisation*, Le sujet dans la cité L'Harmattan 2012/2 (n° 3)

Dalègre Joëlle *Regards sur la crise grecque*, L'Harmattan, 2013

Derville Grégory, *Le pouvoir des médias*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, Coll. « Politique en plus », nouvelle édition, 2013

Dutailly, *Aux origines de la crise grecque*, Études 1967/7 (Tome 327)

Todd, Gitlin, *The Whole World Is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley, CA, Los Angeles, CA & London, U.K.: University of California Press, 1980

Entman, R. M. (2007), *Framing Bias: Media in the Distribution of Power. Journal of Communication*, 57: 163–173. doi: 10.1111/j.1460-2466.2006.00336.x,

Huyghe François-Bernard, *Comprendre le pouvoir stratégique des médias*, Paris, Eyrolles, 2005

Jamet Jean-Francois, *L'Europe face à la crise financière*, Fondation Robert Schuman

Manolopoulos Jason, *Greece's "Odious" Debt*, AnthemPress UK and USA 2011 24.

Nelson M Rebecca., Coordinator Analyst in International Trade and Finance Paul Belkin Analyst in European Affairs Derek E. Mix Analyst in European Affairs, *Greece's Debt Crisis: Overview, Policy Responses, and Implications*, August 18, 2011

Rieffel Rémy, *Que sont les médias ?* Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2005

Serbini Bénédicte, *Les enjeux de la restructuration de la dette souveraine grecque pour le mécanisme européen de stabilité*, Cahiers du LEAD N°2011-3

Thèses/Mémoires

Broustau Nadège, *Collection Mémoires et thèses électroniques Chapitre 3 Cadre théorique*, Université Laval, 2007

Panagiotopoulos Ioannis, *La crise grecque dans la presse de qualité française*, domain shs.info.comm. 2013. <mem 00982978>

Sources

Alexandropoulos Konstantinos, “La solidarité européenne à l’épreuve de la crise”, *IERI*, 17/8/2011

Berut Benjamin, Récit médiatique : le cadrage d’un événement entre le risque du trop simple et du trop complexe, *Médium*

Bourassi Nabil, “Les Etats-Unis s'inquiètent de plus en plus de l'évolution de la crise grecque”, *latribune.fr*, 10/07/2015

Boudet Alexandre, “Vote de la Grèce: François Hollande cherche la bonne réponse face à Alexis Tsipras et Angela Merkel”, *le huffingtonpost.fr*, 06/07/2015

Boudet Alexandre, “Accord sur la Grèce : pourquoi Hollande a tant voulu d'un compromis avec Merkel et Tsipras”, *le huffingtonpost.fr*, 06/07/2015

Bridier Gilles “Il faut réformer l’Eurogroupe (la crise grecque en est la preuve)”, *slate.fr*, 22/07/2015

Bridier Gilles, “L'Union européenne, portrait d’un géant en crise d’identité”, *slate.fr Economie* 25/05/2014

Colletis Gabriel, “La Grèce et l’Europe à la merci de l’Allemagne ?”, *Mediapart-Le blog de Colletis Gabriel*, 12/07/2015

De Vijlder William, “Le referendum en Grèce et ses conséquences”, *Ecoblog*, 2/3/2015

Diehlmann Françoise, “Crise grecque - Décision fatale pour une Europe allemande, par Joschka Fischer”, *Mediapart - le blog de Diehlmann Françoise*, 24/08/2015

Duval Jean-Baptiste, “Grèce: Merkel n'est pas la seule à être intransigeante avec les Grecs (mais c'est elle qu'on voit le plus)”, *Le HuffPost.fr*, 09/07/2015

Duval Jean-Baptiste, “Grèce: pourquoi l'Allemagne d'Angela Merkel exige toujours plus de sacrifices”, *Le HuffPost.fr*, 13/07/2015

Gabriel Oihana “Crise grecque: Pourquoi l'Allemagne est inflexible”, *20minutes.fr*, 07/07/2015

Godin Romaric, “Grèce : pourquoi Angela Merkel refuse de parler de la dette grecque”, *La Tribune.fr*, 07/07/2015

Guerlain Pierre, “Merkel, Hollande et la crise grecque : le "couple" franco-allemand est un cache-misère”, *L’Obs le plus*, 13/07/2015

Guillot Adéa, et Ducourtieux Cécile, “L’Eurogroupe ne veut plus rien négocier avant le référendum en Grèce”, *Le monde.fr*, 01/07/2015

Haroche Pierre, “Derrière la crise grecque, le bras de fer franco-allemand”, *Blog : Le blog de Pierre Haroche, Mediapart*, 11/05/ 2015

Malagardis Maria, “Médias grecs : contre Tsípras, des attaques à la chaîne”, *libération.fr*, 03/07/2015

Malagardis Maria, “Le feuilleton grec continue”, *liberation.fr*, 30/06/2015

Mihalakas Nasos, “The real cause of the Greek sovereign debt crisis”, *Diplomatique courrier* 01/03/2012

Moatti Sandra, Duval Guillaume, “L’Europe malade de la crise”, *Alternatives Economiques n° 278 - mars 2009*

Orléan André, “Orléan André dénonce l’inertie totale d’une Europe impuissante face à la crise”, *Réseaux des démocrates*, 03/12/2010

Roch Jean-Baptiste, “Grèce : quand les médias privés font la propagande du oui au référendum”, *telerama.fr*, 03/07/2015

Pouchard Alexandre, Vaudano Maxime, et Breteau Pierre, “Grèce : un an après le référendum, chronologie d’une crise économique et politique”, *Le monde.fr*, 13/07/2016,

Rapanis Stefanos, “La Grèce annonce la fermeture des banques et un contrôle des capitaux”, *Reuters et RFI*,

Vignaud Marc, “Pourquoi Schäuble rêve toujours d’un Grexit”, *Le point.fr*, 18/07/2015

Challenges, “Grèce: Hollande et Obama veulent "favoriser une reprise des discussions””, *challenges.fr*, 29/06/2015

Challenges.fr, “Grèce: Hollande prédit « l’inconnu » en cas de “non” au référendum”, *challenges.fr*, 01/07/ 2015,

Europe1.fr, "Sapin : "c'est au gouvernement grec de faire des propositions", europe1.fr, 06/07/2015

Europe1.fr, "Grèce : Hollande et Merkel, la réunion de crise", europe1.fr, 06/07/2015

France info, "Crise grecque : Juncker se sent "trahi", Obama et Hollande mobilisés" 29/06/2015

France tvinfo, " Référendum grec : Hollande et Merkel sur la même longueur d'onde", 07/07/2015

humanite.fr , "Après le référendum en Grèce : l'analyse de la CGT", 07/07 2015

Le Lab politique Europe 1, "Après la victoire du non au référendum en Grèce, François Hollande communique sur la crise plutôt que sur le résultat", 06/07/2015

Les Echos, "Referendum: La Grèce a dit non ", [les echos.fr](http://lesechos.fr) , 05/07/15

Les Echos, "Les Etats-Unis sur la pointe des pieds dans la tragédie grecque" L. D. , [les echos.fr](http://lesechos.fr) , 07/07/2015

L'express l'expansion, "A quoi tient le maintien de la Grèce dans la zone euro?", L'expresse.fr ,06/07/2015

Lefigaro.fr , AFP, AP, Reuters Agences, "La crise grecque a largement profité à l'Allemagne", lefigaro.fr, 10/08/2015

Le monde.fr , "Crise grecque : Athènes n'a pas remboursé le FMI", Le monde.fr , 01/072015

Le Monde.fr, "La crise grecque met le tandem franco-allemand à l'épreuve", Le monde.fr, 02/07/2015

Le Monde.fr avec AFP, AP et Reuters , "Un sommet de la zone euro sur la Grèce se tiendra dès le 7 juillet", Le monde.fr, 06/07/2015

Le Parisien, "A trois jours du référendum, la Grèce sous pression des dirigeants européens", [le parisien.fr](http://leparisien.fr), 02/07/2016

Le Parisien, "Grèce: un référendum sur des textes extrêmement techniques", Le parisien.fr , 03/07/2015

Le Parisien, "Crise grecque : ce lundi où le «Non» au référendum a tétanisé l'Europe", 06/07/2015

Le Point, "Grèce,"le soutien inattendu de Barack Obama à Alexis Tsipras", Le parisien.fr , 02/02/2015

Le HuffPost avec AFP, “Crise grecque: des experts français de Bercy envoyés à la rescousse d’Athènes”, *Le HuffPost.fr*, 09/07/2015

Ouest France, “Grèce. DSK dénonce le "diktat" allemand”, *Ouest france.fr*, 19/07/2015

Paris Match, “Après le "non" au referendum Francois Hollande, le dernier allié de la Grèce”, *paris match.com*, 7 Juillet 2015

RT en français “ Y-a-t-il une crise conjugale franco-allemande sur fond de tragédie grecque?”, *français.rt.com*, 13/05/2015

theguardian.com, “Greek debt crisis: Obama and Merkel monitoring situation closely”, *theguardian.com*, 28/04/2015

Corpus

Le Monde

Bonnefous Bastien et Revault d'Allonnes, "Grèce : comment la France assiste les négociateurs grecs en coulisse", *Le monde.fr*, 10/07/2015

Charrel Marie, "Il faut un ministère des finances de la zone euro", *Le monde.fr*, 27/07/2015

Cohen Daniel, "Grèce : Les passions politiques l'ont emporté sur la raison économique", *Le monde.fr*, 17/07/2015, Propos recueillis par Tonnelier Audrey

Fressoiz Françoise, "Le vrai ressort de la tragédie grecque", *Le monde.fr*, 17/07/2015

Gauron André, "La rigueur au coeur du projet allemand pour l'euro" *Le monde.fr*, 23/07/2015

Goulard Sylvie "Grèce : « Un problème de méthode pour l'Europe »", *Le monde.fr*, 08/07/2015

Guillot Adéa, "Les risques géopolitiques d'un « Grexit »", *Le monde.fr*, 04/07/2015

Kauffmann Sylvie : "Pourquoi tant de haine ?" *Le monde.fr*, 18/07/2015

Morcuende Adrien, "La crise grecque ? Une « opportunité » pour la zone euro, selon Elisabeth Guigou", *Le monde.fr*, 27/07/2015

Perez Romain, "Le Grexit, pour renforcer la construction européenne", *Le monde.fr*, 10/07/2015

Rödder Andreas "Ralentir l'Union européenne et sauver ses acquis", *Le monde.fr*, 24/07/2015, Traduit de l'allemand par Pierre Deshusses.

Réutilisation vierge et Guillot Adéa, “Le système politique grec miné par le clientélisme et la corruption”, *Le monde.fr*, 04/07/2015

Salles Alain et Ricard Philippe, “Grèce-Union européenne : retour sur une relation de presque trente-cinq ans”, *Le monde.fr*, 29/06/2015

Samuel Laurent, “Pourquoi Syriza ne peut pas être comparée au FN”, *Le monde.fr*, 07/07/2015

Stroobants Jean-Pierre Chastand Jean-Baptiste Ducourtieux Cécile, “Pour Juncker, « un non des Grecs au référendum serait un non à l’Europe »”, *Le monde.fr*, 29/06/2015

Tonnelier Audrey, “Emmanuel Macron évoque le risque d’un « traité de Versailles de la zone euro »”, *Le monde.fr*, 06/07/2015

Truong Nicolas, “La crise grecque, une guerre entre deux légitimités démocratiques”, *Le monde.fr*, 04/07/2015

Tusk Donald, “L’accord avec la Grèce « a permis d’éviter le risque de chaos, d’une banqueroute””, *Le monde.fr*, 17/07/2015, Propos recueillis par Ducourtieux Cécile

Le monde.fr “Grèce : la responsabilité d’Alexis Tsipras”, *Le monde.fr*, 29/06/2015

Tirole Jean, “Pour un fédéralisme européen”, *Le monde.fr*, 29/06/2015

Le monde.fr “Pour Varoufakis, l’Allemagne utilise la crise grecque pour imposer son modèle disciplinaire en Europe”, *Le monde.fr*, 11/07/2015

Le Monde, “Manuel Valls : un Grexit serait « un désastre »”, *Le monde.fr*, 13/07/2015

Leparmentier Arnaud, “Paraboles grecques”, *Le monde.fr*, 15/07/2015

Le Monde par service international, “Une perte de souveraineté inédite en Europe”, *Le monde.fr*, 16/07/2015

Le Figaro

Le *figaro.fr*, “Avec la crise grecque, avez-vous une bonne image de l'Allemagne ?”, *Le figaro.fr*, 17/07/2015

Barlan Julien, “La crise grecque menace-t-elle l'économie mondiale?”, *Le figaro.fr*, 29/06/2015

Barotte Nicolas, “Pour la presse allemande «les Grecs ont voté pour le Grexit »”, *Le figaro.fr*, 07/07/2015

Bastie Eugénie, “Crise grecque : les 10 répliques d'une tragédie”, *Le figaro.fr*, 02/07/2015

Baverez Nicolas, “L'Europe face au Grexit et au Brexit”, *Le figaro.fr*, 06/07/2015

Bodescot Anne, Service infographie, “Les marchés sont impatients de tourner la page grecque”, *Le figaro.fr*, 02/07/2015

Brigand Maxime, “Comment Varoufakis préparait secrètement un retour à la drachme”, *Le figaro.fr*, 28/07/2015

Crapez Marc, “Crise grecque : l'Europe rattrapée par le réel”, *Le figaro.fr*, 08/07/2015

Crapez Marc, “Crise grecque : non, le plan de Merkel n'est pas injuste”, *Le figaro.fr*, 15/07/2015

De Capèle Gaëtan, “La preuve par Tsipras”, *Le figaro.fr*, 10/07/2015

Galès Yann ,“Les cadres sont très inquiets des conséquences de la crise grecque”, *Le figaro.fr* , 06/07/2015

Garat Jean-Baptiste, “Crise grecque : «En finissant avec les réalités, Hollande met en péril les négociations»”, *Le figaro.fr*, 08/07/2015

Guinot Danièle ,“Une faillite de la Grèce provoquerait un séisme sur les marchés financiers”, *Le figaro.fr*. 17/06/2015

Jaigu Charles, “Crise grecque : les Républicains prônent la fermeté face à Tsipras”, *Le figaro.fr* , 06/07/2015

Koenig Gaspard , Biosse Duplan Rafael, “Grèce : une faillite partielle est nécessaire”, *Le figaro.fr* , 28/07/2015

Laskine Roland, “L’euro a finalement peu souffert de l’aggravation de la crise grecque”, *Le figaro.fr*, 01/07/2015

Rousseau Herve, “Crise grecque : les emprunts du Sud de la zone euro dans le viseur”, *Le figaro.fr* , 06/07/2015

Rousseau Herve, “Les valeurs françaises souffrent de la crise grecque mais conservent tout leur attrait”, *Le figaro.fr*, 07/07/2015

Rovan Anne ,“Hollande-Valls-Sapin : le «trio» en première ligne sur la crise grecque”, *Le figaro.fr*,, 07/07/2015

Saint Clair Frédéric , “Sommets européens de la dernière chance : pourquoi on n'y comprend rien”, *Le figaro.fr*, 13/07/2015

Tandonnet Maxime, “L’impasse d’une Europe sous domination allemande”, *Le figaro.fr*, 08/07/2015

Tremolet de Villers Vincent , “Syriza, Podemos, Mélenchon : où en est la gauche radicale après la crise grecque ?” *Le [figaro.fr](http://www.lesfigaro.fr)* , 17/07/2015

Wyplosz Charles, “Crise grecque : mais où est François Hollande?”, *Le [figaro.fr](http://www.lesfigaro.fr)* 23/06/2015

Wyplosz Charles , “Grèce : on va crier victoire mais tout le monde a perdu”, *Le [figaro.fr](http://www.lesfigaro.fr)*, 10/07/2015

Le [figaro.fr](http://www.lesfigaro.fr), “Des propositions grecques «raisonnables»”, *Le [figaro.fr](http://www.lesfigaro.fr)*, 22/06/2015

Le [figaro.fr](http://www.lesfigaro.fr), “Crise grecque : Hollande estime que «l'économie française n'a rien à craindre»”, *Le [figaro.fr](http://www.lesfigaro.fr)*, 29/06/2015

Le [figaro.fr](http://www.lesfigaro.fr), “Pour deux-tiers des Français, la France "pas efficace" pour résoudre la crise grecque”, *Le [figaro.fr](http://www.lesfigaro.fr)*, 02/07/2015

Kathimerini

Avgenakis Lefteris, “L'éthique de la gauche”, *[kathmerini.gr](http://www.kathimerini.gr)*, 24/07/2015

Fafoutis Kostis, “ *De la menace à la possibilité*” *[kathmerini.gr](http://www.kathmerini.gr)*, 29/07/2015

Kallitsis Kostas, “Qu'est ce que ça veut dire le “non” en Grèce de l'Europe?”, *[kathmerini.gr](http://www.kathimerini.gr)*, 04/07/2015

Kasimatis Stafanos, “Oui à l'Europe”, *[kathmerini.gr](http://www.kathmerini.gr)*, 04/07/2015

Katsounaki Maria, “La violence de la confiance”, *[kathmerini.gr](http://www.kathmerini.gr)*, 29/07/2015

Konstantaras Nikos, “Le pire mal comme alibi”, *[kathmerini.gr](http://www.kathmerini.gr)*, 26/07/2015

Kundani Hans, “Les différents points de vue de l’Allemagne et des Etats-Unis pour le Grexit”, kathmerini.gr, 22/07/2015

Magklinis Ilias, “Grèce-France-Allemagne”, kathmerini.gr, 14/07/2015

Magkinis Elias, “La comédie est terminée”, kathmerini.gr, 25/07/2015

Mandravelis Paschos, “Un referendum fou”, kathmerini.gr, 04/07/2015

Manolas N. Christos, Mazarakis-Ainianos Konstantinos, Georgousis Evangelos, “Les conséquences géopolitiques du referendum”, kathmerini.gr, 04/07/2015

Maratzidis Nikos, “Pourquoi est-ce que les jeunes ont voté pour le “non”, kathmerini.gr, 12/07/2015

Megir Kostas”Pourquoi est-ce que le “oui” est nécessaire?”, kathmerini.gr, 30/06/2015

Panachelas Alexis, “Toute la responsabilité est à M.Tsipras”, kathmerini.gr, 08/07/2015

Stagkos Agelos, “Le ADN de Syriza n’est pas européen”, kathmerini.gr, 28/06/2015

Stagkos Agelos, “Tsipras entre deux fronts”, kathmerini.gr, 16/07/2015

Terzis. W. George “La gauche de la drachme”, kathmerini.gr, 30/07/2015

Theodoropoulos Takis, “Un coup anti européen”, kathmerini.gr, 28/06/2015

Tsoukalis Loukas “On reste dans l’Europe”, kathmerini.gr, 30/06/2015

Vatopoulos Nikos, “La société de l’allégeance”, kathmerini.gr, 12/07/2015

Vatopoulos Nikos, “La familiarité avec l’incroyable”, kathmerini.gr, 28/07/2015

Zoulas Stamos, “Yánis Varoufákis comme norme nationale”, *kathmerini.gr*, 26/07/2015

Kathimerini, “La révélation de la vérité”, *kathmerini.gr*, 17/07/2015

To Vima

To vima.gr, “Le gouvernement n’honore pas les sacrifices du peuple grec”, *To vima.gr*, 27/07/2015

Kalokairinos Alexis, “OUI: le refus de la violence”, *To vima.gr*, 02/07/2015

Karakousis Antonis, “Au delà des erreurs de M. Tsipras et de la folie de M. Varoufakis”, *To vima.gr*, 12/07/2015

Kartalis Ioannis, “Grèce - France, Alliance!”, *To vima.gr*, 12/07/2015

Kazis Dimitris, “Grèce - Allemagne: En revanche”, *To vima.gr*, 19/06/2015

Kouloukountis Ilias, “Qu’est-ce qui passe en Grece?”, *To vima.gr*, 04/07/2015

Liakos Antonis, “Le «Non» comme le choix européen”, *To vima.gr*, 04/07/2015

Malouhos Georgios, “L’hégémonie allemande sur les ruines d’Athènes” *To vima.gr*, 26/06/2015

Malouhos Georgios, “Berlin à la défense?”, *To vima.gr*, 26/07/2015

Malouhos Georgios, “L’écart se creuse”, *To vima.gr*, 28/07/2015

Meyer Henning, “Il y a maintenant des doutes quant à savoir si l’Europe est un exercice démocratique”, *To vima.gr*, 19/07/2015

Mouzelis Nikos, “Les négociations, les responsabilités et les erreurs”, *To vima.gr*, 19/07/2015

Pantazopoulos Antreas, “Le populisme national anti européen”, *To vima.gr*, 12/07/2015

Trifilis Antonis, “Le scénario «mal» et l'importance du “Oui””, *To vima.gr*, 04/07/2015

Tsemelis Georgios “Qu'est ce qu'un gouvernement de minorité?”, *To vima.gr*, 26/07/2015

Table des matières

Partie I-L'analyse journalistique du corpus	12
I.A. Le cadre théorique du rôle des médias	12
I.B L'agenda journalistique	22
I.C La critique de l'analyse journalistique	37
Partie II- Le rôle des dirigeants	46
II. A La position de la France	48
II. B La position de l'Allemagne	60
II. C La position des Etats-Unis	75
Partie III - L'U.E. et l'Euro en danger, les enjeux euro- péen.....	79
III. A Le cadre théorique - <i>La théorie du centre et de la périphérie, le décalage entre le nord et le sud, et la structure déséquilibrée de l'U.E. et de la zone eu- ro.....</i>	81
III. B L'axe franco allemand	91
III. C La position de l'U.E. et les enjeux ayant émergés par la crise grecque.....	99
Conclusion	110
Bibliographie	115
Sources	121
Corpus	125

Table des annexes

ENTRETIEN	AVEC	AMELIE	POINS-
SOT.....			137
ENTRETIEN AVEC ROMARIC GODIN.....			138
ENTRETIEN	AVEC	DIMITRIS	PEFA-
NIS.....			140

Annexe 1

Guide des entretiens

Amélie Poinssot - journaliste à Mediapart, Paris 07/04/2016

1. La presse française en grande partie, reflète son inquiétude envers l'eurospéticisme et l'avenir de l'U.E. qui est douteux. Que pensez-vous par rapport à cette position de la presse en France? Cette inquiétude est-elle bien communiquée à la société civile?
2. Le referendum a provoqué la panique parmi les dirigeants européens et la confusion parmi les journalistes. C'était un effort de se dédouaner de ses responsabilités, ou une pratique pour renforcer sa puissance en tant que négociateur? Que pensez-vous de cette décision de M.Tsipras?
3. M.Tsipras est un dangereux populiste considéré comme tel par une partie de l'opinion publique et la presse, ou un homme politique avec potentiel? Que pensez-vous de lui? Selon une enquête de l'Université de Harvard, M.Tsipras a été qualifié comme le pire négociateur de l'année 2015. Soutenez-vous cette opinion?
4. Selon certains journalistes français, M. Varoufakis était un homme arrogant, qui a impacté le trajet des négociations d'une manière négative. Que pensez-vous de M. Varoufakis?
5. Dans quelle mesure la crise grecque a-t-elle impacté la position politique de la France dans l'U.E. aujourd'hui? C'est à dire cette crise a-t-elle modifié le rapport de force entre la France et les autres pays-membres ?
6. La position de la France était plus modérée face à la crise grecque. Cependant, certains penseurs la France est absente en Europe, c'est à dire elle ne cite pas de proposi-

tions valables face aux problèmes qui émergent Que pensez-vous de sa position, surtout pendant la période de l'été 2015?

7. L'Allemagne a soutenu une politique de l'austérité stricte, imprégnée par les valeurs de la discipline budgétaire et l'attachement aux règles. Comment jugez-vous la gestion de la crise grecque par l'Allemagne? Et que pensez vous de la position allemande pendant la période de l'été 2015?
8. Est-ce que Mme Merkel s'est montée à la hauteur des exigences de la crise? Comment jugez vous son attitude pendant la crise en tant que leader, et surtout pendant la période du referendum?
9. Dans quelle mesure la crise grecque a influé sur les relations entre la France et l'Allemagne ? Comment jugez-vous l'axe franco-allemande face a la crise grec?
10. *Comment expliquez-vous cette différenciation entre les deux pays face au problème grec?*
11. L'Europe est-elle préparée pour un Grexit?
12. Pensez-vous que la perception des Européens par rapport à l'U.E. soit modifiée à cause de la crise grecque et surtout à cause de la gestion de la situation pendant la période du referendum?
13. La crise grecque a fait révéler les faiblesses structurelles de l'U.E.. L'U.E., est-elle un pari perdu? Est-ce qu'on peut encore espérer que la vision européenne va s'imposer sur l'euroscepticisme?

Romarc Godin - Rédacteur en chef adjoint à La Tribune, Paris 16/03/2016

14. La presse française en grande partie, reflète sa compassion envers les sacrifices des grecs et même reproche la politique d'austérité qui a aggravé la situation économique du pays. Comment jugez-vous cette position de la presse en France?
15. La presse française en grande partie, reflète sa compassion envers les sacrifices des grecs et même reproche la politique d'austérité qui a aggravé la situation économique du pays. Comment jugez-vous cette position de la presse en France?

16. Dans vos articles vous avez parlé de cette hésitation franco-italienne face aux décisions allemandes et à la politique de l'austérité. Cependant en été 2015, à la fin, M.Hollande a soutenu le maintien de la Grèce dans la zone euro. *Est-ce que vous considérez cette position comme une résistance à la prédominance allemande, ou c'est juste une réaction provoquée par la peur d'une défaite de l'U.E. et peut-être d'un effet domino pour le reste de l'Europe?*
17. Dans quelle mesure la crise grecque a-t-elle impacté la position politique de la France dans l'U.E. aujourd'hui? C'est à dire cette crise a-t-elle modifié le rapport de force entre la France et les autres pays-membres ?
18. La position de la France était plus modérée face à la crise grecque. Comment jugez-vous cette position, surtout pendant la période de l'été 2015?
19. L'Allemagne a soutenu une politique de l'austérité stricte, imprégnée par les valeurs de la discipline budgétaire et l'attachement aux règles. Comment jugez-vous la gestion de la crise grecque par l'Allemagne? Et que pensez vous de la position allemande pendant la période de l'été 2015?
20. Est-ce que Mme Merkel s'est montée à la hauteur des exigences de la crise? Comment jugez vous son attitude pendant la crise en tant que leader, et surtout pendant la période du referendum?
21. Dans quelle mesure la crise grecque a influé sur les relations entre la France et l'Allemagne ? Comment jugez-vous l'axe franco-allemande face à la crise grec?
22. *Comment expliquez-vous cette différenciation entre les deux pays face au problème grec?*
23. L'Europe est-elle préparée pour un Grexit?
24. Pensez-vous que la perception des Européens par rapport à l'U.E. soit modifiée à cause de la crise grecque et surtout à cause de la gestion de la situation pendant la période du referendum?

25. La crise grecque a fait révéler les faiblesses structurelles de l'U.E.. L'U.E., est-elle un pari perdu? Est-ce qu'on peut encore espérer que la vision européenne va s'imposer sur l'euroscpticisme?

Dimitris Pefanis, journaliste grec au site insider.gr , Athènes 27/04/2016

26. Le referendum a provoqué la panique parmi les dirigeants européens et la confusion parmi les journalistes. C'était un effort de M.Tsipras de se dédouaner de ses responsabilités, ou une pratique pour renforcer sa puissance en tant que négociateur? Que pensez-vous de cette décision de M.Tsipras?
27. Selon certains article de la presse étrangère, M. Varoufakis était un homme arrogant, qui a isolé le gouvernement grec des partenaires européens, Qu'en pensez-vous?
28. Comment jugez-vous la réaction des dirigeants européens qui n'accepteraient pas les propositions grecques, alors qu'ils semblaient déçus par la décision du premier ministre M.Tsipras d'annoncer le referendum?
29. Que pensez-vous de la gestion de la crise grecque pendant la période du referendum par les chaines télévisées privées?
30. Pensez-vous que l'euro zone est préparée pour un Grexit?
31. L'Allemagne a soutenu une politique de l'austérité stricte, imprégnée par les valeurs de la discipline budgétaire et l'attachement aux règles. Que pensez-vous de M.Schäuble et Mme Merkel?
32. Est-ce que Mme Merkel s'est montée à la hauteur des exigences de la crise? Comment jugez vous son attitude pendant la crise en tant que leader de l'U.E., et surtout pendant la période du referendum?
33. La position de la France était plus modérée face à la crise grecque. Que pensez-vous de M.Hollande? Est ce qu'il a contribué à parvenir à un accord?

34. Pensez-vous que la perception des Européens par rapport à l'U.E. soit modifiée à cause de la crise grecque et surtout à cause de la gestion de la situation pendant la période du référendum?
35. Pensez-vous que le référendum a influencé l'image de la Grèce et de l'U.E.?
36. La crise grecque a-t-elle fait révéler les faiblesses structurelles de l'U.E.. L'U.E. est-elle un pari perdu? Quels sont les problèmes spécifiques qui ont été mis en avant?
37. L'U.E., est-elle un pari perdu? Est-ce qu'on peut encore espérer que la vision européenne va s'imposer sur l'euro-scepticisme?

Annexe 2

Résumé :

Mots clés :

Nota : cette page, dernière de couverture, sera retournée avant reliure.